



Le changement climatique et l'adaptation des modes de vie. Volontarisme et contraintes dans le changement des pratiques du quotidien. Rapport d'enquête pour le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord

Laurence Granchamp, Jeremy Duployer

► To cite this version:

Laurence Granchamp, Jeremy Duployer. Le changement climatique et l'adaptation des modes de vie. Volontarisme et contraintes dans le changement des pratiques du quotidien. Rapport d'enquête pour le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord. [Rapport de recherche] Université de Strasbourg-CNRS Laboratoire DynamE UMR 7367 / Parc naturel régional des Vosges du Nord. 2012. hal-01477424

HAL Id: hal-01477424

<https://hal.science/hal-01477424>

Submitted on 3 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

***Le changement climatique et l'adaptation des modes de vie.
Volontarisme et contraintes dans le changement
des pratiques du quotidien***

Rapport d'enquête pour le
Parc Naturel Régional des Vosges du Nord

Laurence Granchamp Florentino
Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe,
Université de Strasbourg
Jeremy Duployer,
Etudiant de Master 2 de sociologie,
Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe
Université de Strasbourg

Sommaire

INTRODUCTION	3
1^{ERE} PARTIE : CONTEXTUALISATION DU PROJET ET METHODOLOGIE	6
1) ORIGINE DU PROJET :	6
2) METHODOLOGIE.....	8
2.1. <i>Le public de l'enquête</i>	8
2.2. <i>Les entretiens semi-directifs</i>	10
2.3. <i>Les conflits comme clé de lecture privilégiée</i>	11
2.4 <i>Les questionnaires – ou constitution d'un « groupe témoin »</i>	12
2EME PARTIE : ANALYSE DES ATTITUDES ET PRATIQUES DES VOLONTAIRES POUR LE CLIMAT	14
1) LA CONSTRUCTION D'UN « CONCERNEMENT » POUR LA QUESTION CLIMATIQUE.....	14
2) LES RELATIONS AU GROUPE ET AU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT	39
3) LA MODIFICATION DES PRATIQUES AU QUOTIDIEN.....	46
a) Changement des pratiques et vie quotidienne.....	47
b) Les conflits intégrés dans les rapports quotidiens : facteur de changement ou de blocage ?	69
3EME PARTIE : COMPARAISON AVEC UN GROUPE TEMOIN ISSU DES QUESTIONNAIRES.....	78
I. LA SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE DU GROUPE TEMOIN	79
II. L'HABITAT	83
III. LES TRANSPORTS.....	87
IV. L'ALIMENTATION	88
V. CONSOMMATION COURANTE	92
4EME PARTIE : LE SECTEUR DE BITCHE	96

Introduction

Face au diagnostic du réchauffement climatique, les « modes de vie » - et particulièrement ceux des sociétés occidentales - sont interpellés et s'accompagnent d'une injonction au changement. Les rapports s'accumulent qui tous indiquent l'urgence des mesures d'atténuation – soit toute mesure qui permet de limiter l'accroissement des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Le rapport du GIECC en premier lieu, publié en 2007¹, préconise une limitation de la hausse des températures au maximum à 2°C supplémentaires, toute hausse supérieure pouvant renforcer des phénomènes météorologiques extrêmes avec des conséquences désastreuses qui seraient, de surcroît, nettement plus coûteuses que les mesures de prévention qui pourraient être prises aujourd'hui. « Il est donc urgent d'agir » comme le stipule un rapport du Conseil économique et social sur le développement durable en 2010². La limitation du réchauffement climatique impose de réduire les émissions de gaz à effet de serre, qui devront être divisées par quatre pour les pays industrialisés (le fameux « *Facteur 4* »).

Toute la question est désormais : comment atteindre cet objectif ? Ou autrement dit, *comment changer* ? A quel niveau agir ? Quelles stratégies sont pertinentes ?

Si un certain nombre de changements doivent s'envisager au plan des infrastructures et à un niveau macro, l'injonction au changement des modes de vie interpelle tout particulièrement les individus et les ménages. Quantité de messages d'entreprises ou d'organisations diverses s'adressent aux individus, pris sous leur facette de consommateurs ou de citoyens. Un bon nombre de collectivités locales également se donnent un rôle de médiation de la question climatique, par un travail d'information, de sensibilisation et d'accompagnement. C'est le cas du Syndicat mixte du Parc Naturel régional des Vosges du Nord.

Tous en appellent à la *responsabilité individuelle* pour réduire l'impact sur le climat. Mais la disposition des individus à répondre à cette injonction est distribuée inégalement au sein de la population.

Dans cette étude, nous nous sommes intéressés à ceux qui ont manifesté leur intérêt pour la problématique du changement climatique en intégrant des groupes d'habitants disposés à changer leurs pratiques au quotidien.

Le quotidien est-il une entrée pertinente pour aborder le changement climatique ? Au-delà des courbes et des statistiques qui mettent en évidence la contribution des ménages à la production des gaz à effet

¹ IPCC, Changement climatique 2007, rapport de synthèse, OMM, PNUE, 2007 (http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf).

² *La stratégie de développement durable 2009-2013*, présenté par Philippe Le Clézio Conseil économique et social, 2010 (<http://www.conseil-economique-et-social.fr/rapport/doclon/10020302.pdf>), p. 115.

de serre à travers leur consommation énergétique ou les transports notamment, il faut prendre en considération les contraintes structurelles et sociales qui pèsent sur les choix de comportement des ménages. Il faut aussi tenir compte des différences de styles de vie entre la ville et la campagne : les capacités d'action et d'amélioration ne sont pas les mêmes dans les deux domaines, comme le mettront en évidence nos enquêtes.

Nous avons étudié trois grandes questions.

La première se rapporte aux facteurs du « concernement » (soit le fait de se sentir concerné) pour le changement climatique. Puisqu'on observe (par les statistiques nationales, mais aussi par le simple fait que le recrutement des volontaires ne touche qu'une très petite partie de la population) qu'il est limité ou distribué inégalement, « qui » sont ceux qui s'intéressent à cette question, suffisamment pour s'engager à changer ? Comment chemine cette préoccupation ? Peut-on repérer une évolution, des étapes, une intensification progressive ?

En second lieu, quelles sont les modifications des pratiques que l'on peut observer ? Faire entrer dans la quotidienneté une problématique de risque global comme celle du changement climatique est une affaire assez complexe. Nous avons étudié, à partir des expériences des volontaires, comment ces changements sont rendus possibles, quelle est leur ampleur et leur « robustesse », quels sont ceux qui se diffusent le mieux, ou quelles sont les difficultés qu'éprouvent les volontaires, ou les changements sur lesquels ils achoppent. Nous nous sommes intéressés particulièrement aux tensions, sentiments de décalages et micro conflits en nous demandant s'ils favorisaient l'action ou bien au contraire l'entravaient.

Enfin, troisièmement, nous avons interrogé les modalités de poursuite de l'action, à la fois sous l'angle du rapport au dispositif et sous celui, plus général, de l'action collective. L'action individualisée, atomisée dans les « écogestes » et la consommation peut-elle être compatible avec des changements d'une certaine ampleur ? Ces individus se perçoivent-ils comme des militants, ou comme des porteurs d'exemple qu'ils diffusent autour d'eux ?

Peut-on parler d'une « classe créative » qui serait à l'avant-garde un nouveau style de vie capable de se diffuser dans le reste de la population ?

Nous essaierons de répondre à ces questions à partir des enquêtes réalisées auprès de la population du Parc naturel des Vosges du Nord.

Pour finir, il nous semble important de signaler qu'enquêter dans cet espace à dominante rurale représente un intérêt particulier, car jusqu'à présent, les enquêtes ont été plus nombreuses dans l'espace urbain. Tout un chacun perçoit spontanément les différences de contraintes et de possibilités, par exemple en matière de transport où les urbains disposent d'une offre de transports collectifs plus développée, tandis que l'on s'attend à ce que les ruraux soient plus dépendants de leur voiture. Nos enquêtes montrent cette tendance, mais nous verrons aussi les initiatives que les habitants mettent en place pour jouer sur ce poste comme sur d'autres.

Mais un élément plus fondamental nous semble résider dans la qualité des espaces et des paysages, et le rôle qu'ils jouent dans l'implication des habitants en faveur de l'environnement. La recherche d'un environnement de qualité est encore très largement associée à la représentation de la campagne et constitue un moteur des migrations des urbains vers le périurbain ou les communes rurales. Bien que les styles de vie ne s'opposent pas radicalement, ne serait-ce qu'en raison des mobilités et des installations des néo-ruraux, nous avons recueilli un certain nombre de discours qui associait la préoccupation pour l'environnement à la qualité des paysages ou à une relation à la nature perçue comme plus forte qu'en ville. Cette relation particulière des habitants à leur environnement nous semble importante à souligner.

Aussi, dans ce rapport, nous nous attacherons à développer aussi bien les aspects matériels des conditions de vie qui favorisent des pratiques spécifiques comme les discours qui donnent à voir des relations aux lieux et à l'habiter qui diffèrent sensiblement des urbains.

1^{ère} partie :

Contextualisation du projet et méthodologie

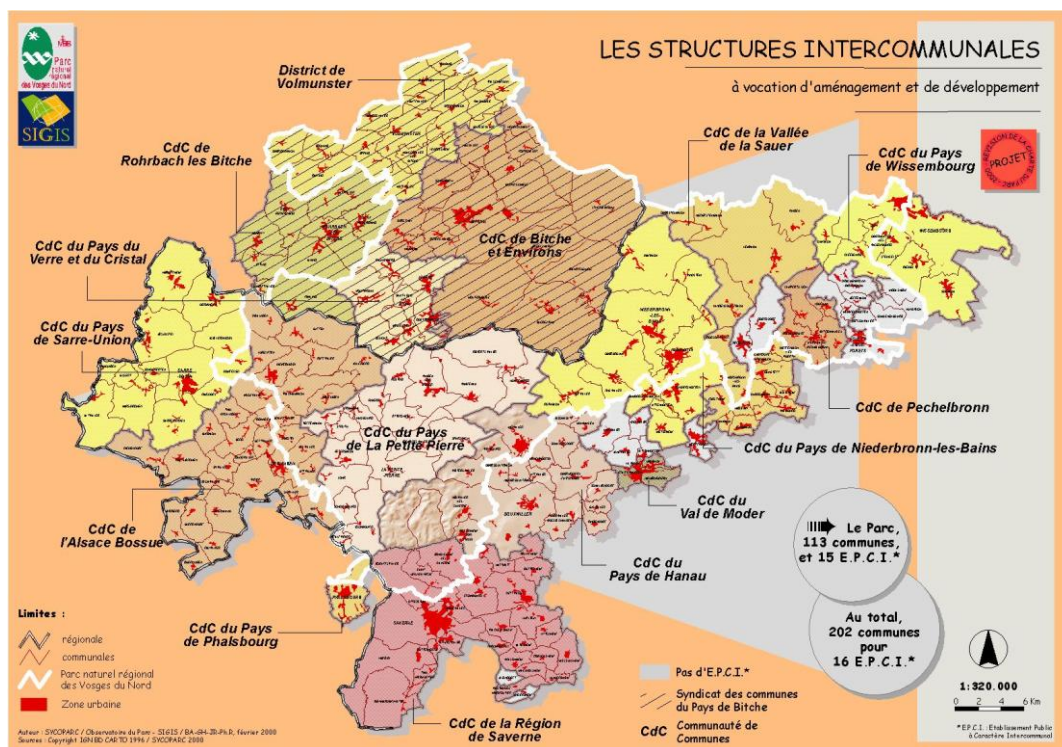
1) Origine du projet :

En 2008, le MEEDDAT a lancé un appel à projets auprès des Parcs naturels régionaux, dont l'un des volets portait sur le « Plan climat ». Le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord (PNRVN) a élaboré dans ce cadre une proposition intitulée « Les volontaires du climat » qui a été retenue par le Ministère. L'un des objectifs majeurs de cette proposition consistait dans la mise en place de « groupes de volontaires pour le climat » dans l'espace du Parc, en partenariat avec l'association Objectif Climat.

Cette association située à Strasbourg réalise différentes opérations de sensibilisation à la question climatique, et notamment elle se propose d'accompagner des groupes de citoyens disposés à agir dans ce domaine au niveau de leurs pratiques quotidiennes. Ces volontaires sont recrutés à partir de communication dans la presse locale (article de journaux, interviews radio, affichage dans les communes du périmètre d'intervention). A l'issue d'une première réunion d'information, qui pose les grands enjeux du changement climatique aux différentes échelles (internationale, nationale et celle des ménages), les personnes présentes se voient proposer d'intégrer un groupe de « volontaires pour le climat ». Ceux-ci s'engagent à réaliser des mesures trimestrielles, pendant deux ans, de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à leurs activités quotidiennes dans quatre postes : déplacements, alimentation, habitation, consommation. La quantification est effectuée par la méthode « Bilan Carbone » adaptée aux individus et aux ménages. L'idée principale de cette quantification est de permettre d'identifier des domaines dans lesquels des améliorations seraient possibles, la participation au groupe devant favoriser des échanges entre les membres sur leurs pratiques et la réflexion collective sur des alternatives qui auraient un moindre impact en termes de production de CO₂. L'implication pendant deux années est justifiée par le fait que des variations saisonnières interviennent entre été et hiver, dans les consommations et qu'il faut au moins deux ans pour pouvoir comparer les bilans et mesurer des éventuels progrès.

Trois groupes de volontaires étaient prévus mais deux seulement ont pu être constitués : l'un dans le secteur de Neuwiller-lès-Saverne (secteur Sud) et l'autre dans le secteur de Woerth (secteur Est). Le troisième groupe était prévu dans la région de Bitche. Or, dans ce secteur, après plusieurs réunions d'information (dont une en septembre 2010 à laquelle nous avons assisté), l'association n'est pas parvenue à rassembler un nombre suffisant de personnes pour constituer un groupe.

Carte 1 : Les délimitations du Parc Naturel des Vosges du Nord



En complément de l'accompagnement par l'association Objectif Climat, le projet du PNRVN comportait également un volet recherche dont l'objectif central était de comprendre les freins et difficultés rencontrés par ces habitants dans la modification de leurs pratiques quotidiennes, afin que celles-ci soient davantage compatibles avec les objectifs de réduction des émissions de GES, ou autrement dit, identifier les leviers d'action et les facteurs qui favorisent le changement.

La proposition de recherche comportait trois volets :

- Une étude de la dynamique des groupes de volontaires
- Une analyse de la façon dont les individus parviennent à des changements dans leur quotidien et des modifications dans leurs pratiques (en tenant compte des spécificités des modes de vie dans ces territoires ruraux) :
- Une enquête sur les configurations spécifiques du territoire de Bitche qui permette de comprendre comment est reçue la problématique climatique et les difficultés rencontrées dans le recrutement de groupes de volontaires dans cette région.

2) Méthodologie

2.1. Le public de l'enquête

Définir les volontaires

Les « volontaires pour le climat » sont en principe les personnes qui ont accepté d'adhérer à la démarche proposée par l'association Objectif Climat et qui ont rempli, plus ou moins régulièrement, des bilans carbone et assisté à des réunions organisées par l'association.

Si l'on s'en tient à cette définition, une seule personne a rempli les bilans carbone jusqu'au dernier, comme Objectif Climat en a fait part lors de la restitution du 25 septembre 2011. Grâce à une liste des personnes qui ont assisté aux réunions, nous avons pu reconstituer un historique de la participation aux groupes. Au total, dix personnes ont accompagné jusqu'au bout le projet, même si elles n'ont pas rempli tous les bilans carbone trimestriels prévus initialement (Tableau 1).

Tableau 1 : Participation aux groupes de « Volontaires pour le climat »

	Région Est du Parc	Région Sud du Parc	Total	Interviewés
volontaires	6	4	10	5
Démissionnaires /engagement partiel	11	7	18	8
Ont assisté à une réunion sans s'engager	9	7	16	2
Hors groupes (Bitche)			4	4
Total	26	18	48	19

Le dispositif d'accompagnement proposé par l'association Objectif Climat devait s'étaler sur deux ans. Sur cette durée, un certain nombre de personnes pour diverses raisons sont sorties du dispositif, c'est-à-dire qu'elles ont cessé de remplir les bilans carbone trimestriels et d'assister aux réunions. Pour autant, il nous semblait pertinent de les inclure dans l'enquête, car elles aussi ont constitué à un moment donné des « volontaires », et ont manifesté au départ une même disposition à mettre à l'épreuve leurs pratiques. C'est pourquoi, compte tenu des interrogations qui étaient les nôtres, nous avons fait le choix de ne pas nous limiter à l'interview des dix membres les plus engagés, mais d'inclure également les deux autres catégories afin de rendre compte des obstacles et des difficultés à mettre en

œuvre les changements dans les pratiques quotidiennes. Elargir le cadre d'analyse à ceux sortis du dispositif nous permet d'une part d'évaluer dans quelle mesure celui-ci leur avait apporté des éléments de connaissance ou a pu être un facteur d'évolution dans leurs pratiques, et d'autre part de comprendre les motivations qui les en ont éloigné. Nous avons ainsi rencontré 8 personnes qui ont participé un temps aux groupes des volontaires, pour ensuite s'en éloigner (Tableau 1).

Grâce aux listes d'émargement aux réunions qu'Objectif Climat nous a transmises, nous avons pu identifier une troisième catégorie : ceux qui ont participé à la première réunion mais n'ont finalement pas adhéré à la démarche des Volontaires pour le climat. Il nous semblait particulièrement intéressant de rencontrer des personnes qui avaient suffisamment d'intérêt pour la problématique climatique pour assister à une réunion sur le sujet, mais qui néanmoins n'avaient pas adhéré à la démarche proposée. Nous souhaitons comprendre les raisons de leur renoncement ou du rejet de la démarche proposée par l'association. S'agissait-il de personnes simplement curieuses qui n'avaient pas le désir de s'impliquer dans une action ? Ou bien s'agissait-il de personnes déjà sensibilisées qui avaient une autre conception de l'action adaptée dans ce domaine ? Etaient-elles venues chercher quelque chose qu'elles n'ont pas trouvé dans ces réunions ?

Enfin, nous avons effectué quatre entretiens enregistrés (en dehors des entretiens avec des institutionnels) dans la région de Bitche, le premier avec un couple qui aurait souhaité participer d'un groupe de volontaire mais qui n'en a pas eu l'opportunité puisqu'aucun groupe n'a pu être constitué sur le secteur de Bitche, le second avec la présidente d'une association de Bitche et les deux derniers avec des personnes qui nous ont été indiquées comme personnes-ressource localement sur les questions d'environnement. Nous avons également interviewé l'adjoint au maire chargé des relations avec l'armée, ainsi que le responsable de l'interassociation de la ville de Bitche et diverses personnes à la mairie. Nous avons également assisté à deux réunions de tentative de constitution de groupes de volontaires et rencontré à cette occasion Jacky Gaeng, l'élu chargé de l'environnement.

Nous devons adresser nos remerciements aux personnes qui nous ont reçues et nous ont répondu avec la plus grande sincérité à nos questions. Cependant, le démarrage de l'enquête a été un peu difficile. Sur la liste des 48 personnes qui ont assisté aux réunions, nous en avons contactées 30 et nous en avons rencontrées 15 (mis à part les entretiens de Bitche). L'étudiant stagiaire qui effectuait les contacts a essuyé un certain nombre de refus, qui méritent notre attention. Dans quelques cas, les personnes ne prenaient pas le temps d'écouter et faisaient l'amalgame avec une démarche commerciale. Mais dans d'autres cas, il y avait un véritable rejet de la responsabilisation des individus ; ils se montraient très critiques vis-à-vis des politiques et sans doute ne faisaient-ils pas bien la

différence entre une démarche de recherche et un sondage d'opinion qui ferait l'objet de récupération ou de manipulations politique. Dans quelques cas, la situation d'entretien elle-même était perçue comme très intrusive. Ceci souligne d'autant plus l'attitude d'ouverture de ceux qui nous ont reçus (ou avaient accepté de nous recevoir), ce qui dénote des dispositions et une ouverture d'esprit qui va de pair avec l'exemplarité qu'ils cherchent à mettre en œuvre, même si tous ne se reconnaissent pas comme exemplaires.

2.2. Les entretiens semi-directifs

Les entretiens semi-directifs de type compréhensif ont pour objectif de rendre compte du sens des conduites en reconstituant la rationalité des acteurs. Ce type d'entretien se conçoit comme un support de l'exploration, ouvert à l'émergence de concepts à partir des matériaux recueillis, considérant les enquêtés non comme de simples agents porteurs de structures mais comme les dépositaires de valeurs et d'un savoir (pratique, théorique, réflexif...) qu'il s'agit de saisir de l'intérieur.

Ces entretiens étaient structurés autour de cinq grandes rubriques.

1. *Le lieu de vie et le « mode d'habiter »* - dans cette rubrique, on a interrogé particulièrement le sens que la personne accorde à son lieu de vie : le fait d'habiter dans le Parc, dans la commune, dans la maison qu'elle occupe. A travers ses déplacements et ses fréquentations des lieux, on peut déduire également des *styles de vie* typiques, qui prennent en considération les caractéristiques rurales, semi-rurales ou urbaines que son lieu de vie implique sur son style de vie.
2. *La construction du concernement pour le changement climatique* : comment lui est venue sa préoccupation pour le changement climatique ? quelles ont été les grandes étapes, les éventuels éléments déclencheurs ? quelle place celle-ci occupe-t-elle par rapport aux autres préoccupations environnementales ? Telles sont les principales questions que nous avons cherché à aborder dans cette rubrique.
3. *Les relations sociales et réseaux en rapport avec les questions environnementales et climatiques* : Nous avons cherché à savoir ici dans quels types de réseaux sociaux s'inscrit la personne rencontrée, et quelle est la « sensibilité » environnementale de son entourage familial, amical ou professionnel.
4. *Les relations au groupe et au dispositif d'accompagnement* : Dans le cours de l'entretien, nous avons abordé avec la personne enquêtée la façon dont elle évalue sa participation au dispositif, à la fois sur le plan de sa participation au groupe et sur celui de l'expérimentation. Qu'est-ce

que la participation à l'expérience a pu apporter et qu'est-ce qui pourrait être amélioré ou bien a manqué dans le cours de l'expérimentation ? Des relations durables ont-elles été instaurées à travers le groupe ? Quels ont été les échanges de savoirs et de connaissance ?

5. *Les changements dans les quatre postes mesurés par le Bilan Carbone* : Quelles ont été les réalisations, les changements effectués, les difficultés rencontrées dans l'application de mesures de réduction des productions de gaz à effet de serre (GES) ? Quel est le domaine qui a fait l'objet d'efforts particuliers et celui ou ceux sur lequel ou lesquels il n'est pas possible d'agir, et pourquoi ?

2.3. Les conflits comme clé de lecture privilégiée

Nous avons fait un choix théorique et méthodologique consistant à mettre davantage l'accent sur les micro-conflits qui surgissent au quotidien dans l'application des choix et des orientations écologiques.

Parce que le conflit, même micro, appelle sa résolution et donc l'action, il nous semblait plus fécond, de nous pencher sur tous ces micros-conflits de la vie quotidienne pour observer comment les gens habituellement réagissent à ces différents types de micro-conflits et comprendre comment nous pouvons changer nos styles de vie.

Ces conflits apparaissent dans les discours à travers les justifications que les personnes produisent lorsqu'elles perçoivent un décalage entre la pratique qu'elles décrivent et la représentation qu'elles se font du comportement ou de l'attitude conforme à leurs convictions ou leurs aspirations dans le domaine écologique. Souvent ces conflits sont à peine perceptibles, ils sont le fruit de ces contradictions multiples que chacun porte en lui. Contradictions issues de ses socialisations multiples, de ses habitudes mises à l'épreuve de ses convictions ou de ses aspirations. Les contradictions font partie du quotidien, de la vie courante. Elles peuvent être d'intensité variable, et de nature différente. Elles peuvent toucher à l'identité de la personne ou bien lui apparaître comme des contradictions inscrites dans le système social, et extérieures à elle. La confrontation aux contradictions du premier type génère un certain malaise et produit des discours de justification ; la seconde produit des discours critiques et peut être parfois un support d'une action collective.

Cette approche s'inspire en premier lieu du sociologue Georg Simmel, qui le premier a mis l'accent sur le rôle social du conflit. Le conflit pour Simmel est une forme de socialisation, il joue un rôle essentiel dans la société, car il comporte en lui-même des instruments de régulation sociale, il conduit les hommes à inventer des normes et des règles communes.

Si cette approche du conflit renvoie avant tout aux conflits sociaux (ceux qui se livrent en dehors de la conscience individuelle), Simmel n'envisage pas moins les individus eux-mêmes comme traversés de

conflits multiples. Leur psyché n'est pas « unie », l'identité se forme à partir des conflits intérieurs et ces conflits subsistent et réapparaissent en permanence.

Une autre source d'inspiration est la sociologie de l'identité, et notamment celle de Jean-Claude Kaufmann qui est surtout connu pour ses travaux sur les conflits au sein du couple, mais qui a développé également une approche de ces conflits intérieurs résultant des décalages entre une représentation idéale de soi et la pratique, que l'on évoque généralement à travers le concept de « dissonance cognitive ». Que l'on choisisse ce terme technique de « dissonance cognitive » ou qu'on lui préfère celui plus large de conflit intérieur, l'important est que, méthodologiquement, on se focalise sur cet inconfort intérieur qui amène à une prise de conscience voire une révélation, et qui conduit à une forme d'adaptation progressive. Une telle approche théorique permet de mettre l'accent sur le changement.

2.4 Les questionnaires – ou constitution d'un « groupe témoin »

Dès le départ, dans notre proposition de recherche, nous souhaitions pouvoir confronter les représentations et pratiques des volontaires avec celles d'une population plus large, en particulier ceux qui ne s'inscrivent pas dans des réseaux militants ou n'ont pas un fort engagement écologique. Nous avions envisagé de réaliser des focus group, mais le coût de ces groupes était trop élevé ou nous aurait pris beaucoup trop de temps si nous avions dû recruter les participants sans l'assistance d'une société spécialisée.

Si nous avons renoncé aux focus group, les questions demeuraient.

D'autant que les rapports du CREDOC font état à la fois d'une progression de la sensibilité environnementale, mais aussi d'une difficulté d'une partie de la population à traduire celle-ci en pratique. Ainsi, dans un rapport paru en 2010 peut-on lire que « d'un côté, la moitié de nos concitoyens semblent peu disposés à intégrer les considérations environnementales dans leurs pratiques quotidiennes. 20% de la population (souvent des personnes avec de faibles revenus, ou des personnes âgées) semblent s'être « arrêtés » au tri des déchets. 19% (surtout des jeunes et des bas revenus) montrent une certaine forme de détachement. Enfin 10% semblent réfractaires à toute action individuelle. L'autre moitié de la population a clairement **commencé à réorienter ses pratiques pour les rendre plus respectueuses de l'environnement**. Les plus impliqués (38% de la population) se sont notamment emparés de la **consommation** comme un moyen de concrétiser leur engagement et ils se montrent également vigilants dans leur consommation d'eau et de chauffage. En revanche, ils ne semblent pas avoir encore réellement changé leurs pratiques en matière de déplacements. (...) » (R.

Bigot, S. Hoibian, « Les Français avancent à grands pas sur la longue route écologique », *Cahiers de recherche* no. 272, Crédoc, Décembre 2010).

Le groupe des volontaires se situe dans la catégorie des plus impliqués qui, dans l'enquête nationale du Credoc, est estimé à 38% de la population. Mais qu'en est-il des autres habitants du Parc ? Les contraintes n'étant pas partout de même nature, de même que les représentations sociales, en fonction du territoire, dans quelle mesure cette partition nationale entre des « réfractaires » et des « impliqués » ou sensibilisés se retrouve dans le territoire du Parc ?

La sensibilité à l'environnement varie selon le lieu de vie, les enquêtes mesurent généralement celle-ci en fonction de la taille de l'agglomération ou la nature rurale de la résidence des enquêtés. Est-ce qu'habiter un Parc naturel régional augmente cette sensibilité ? Est-ce que certaines pratiques que l'on peut classer comme écologiquement positives, observables parmi les volontaires, sont adoptées par la population alentour ou bien sont-ils véritablement marginaux et pionniers ?

Afin d'explorer ces questions, nous avons élaboré un questionnaire directement inspiré du Bilan Carbone. Nous y avons repris les différents postes de mesure des productions de gaz à effet de serre, et nous avons adapté les questions pour connaître quelles sont les pratiques des habitants du Parc en matière de déplacement, de consommation, d'alimentation et d'utilisation de l'énergie dans le logement. L'enjeu est de parvenir à mieux situer les volontaires par rapport au reste de la population, mais aussi d'identifier si le reste de la population se sent concernée à un degré ou un autre, par la problématique du changement climatique et de l'adaptation des modes de vie.

En dépit d'un questionnaire qui était relativement long, ce qui rendait complexe sa passation auprès de personnes prises au hasard dans les rues, les places, les terrasses de café, les lieux de loisirs, les étudiants sont parvenus à effectuer 35 entretiens par questionnaires, auxquels on peut ajouter les 10 questionnaires-tests. C'est encore trop peu pour une approche quantitative, mais cela permet tout de même d'offrir un éclairage complémentaire, en prenant ce groupe comme groupe-témoin par rapport au groupe des volontaires.

2ème partie :

Analyse des attitudes et pratiques des Volontaires pour le climat

Nous allons ici analyser une partie des contenus tirés des entretiens semi-directifs avec les douze volontaires, ainsi que les trois personnes qui ont assisté à la réunion d'information initiale sans s'engager. Ce matériau est très riche et pour des raisons de temps, nous ne pourrions pas développer dans ce rapport tous les points qui ont été abordés dans les entretiens. Nous nous proposons d'apporter ces compléments ultérieurement.

1) La construction d'un « concernement » pour la question climatique

Le « concernement », soit le fait de se sentir concerné par la problématique du changement climatique, est très inégalement distribué dans la population. Quels sont les éléments des trajectoires individuelles ou des ménages qui ont favorisé l'émergence de ce concernement ? Est-ce qu'on peut repérer des « carrières » de ce concernement ? L'idée de « carrière » se rapporte à différents stades d'intensité d'une pratique³ ; on peut intensifier la pratique au cours du temps, au fur et à mesure d'apprentissages successifs, mais rien n'est automatique. On peut aussi bien s'en tenir à un stade antérieur. Par ex, le tri des déchets qui constitue pratiquement pour tous un stade initial de concernement pour la problématique environnementale rapportée aux pratiques des ménages : les ménages peuvent s'arrêter à ce stade, ou bien à partir de la pratique des déchets, commencer à s'interroger sur d'autres éléments et changer leurs pratiques sur d'autres points. Mais ce qui nous intéresse, c'est également le *lien*, que les personnes de notre enquête font entre ces pratiques et la problématique du changement climatique.

Les entretiens sont analysés ici en se posant deux questions principales : En premier lieu, quels sont les éléments ou les facteurs qui amènent à se sentir concerné, personnellement par la problématique du changement climatique, et décider par conséquent d'agir ? Peut-on repérer un « cheminement » de l'intéressement ou du « concernement » pour la problématique du changement

³ On utilise ce terme par référence aux travaux du sociologue américain Howard Becker qui a utilisé le terme pour analyser les étapes et degré dans une pratique déviante.

climatique ? En second lieu, quelles sont les motivations de l'entrée (ou à l'inverse du rejet, renoncement) dans le groupe de Volontaires pour le climat.

Nous allons dans un premier temps effectuer une sorte de « galerie de portraits » qui permettra de se familiariser avec les personnes que nous avons enquêtées, puis nous en tirerons une synthèse.

(Les noms ont été changés pour conserver l'anonymat).

Entretien 1 : Anaïs B., femme, la trentaine, mariée, 2 enfants. Démissionnaire.

Psychologue en milieu scolaire, Monsieur B. est boulanger.

Originaire de Charente Maritime, elle est arrivée en Alsace il y a six ans pour des raisons professionnelles.

Ses préoccupations sont prioritairement centrées sur les déchets, puis « le bio » en général, davantage comme état d'esprit et mode de vie, que comme produits de consommation. Dans ce « mode de vie bio », elle inclut l'allaitement, ainsi que l'élimination des couches jetables (elle est passée des couches lavables à la suppression pure et simple des couches, en utilisant une écoute attentive des besoins de l'enfant, ce qui laisse ses proches assez perplexes.) Elle parle de vivre plus simplement, d'être à l'écoute, et l'on perçoit que la question du climat fait écho à ses préoccupations globales concernant l'environnement.

Dans son adolescence, elle faisait beaucoup d'activités en extérieur avec ses parents, et notamment du bateau. C'est à cette occasion qu'elle a commencé à se préoccuper de l'environnement, particulièrement à cause des déchets qu'elle voyait en mer qui l'ont choquée. Encore actuellement, ce qui semble la préoccuper le plus, ce sont les déchets. Elle se dit très sensible aux déchets qu'elle voit le long des routes, aussi bien que lors de ses balades en forêts. Y compris lorsqu'on l'interroge sur l'origine de sa préoccupation au changement climatique, elle revient sur le problème des déchets :

Enquêteur : Et le changement climatique en particulier ? Est-ce qu'il y a eu des éléments déclencheurs ?

AB : Sur le changement climatique je sais pas trop. Moi ce qui m'énerve le plus, c'est quand on passe à Marmoutier devant le Leclerc et qu'il y a tous les sacs poubelle qui sont accrochés dans les arbres le long de la route, enfin, les sacs plastique. Au moins 2-3 fois par an, il y a des volontaires qui nettoient. Je sais pas si c'est en lien avec les responsables de cette zone commerciale. (...) Il y a une grosse entreprise aussi à côté qui emballe tout dans du plastique, et quand y'a trop de vent ça s'envole et ça va dans les arbres. (...)

Se trouvant sans famille et sans réseaux amicaux lors de son installation en Alsace, elle s'est fait de nouvelles relations principalement à travers les associations liées à la petite enfance ou dans des milieux qui ont une sensibilité environnementale assez forte :

(...) les gens que je rencontre [ici en Alsace] ont une sensibilité soit par rapport au bio soit par rapport au côté recyclage, etc.

Son déménagement a donc constitué un facteur d'intensification de son implication dans les questions environnementales, parce que ses valeurs ont pu trouver à s'exprimer à travers le choix de ses engagements associatifs ; d'une certaine façon, elle n'avait plus à composer avec

les orientations de ses amis de longue date qui ont une moindre sensibilité aux questions environnementales, et qui d'après elle, ont « moins évolué de ce côté-là ».

L'arrivée des enfants constitue également un facteur d'accroissement de sa sensibilité environnementale, d'autant plus qu'elle a développé une philosophie très particulière qui associe dans un même système de valeur l'allaitement, la relation d'écoute entre parents et enfants et la capacité d'écoute de la nature. Elle décrit ainsi les objectifs de l'association dans laquelle est s'est investie :

« C'est autour de choses de plus naturel, et en même temps être à l'écoute de l'environnement c'est aussi être à l'écoute de nous les humains qui vivons sur cette planète. Donc être à l'écoute de nos enfants, vivre plus simplement. Ça fait partie aussi de la démarche, qui pour nous est tout à fait en lien avec la protection de l'environnement. »

Entretien 2 : Marguerite B., femme à la retraite, la soixantaine.

Ne s'est pas engagée dans un groupe, malgré un haut niveau d'engagement dans les questions environnementales.

Monsieur B. est un ancien cadre du secteur forestier (dans le privé), et Marguerite B. est un ancien cadre infirmier. Ils ont deux enfants mariés.

Marguerite B. s'intéresse de façon large à l'écologie, à laquelle elle adhère avant tout sous l'angle de *l'écologie politique* (une certaine représentation de la société, des relations entre les hommes, des rapports à la technique et à la nature). Elle est membre d'Europe Ecologie et de plusieurs associations. Dans le domaine de ses pratiques quotidiennes, nous n'apprenons pas grand-chose, sinon qu'elle estime qu'elle n'est pas en mesure d'aller au-delà des réductions qu'elle a déjà obtenu (isolation de la maison, système de chauffage, utilisation des transports en commun pour se rendre au village).

Marguerite B. dit avoir une sensibilité à l'environnement qui remonte très loin ; en 1972 déjà, elle avait lu (et a conservé) le rapport du Club de Rome « Halte à la croissance ».

Très impliquée dans la vie politique et associative locale. Au cours des dernières années de son activité professionnelle (comme cadre infirmière), elle s'est lancée dans l'organisation de conférences sur divers thèmes environnementaux (l'agroécologie, le nucléaire, la santé et l'environnement) qui ont connu un certain succès. Encouragée par des amis chez les Verts, elle a adhéré au parti Les Verts, puis a rejoint Europe Ecologie et s'est présentée à plusieurs reprises aux différentes élections locales (municipales, cantonales, européennes).

Elle est par ailleurs fondatrice d'une association locale qui agit dans le domaine de l'environnement.

Lectrice depuis plusieurs années de Sciences et vie et du Courrier de l'environnement de l'INRA, elle tire ses connaissances de ses lectures (qui sont également anciennes dans ce domaine) mais aussi de sa fréquentation d'un réseau dense de militants.

Elle n'est pas entrée dans le dispositif des Volontaires pour le Climat car elle a estimé que compte tenu de leur style de vie, sa marge de progression aurait été trop faible. D'après elle, il fallait des

personnes exemplaires à l'association, mais une exemplarité plutôt construite à partir de l'expérience et des possibilités de progression.

Toutes ses activités, elle les situe dans le domaine large de l'environnement et de l'écologie. Toutefois, elle **n'a aucun discours particulier sur la question climatique**. Le seul sujet plus spécifique en rapport avec le climat se rapporte au projet de menus pauvres en protéines animales, qui est un projet porté par son association, mais elle-même n'établit pas le lien entre ce type d'action sur l'alimentation et le problème du réchauffement climatique. Lorsqu'on l'interroge directement sur le changement climatique, Marguerite B. répond le changement climatique « *c'est surtout eux (leurs enfants) qui nous bassinent avec !* ».

Autrement dit, son entourage familial apparaît plus concerné qu'elle par le changement climatique. En effet, son mari, M. J.B., un ancien forestier à la retraite, a été sollicité en tant que conseil et s'est particulièrement intéressé à la question des effets du changement climatique sur les forêts. Il a organisé des conférences pour un public spécialisé sur cette question et analyse les différentes stratégies d'adaptation du secteur à l'horizon de 40 et 100 ans. Néanmoins, il n'a pas assisté à la réunion d'Objectif Climat, son concernement semble limité à la sphère professionnelle.

Entretien 3 : Sandrine et Alain F., couple la quarantaine, 3 enfants de moins de 12 ans.

Volontaires démissionnaires.

Lui est cadre dans une grosse entreprise, elle est assistante maternelle.

Alain F. dit clairement qu'ils ont voulu changer de vie et que l'élément « déclencheur » a été l'arrivée de leurs enfants. Les enfants sont au cœur de leur recherche d'une meilleure qualité de vie mais aussi d'une volonté fortement affirmée de les éduquer aux problématiques environnementales. La question des déchets apparaît comme la plus mobilisatrice, c'est semble-t-il la question par laquelle ils sont entrés dans le concernement, qui a été progressif. A partir de là, et à travers leur fréquentation des réunions d'Objectif Climat mais aussi de stammtischs, ils ont étendu leurs préoccupations à d'autres domaines : l'habitat d'abord, en faisant réaliser un diagnostic puis des travaux d'isolation, puis dernièrement, ils se sont lancés dans un jardin potager. Là encore, ils y associent un but pédagogique. Cependant, en matière de consommation, ils estiment n'avoir rien changé à leurs pratiques.

Anciens provinciaux « expatriés » à Paris, ils ont saisi l'opportunité de revenir vivre en province pour avoir une meilleure qualité de vie, principalement pour les enfants. Après l'arrivée des enfants, plus question de rester à Paris « au milieu des voitures et de la pollution ».

[E3-70] Alain : *En fait, la bascule s'est fait à partir du moment où on a eu des enfants, on s'est dit on ne va pas les laisser grandir dans un contexte, enfin je n'imaginais pas trop à Paris avec les poussettes dans le métro, avec les voitures dans tous les sens, c'était inacceptable pour nous quoi. En tout cas nous on s'était dit on va revenir en province dans un environnement déjà plus équilibré, [Elle : calme !] plus sain ; qu'ils grandissent, moi j'ai grandi dans cet environnement là quoi. Bon la vie familiale en ville, c'était pas trop modèle quoi, et puis je ne voyais pas ça du tout comme ça. On s'est dit autant être dans un milieu qui permet de voir autre chose que la pollution, les voitures, donc voilà. Déjà il y avait cet aspect là, ensuite le fait de participer à Objectif Climat, c'était plus dans une démarche d'éducation vis-à-*

vis des enfants et puis de se rendre compte que le contexte fait que, ...on entend de plus en plus parler de pollutions en tout genre, (...).

Tous les deux se sont déclarés intéressés par la question climatique d'abord d'un point de vue éducatif, et de ce qu'ils peuvent transmettre à leurs enfants.

[E3-66] Alain : *Voilà, comment c'est venu cette histoire là, moi j'avais écouté France Bleu là, et puis j'étais tombé sur une émission qui présentait justement Objectif Climat. Puis bon j'ai trouvé ça assez intéressant de participer à quelque chose quoi dans ce sens là*

[E3-67] Sandrine : *et de faire participer les enfants en disant que c'est eux qu'il faut éduquer maintenant. Nous c'est peut être pas forcément trop tard mais voilà, je pense qu'il faut cibler les plus petits. Et en fait, c'est comme ça qu'on s'y était intéressé, inscrit et voilà quoi.*

Monsieur AF avait entendu à la radio (France Bleue) une émission parlant d'Objectif Climat et il avait trouvé la démarche intéressante.

[E3-72] Alain : *Non c'est ça, c'est effectivement d'essayer de faire, de voir comment on peut changer nos habitudes parce que moi j'ai un peu analysé en prenant du recul, c'est vrai que tout le monde est assez pris dans son quotidien et de se remettre en question sur ce genre de sujet, c'est toujours plus difficile, c'est très difficile pour tout le monde. Je pense que le quotidien est tel que à la rigueur on est prêt à faire des concessions à partir du moment où il y a un retour financier derrière ou qu'il y a un peu plus de temps, ça dégage du temps pour faire autre chose, des loisirs, mais d'investir du temps pour se remettre en question sur des aspects de consommation, pour la pollution entre autre, bon c'est pas courant.*

On peut dire qu'ils avaient le profil type du volontaire : la conviction que chacun peut agir à son échelle, le désir d'apprendre de nouvelles choses, d'échanger des expériences avec d'autres participants, mais aussi la volonté de prendre du recul par rapport à leurs pratiques quotidiennes, pour envisager l'impact qu'elles peuvent avoir. (Toutefois, les changements effectifs sont relativement limités).

En termes de sources de connaissances, elles proviennent principalement des grands médias (radios et télévision) mais aussi de leur participation à des réunions locales, notamment les stammtischs locaux et l'association consacrée à l'enfance dont Madame SF fait partie du bureau.

Entretien 4 : Caroline et Stéphane F., 45-50 ans, 2 enfants de 18 et 22 ans.

Elle est secrétaire comptable, lui travaille dans une entreprise allemande qui fabrique des emballages (niveau contremaître).

Ce couple n'a pas intégré un groupe de volontaires parce qu'ils habitent la région de Bitche, et qu'il n'y a pas eu assez de volontaires pour constituer un groupe dans cette région.

Ils expriment toutefois une certaine réticence quant à l'intégration d'un groupe car ils ont estimé que lors de la réunion, ceux qui étaient présents avaient des niveaux de connaissance, le plus souvent lié à leur activité professionnelle, beaucoup plus avancés qu'eux-mêmes. Ils se sont sentis « décalés ».

Cela ne les empêche pas d'avoir déjà mis en œuvre un grand nombre de « petits gestes » écologiques, et se disent très concernés par toutes les questions écologiques.

Leur préoccupation pour le changement climatique, comme pour les autres, se rattache à la problématique plus large du rapport à la nature et des préoccupations environnementales. Le poste principal sur lequel ils ont une attention constante de longue date porte sur les économies d'eau ; l'eau

est un bien que les parents de Caroline, agriculteurs, lui ont appris à ne pas gâcher et eux-mêmes, au moment de la sécheresse qui a touché la région au Printemps 2011, ont réduit leur potager pour ne pas avoir à ponctionner trop d'eau.

Ils mangent peu de viande, pour des questions de santé plutôt qu'écologiques, car par ailleurs ils ne se préoccupent pas particulièrement de la provenance des fruits et légumes ou de leur caractère « biologique » ou pas. Une bonne partie de leur consommation de légumes provient de leur potager ou de celui des parents de Stéphanie. Ils sont intéressés par les paniers de légumes, mais comme c'est trop loin de chez eux « ça ne sert à rien, si c'est pour polluer » pour s'y rendre.

Une source importante de leur sensibilisation à la question du changement climatique, ont été les émissions de Nicolas Hulot et de Yann Arthus-Bertrand, tout particulièrement pour Stéphane dont la passion est la photographie. A partir de là, ils sont devenus attentifs aux émissions de radio sur le sujet (sur France Inter) ou ont acheté quelques numéros du magazine Sciences et Vie.

Stéphane et Caroline F. accordent beaucoup d'importance aux petits gestes, car ce sont ceux qui sont à la portée de tous, y compris eux-mêmes qui s'estiment « peu avancés » dans ce domaine.

[E4-664] LG : *Pour vous c'est important que ce soit des petites choses ?*

[E4-665] Caroline F : *Ouais. Pour y arriver, pour continuer, moi je fonctionne par pallier.*

[E4-666] Stéphane : *Oui c'est vrai que les petites choses comme elle dit c'est accessible à tout le monde et puis ça n'engendre pas un déplacement énorme. Voilà, on peut le faire ou on peut pas le faire mais c'est pas grand chose à faire.*

Mais d'un autre côté, il y a une logique de l'accumulation dans ces petites choses qui expose à la déception ou qui laisse désemparé en constatant qu'elles ne débouchent pas sur davantage. Stéphane et Caroline se sont ainsi trouvés très déçus et surpris qu'on ne leur propose pas de nouvelles petites actions à mettre en place, soit par l'association, soit par d'autres professionnels intervenant dans le domaine des économies d'énergie.

[E4-397]] Caroline F : *Ouais mais y en a pas tellement, vous savez y a 4 ans j'ai appelé EDF, ouais c'était y a 4 ans, 4 ou 5 ans j'ai appelé EDF et parce qu'ils avaient un numéro vert, ils faisaient de la pub pour économiser l'énergie machin. Alors j'ai appelé, voilà j'ai expliqué que j'aimerais bien économiser de l'énergie, que j'aimerais bien savoir ce que je pourrais faire. Alors il m'a dit « qu'est-ce que vous faites », alors je lui ai dit « voilà je laisse plus rien en veille, machin truc »*

[E4-398] JD : *Il vous a dit, ça suffit !*

[E4-399]] Caroline F : *Voilà, y a rien d'autre à faire ! Y a rien d'autre ? « vous avez une campagne y a sûrement autre chose ? » « Non, y a rien d'autre à faire » (rires)*

Différents passages de l'entretien sur les « petites choses » évoquent le paradoxe d'une contribution qui passe (entre autre) par des gestes qui peuvent relever du banal et de l'ordinaire, qui finissent par ne pas être perçus comme des contributions significatives. Mais pour la plupart, un niveau d'engagement qui sortirait de l'ordinaire ou qui bousculerait davantage les habitudes suscite des réticences, il est alors plus difficile de franchir le pas.

Entretien 5 : Marianne F., mariée, 6 enfants, 45-50 ans, employée familiale.

Son mari est employé chez De Dietrich.

Volontaire pendant la majeure partie du programme, n'a pas assisté aux dernières réunions.

Marianne F. est vraiment une passionnée, et c'est d'ailleurs une valeur qu'elle affirme. Elle utilise très fréquemment le terme « écocitoyenneté » qui pour elle synthétise l'ensemble de sa démarche qui est très large et peut être dépeinte par les verbes partager, transmettre, transformer, récupérer et recycler, apprendre.

La famille vit dans une maison un peu isolée qu'ils ont fait construire sur un terrain donné par le grand-père de son époux. On peut rapporter leur type de concernement à la notion « d'habiter » au sens fort, c'est-à-dire que leurs préoccupations environnementales sont fortement ancrées dans le quotidien et dans tout ce qui permet de vivre en utilisant au mieux les ressources de leur environnement. Elle est très engagée dans la défense des vergers anciens. Lorsque l'enquêteur lui demande s'il y a un élément déclencheur de son investissement dans l'écologie au quotidien, elle répond que c'est son arrivée dans la région qu'elle considère comme l'une des régions d'Alsace les mieux préservées.

Au départ, c'est son mari qui a assisté à la première réunion d'OC. Il imaginait y trouver des solutions pour l'amélioration de leur isolation et du système de chauffage, s'inquiétant de ce que le changement climatique pourrait causer des hivers plus froids. Il n'a pas souhaité s'engager dans la démarche des Volontaires pour le climat. En revanche, sa femme a trouvé que l'association proposait une démarche qui était en parfaite adéquation avec ses préoccupations à elle, qu'elle dit fortement ancrée dans le quotidien. Elle rejette l'idée d'un concernement à la problématique du changement climatique, qu'elle associe à un problème politique qui doit d'abord être traité, selon elle, au niveau des gouvernants au moins par leur exemplarité à eux.

[E5-36] Enquêteur : Est-ce que votre participation à OC ça vous a permis de vous exprimer, de parler plus librement de votre préoccupation pour le changement climatique ?

[E5-37] MF : je vais vous avouer alors franchement, le changement climatique, c'est le dernier, c'est franchement le cadet de mes soucis ! Moi c'est le quotidien ! et faire avec le quotidien, dans les jardins, les vergers, effectivement, bon, il fait de plus en plus chaud, ou alors on a des hivers de plus en plus longs, et ben de jouer avec. Disons que mon souci, c'est qu'il y a plein plein plein de raisons connues par rapport au changement climatique, il n'y a absolument aucune volonté politique affichée, enfin si, affichée pour les journalistes pour faire joli, je veux bien ! mais aucune volonté de mettre en place des solutions [...]. Les changements climatiques pour l'instant, me concernent sans me concerner vraiment. Que nos têtes couronnées prennent leurs responsabilités et montrent l'exemple, alors je pourrai peut-être prêter l'oreille.

Elle se sent par contre très concernée par le changement des pratiques au quotidien et sa participation à OC l'a amenée, telle qu'elle le raconte à l'enquêteur, à s'investir dans de nouvelles pratiques. Elle a étendu son tri des déchets aux déchets verts et s'est mise à composter, puis elle a mis en place un potager, complémentaire du compostage.

On peut dire d'elle qu'elle est le type même de la « bonne élève », dans son rapport au dispositif, car elle est très sensible à ses scores (qu'elle interprète comme des « notes ») ; mais c'est justement parce qu'elle a le souci de bien faire et d'avoir les meilleures pratiques environnementales qu'elle est assez critique envers le bilan carbone.

[E5-5] (...)... mais là par contre j'étais pas d'accord avec eux [Objectif Climat]. Parce que donc dans le bilan carbone, pour la nourriture, quand on mange du bœuf, ou du veau, machin, c'était côté très noir quoi, c'était mauvais. Mais moi je disais « je suis pas d'accord avec vous », parce que ici à la campagne j'ai un paysan qui fait de l'agriculture (...). Mais comme il n'a pas assez de fourrage pour les nourrir, beh en général ils sont soit vendus à d'autres paysans, ou ils sont abattus. Et moi je disais, moi j'en ai marre d'avoir une mauvaise note là-dessus parce que c'est très écologique cette manière de faire !

Ses principaux regrets sont la difficulté à mettre en place du covoiturage et l'absence de relations durables ou d'une plus grande convivialité au sein du groupe de volontaires.

Entretien 6 : Jean L., marié, 66 ans, retraité, démissionnaire (n'a assisté qu'à une ou deux réunions d'OC).

Ex-cadre construction dans une multinationale du bâtiment, son épouse est employée de banque. Il a fait partie du parti vert, dont il est encore proche.

Jean L. habite depuis 30 ans dans le Parc, vient des Vosges du Nord, il a choisi le lieu parce que « c'est beau, c'est chouette ».

Son intérêt pour l'écologie est ancien, de même que pour le changement climatique qui selon lui a débuté avec le problème des pluies acides.

[E6-164] Enquêteur : depuis quand vous intéressez vous à l'écologie ?

[E6-165] JL : depuis toujours. Moi j'ai grandi dans la forêt, dans les Vosges du Nord.

[E6-166] Enquêteur : vous avez l'impression que vos parents vous ont transmis une sensibilité à l'environnement ?

[E6-167] JL : oui, mais pas que mes parents. Les gens de l'époque.

[...]

[E6-172] Enquêteur : Et la question de changement climatique, vous vous y intéressez depuis quand ?

[E6-173] JL : Depuis qu'on l'a trouvé. Depuis le début. Depuis les pluies acides. Les premières pluies acides tout le monde mort de rire. Moi à l'époque j'étais allé à la fédération des chasseurs pour leur expliquer la protection de la forêt, les pluies acides et tout ça. Ils se sont marrés. Cinq ans après ils ont compris leur douleur hein. Ils ont vus la forêt qui dépérissait, des trucs comme ça. Maintenant apparemment c'est eux qui défendent, c'est bien. Tant mieux, tant mieux.

Au niveau des pratiques, sa principale application de ses convictions passe par le potager : il est fier d'annoncer les volumes qu'il produit – on imagine sans pesticides, étant donné le discours très critique qu'il tient à l'encontre des agriculteurs conventionnels. Son ambition est de vivre en limitant ses besoins vis-à-vis des marchés. Pour lui, le modèle de l'écocitoyen passe par une réappropriation des savoir-faire, dans la culture mais aussi la préparation des aliments, peu importe que ce soit l'homme ou la femme. Mais maîtriser son alimentation demande du temps, du savoir-faire, des préparations. Et pour

lui, c'est un facteur de bouleversement du système. Pour autant, pas question de vivre en complète autarcie :

[E6-408] J. L. : *Moi j'ai un ami là qui est garde forestier, il vit sur ce qu'il produit et ce qu'il fait, complètement hein. Mais à quel prix hein ? Il vit pas, il sort pas, il voit rien. Quand vous aspirez à aller voir une pièce de théâtre, un concert ou n'importe quoi.*

Et aussi : [E6-231] « si vous voulez évoluer, gagner du fric, parce que le fric c'est quand même intéressant, sinon walou les voyages, les BD, les appareils, tout ça ! Il faut de l'argent ! j'ai des copains qui vivent comme des hommes préhistoriques, sous prétexte de ! mais non, pas moi ! Mais ça leur apporte rien, ils finissent acariâtre, voyez... avec l'âge ils se rendent compte qu'il y a tellement d'usure, ils s'attaquent à des trucs tellement grands que même en voulant vivre tout seul pour eux, ils s'y perdent. (...)

Il tient un discours critique aussi vis-à-vis du marché de ces technologies « vertes », on encourage les ménages à changer leurs équipements pour des biens plus « écologiques », mais finalement cela enrichit certains au détriment d'autres :

[E6-239] JL : Moi j'ai pas fait beaucoup d'économie au niveau de l'énergie, tout ça. Honnêtement, je le dis, j'ai pas fait beaucoup d'économie. J'aurais bien aimé en faire, mais pas...pas à mes dépends.

[E6-240] Enquêteur : parce que ça coûte trop cher ?

[E6-241] JL : parce que ça coûte trop cher pour vous, et puis parce que c'est pas aux petits mecs comme moi, quand je dis « petits mecs » c'est des mecs qui gagnent pas plus de 5000 euros par mois, ça c'est des petits encore. C'est pas à ce niveau-là qu'il faut tout prendre pour faire de l'écologie, c'est aux autres. Et tant qu'il y aura des intérêts aussi forts et que tous ces grands groupes et ces grands mecs auront intérêt à balancer ben ça...

Il n'a pas adhéré aux groupes, mais néanmoins ses pratiques le rapprochent des volontaires : sa femme et lui ne mangent de la viande que 2-3 fois par semaine, il s'approvisionne chez un fermier du coin (circuit-court), il cultive ses légumes et recycle, il a tenté d'améliorer dans la limite de ses moyens l'isolation et le système de chauffage de sa maison, il est critique vis-à-vis des sur-emballages des produits. Bref, ce qui le distingue des volontaires, c'est son niveau de critique qui l'amène à rejeter l'idée d'adhérer à une démarche comme celle d'OC.

Il est particulièrement critique à l'égard des politiques, mais aussi des artisans qui auraient augmentés leurs tarifs dès l'annonce des mesures de soutien aux installations d'énergies renouvelables, critique également effectuée par E15 et par E12. Sa distanciation, son refus de l'enrôlement aussi, qui le rapproche de l'entretien no. 12.

Entretien 7 : Charles et Alice L., couple marié, elle est responsable qualité dans une entreprise du secteur médical, lui agent municipal. 2 enfants. **Démisionnaire**.

Le couple trie ses déchets, pratique le compostage, cultive un potager et vient de planter un verger. Ce qui est intéressant chez ce couple, c'est qu'ils n'ont jamais participé à des associations ou des actions à caractère écologique, ils ne se reconnaissent pas du tout l'étiquette « écolo » - en rejetant en particulier le contenu politique de cette étiquette, et ont découvert en se comparant aux autres Volontaires qu'en définitive, ils étaient tout autant « écolo » que les autres, sans en avoir pris conscience jusque là. On peut se demander si une telle prise de conscience peut avoir des incidences sur leurs attitudes futures. Pour eux, la protection de l'environnement est quelque chose qui « va de soi », d'une part parce que le cadre dans lequel ils vivent leur inspire une volonté de respecter la nature, les paysages, et d'autre part

parce que les politiques locales les y incitent, selon eux. Aussi diront-ils « *il faut vraiment être de mauvaise volonté* » ou encore « *il faut vraiment être sourd, muet et aveugle pour ne pas savoir* ».

Protéger l'environnement n'est pas quelque chose qu'ils ont décidé du jour au lendemain, ils estiment au contraire que **c'est venu progressivement, à partir des petits gestes du quotidien**. C'est ce qu'ils font au quotidien qui les a conduit à réfléchir ensuite de manière plus globale – autrement dit, ils sont passés de la pratique à la théorie, plutôt que l'inverse. Leur concernement s'est construit par paliers : d'abord le tri des déchets, puis le compost, puis le verger, puis la pompe à chaleur.

Les investissements dans leur habitat occupent une bonne part de leurs réflexions. Ils sont attirés par les qualités environnementales des solutions technologiques aujourd'hui disponibles et les économies qu'elles sont censées permettre, mais ils sont freinés par les baisses des aides gouvernementales, comme par le risque que ces technologies pourraient révéler dans l'avenir. Ils s'inquiètent particulièrement du problème que pourraient représenter les panneaux photovoltaïques en fin de vie, ce qui démontre chez eux la volonté d'avoir une réflexion et démarche globale dans leurs choix.

Comme les autres enquêtés, le couple se fournit en fruits, légumes et laitages de chez des petits producteurs à proximité (circuits courts). Ils essayent de ne pas acheter de fruits ou de légumes hors saison ou venant de trop loin, mais ne se privent pas pour autant d'oranges ou de bananes en hiver. Lorsqu'ils achètent des produits dans la grande distribution, ils privilégient le bio, notamment pour leur goût.

Leur concernement pour l'environnement se note tout particulièrement dans le domaine du transport. Pour ne pas avoir à parcourir l'ensemble du trajet domicile-travail en voiture, Alice prend le train à Neuwiller, le tram à Strasbourg et récupère sa voiture sur le parking de la station de tram pour effectuer les derniers kilomètres jusqu'au sud d'Illkirch ! Elle déplore l'absence de transport en communs jusqu'à son lieu de destination. Si aujourd'hui ils ne se disent pas satisfaits des voitures hybrides, ils « gardent un œil sur les voitures électriques », et envisagent d'en acheter une lorsque celles-ci auront fait davantage leurs preuves et qu'elles seront plus abordables financièrement. Ils parlent ici de prochain palier dans leur démarche de réduction de gaz à effet de serre.

Entretien 8 : Cyril L., marié, 3 enfants, 40-45 ans. Démissionnaire (n'a assisté qu'à deux ou trois réunions).

Médecin, son épouse est fonctionnaire à la retraite (en tant que mère de 3).

En participant au groupe VPC, Cyril L. cherchait une sorte de confirmation de ce qu'il savait et ne savait pas. Mais ce qu'il cherchait était essentiellement centré sur les questions très techniques de construction ou rénovation écologique des habitations.

Cyril L. relie son intérêt pour le CC directement au mode de vie de ses parents ouvriers, basé sur l'autoproduction, l'entraide familiale et la sobriété. La question du climat pour lui a un lien direct avec celle de l'alimentation.

[E8-110] Enquêteur Comment vous en êtes venu à vous intéresser au changement climatique ?

[E8-111] Cyril L. : C'est une super question, moi-même je ne me la suis jamais posée. Je suis issu d'une famille d'ouvriers, on a toujours habité la ville d'aussi loin que je me souviens. [...] Et en fait, mes parents ont toujours eu un jardin ouvrier. Ils ont toujours fait un potager, j'ai toujours vu ma mère faire des bœufs de légumes, des pots de confiture, des choses comme ça. [...] Donc j'habitais en ville mais j'ai toujours vu tout ça, et ça, ça m'a peut-être effectivement aidé dans la démarche pour me dire tiens, il y a un lien direct entre ce qu'on mange et la façon de le produire. Pour mes parents au départ, ils avaient cette démarche c'était pour un but économique, mais ils avaient aussi quand même toujours cette idée de, de... peut-être pas écologique mais de manger sain. Je veux dire, nous au moins on sait ce qu'on mange, on sait ce que le cochon a mangé. Et ma femme c'est pareil, mon beau-père a toujours eu son potager, donc pour elle ça répond à la même chose. Ça je pense que c'est la démarche principale. Après il y a la conviction personnelle. Après je dis pas que je suis hyper vertueux, mais il y a les convictions personnelles qui sont venues comme ça, sans savoir pourquoi, sur le système de consommation.

Comme les autres parents enquêtés, la démarche pédagogique occupe une place importante dans leur concernement. L'arrivée des enfants constitue pour eux aussi un facteur déclenchant la mise en place de tout un système de pratiques, un autre style de vie.

[E8-117] Cyril L. : Après c'est comme tout le monde, quand on a des enfants on se préoccupe de l'avenir pour eux, on se sent un devoir de leur restituer une terre le plus convenable possible.

Sur les valeurs, l'idée d'habiter la campagne ça faisait partie du truc, faire un potager, on passera le voir tout à l'heure, il est ridicule ce potager, c'est pas l'autosuffisance, on pourrait mais on n'a pas le temps ni l'envie de le faire pour l'instant, le but c'est quand même de leur montrer que si on veut manger, on plante et puis il faut attendre, et il faut que ça pousse, et comment on fait avec l'eau... »

Comme dans l'entretien no. 3, le potager a une valeur pédagogique. Mais dans le cas de Cyril L. , c'est aussi une façon de renouer un lien avec sa propre expérience d'enfant, ce que l'on trouve chez un grand nombre d'enquêtés (no. 3, no.5, no. 9, no. 11, ...).

Mais son intérêt central, c'est « l'écoconstruction » et la rénovation écologique de l'habitat. Il a fait des recherches poussées et plutôt que de céder à une mode ou une pensée dominante, il a fait ses propres calculs, mené sa propre réflexion pour le choix des matériaux et des procédés de rénovation. Il a été attiré par les réunions d'Objectif Climat au départ en pensant trouver un lieu d'information ou d'échanges d'expériences dans ce domaine. Sans doute ce décalage entre ses attentes et les véritables objectifs des groupes VPC, plus larges, sont-ils aussi à l'origine de son désistement.

Il reste toutefois un citoyen très concerné. Il fait un grand nombre de recherche sur Internet, qui est sa source principale d'information, et s'est constitué une petite expertise dans le domaine de l'écoconstruction mais aussi du potager bio qu'il partage parfois avec ses collègues plus jeunes.

Entretien 9 : Louis et Séverine P., retraités, 2 enfants adultes, 3 petits-enfants.

Le couple n'a pas adhéré à un groupe de Volontaires pour le climat.

Agent forestier à la retraite, son épouse n'a pas eu d'activité professionnelle après la naissance de ses enfants.

C'est monsieur qui a assisté à une seule réunion, à Woerth, mais il n'a pas donné suite car estime qu'
« il n'y a pas de vraie volonté politique derrière, donc ce n'est pas la peine de s'investir. »⁴

Au centre de leur intérêt, le potager et la défense des vieux vergers.

Ils se sentent concernés par la problématique du changement climatique, mais « de loin ». C'est une question qui leur est d'une certaine manière imposée par les médias,

« Les médias nous bassinent assez avec ça, donc on commence à se préoccuper du problème. »

Mais cette question semble avoir suscité sa curiosité. Manifestement, il a lu quelques articles sur le sujet. Si Madame P. a une interprétation très empirique du changement climatique en le réduisant au changement des saisons, lui essaie d'envisager le problème de façon plus globale. Il se veut plus prudent, et verse même dans un certain scepticisme (il reprend les thèses de V. Courtillot que l'on a beaucoup entendu sur les ondes après l'échec de Copenhague). Tous les deux avouent leur manque de connaissances sur cette question, et c'est précisément ce qui pousse Monsieur P. à mettre en doute l'existence du réchauffement climatique. On apprend par ailleurs sur la fin de l'entretien que leur fils est très concerné par la problématique climatique et environnementale ; on peut imaginer que leur concernement vient aussi des échanges avec le fils ou de l'exemple de celui-ci.

Sa motivation en assistant à la réunion d'OC n'était pas exclusivement liée au climat. Il espérait avant tout y trouver des élus et des responsables locaux pour les interpeler sur la destruction de vieux arbres fruitiers, en tant que représentant d'une association de défense des vieux vergers.

Pour elle, encore plus que pour lui, le fondement de la préoccupation pour la nature vient du **jardin potager**. Ils ont tous les deux grandi dans la région de Bitche, dans un milieu ouvrier, et tout le monde avait un potager pour contribuer à la subsistance.

Par la suite, en tant que forestier, ils ont toujours vécu dans des maisons forestières qui leur ont permis d'avoir un potager conséquent, et même d'élever des animaux.

Le potager est non seulement au centre de leurs occupations quotidiennes, mais c'est aussi là que se lit tout leur rapport à la nature, l'accent qu'ils mettent sur la production de sa nourriture (produire bio, des légumes qui ont du goût, produire plus pour en laisser aux parasites).

Entretien 10 : Simon et Sophie R., 45-50 ans, volontaires qui ont assisté à toutes les réunions mais n'ont pas rempli les Bilans carbone.

Elle dirige une entreprise avec ses frères et sœurs, lui est cadre chez Siemens.

Ce couple très à l'aise financièrement est aussi très actif localement ; ils participent à de nombreuses réunions sur des sujets divers. Ils sont propriétaires de nombreux logements et se préoccupent des modalités de leur rénovation. Ils ont assisté aux réunions d'OC au départ en pensant trouver des conseils personnalisés pour leurs projets de travaux. Malgré cette équivoque, ils se disent préoccupés par la question des gaz à effet de serre et du changement climatique. Ce sont même quasiment les seuls à l'évoquer spontanément.

⁴ E6 et E9 se sont rendu ensemble à la réunion et ni l'un ni l'autre n'a adhéré au groupe.

Sophie : *Ce que je voulais dire par rapport au CO2 tout ça, c'est ... on est très conscients.*

Simon : *Nous on se fait beaucoup de souci pour ce genre de choses déjà parce qu'il faut être con de pas s'en faire parce que ça sort de son portefeuille tout simplement, plus vous gaspillez de CO2, moins vous avez d'argent dans votre portefeuille...*

Sophie : *D'ailleurs d'un autre côté il faut savoir que les ressources, les matières premières sont limitées, alors il faut que chacun réfléchisse un petit peu à ce qu'il fait toute la journée, et je veux dire c'est un comportement, c'est une habitude à avoir, une fois qu'on est habitué à faire attention, ben c'est...vous réfléchissez plus, enfin si vous réfléchissez encore mais...c'est automatique.*

Pour Simon, les problèmes environnementaux ont d'abord un coût économique, et dans l'ensemble de sa démarche, la recherche d'économie financière est étroitement associée à celle de l'amélioration des performances écologiques. En revanche, ils ne sont pas très explicites sur leurs pratiques au quotidien, en dehors du fait que Simon anime un groupe de co-voitureurs qui effectue le trajet entre Ingwiller et alentours et l'Allemagne ; les motivations du covoiturage sont autant économiques qu'écologiques, comme pour les autres personnes rencontrées.

Entretien 11 : Michel et Fabienne S., la trentaine, sans enfants. Volontaires ayant terminé le programme des deux ans.

Lui, agent commercial, elle, enseignante dans le primaire.

Michel et Fabienne S. sont engagés depuis plusieurs années dans une association environnementale qui s'est constituée en réaction à une implantation industrielle dans leur commune. Aussi, racontent-ils que leur implication dans le groupe des Volontaires a découlé presque « naturellement » de leurs engagements précédents. Ils ne se sont pas sentis immédiatement concernés par la problématique du réchauffement climatique, surtout parce qu'au départ ils « ne savaient pas trop quoi en penser », en raison des polémiques scientifiques et des discours des « climato-sceptiques ». Leur participation au groupe les a sans doute incités à orienter davantage leur concernement par rapport au changement climatique.

[E11-48] Enquêteur : Comment vous en êtes venus à vous intéresser à la question du changement climatique ?

[E11-49] Michel : Il y a d'abord l'association dont on fait partie puisque le changement climatique, on en parle depuis les années 80 début des années 90, à cette époque là, c'est vrai que nous on avait dix huit ans, ça nous passait un peu au dessus, franchement je ne sais pas pour toi [s'adresse à Fabienne], moi ce n'était pas dans ma préoccupation à cette époque là. On en parlait comme tout le monde, c'était le début, forcément ça inquiète un peu mais en même temps, il y avait beaucoup de climato-sceptique, donc voilà, on ne sait pas trop quoi en penser et puis, à partir du moment où on a commencé à faire partie de l'association, bon je pense on avait aussi quand même plus ou moins une petite fibre environnementale, mais comme tout le monde. (...)

Cette « fibre environnementale » préalable, il l'attribue essentiellement à la transmission familiale ; leurs parents leur ont inculqué au départ une certaine culture de la sobriété, notamment à travers la pratique du potager.

[E11-49] Voilà, puis on a peut être été dans nos famille éduqué à, on ne gâchait pas, mes parents avaient un jardin, les siens aussi, voilà. Je pense que ça vient aussi un peu de là, ça ne peut pas être, c'est pas apparu comme ça, à la majorité. Oui il y a aussi le contexte familial qui un petit peu nous conditionnait au départ. (...)

Mais c'est principalement à travers leurs fréquentations au sein de l'association (ses membres, les conférenciers invités, etc.) qu'ils se sont formé une culture dans ce domaine.

[E11-49] Et puis comme dit, fin des années 90, on intègre l'association, d'abord en réaction au site, et puis petit à petit effectivement à force de côtoyer les gens, de discuter, on creuse un peu le sujet, voilà. Donc à partir de là tout ce qui touche à l'environnement, forcément on s'y intéresse, voilà. A un moment donné il y a eu la possibilité de participer au groupe Objectif Climat, voilà ça nous a paru assez évident d'en faire partie et puis de tenter l'expérience quoi.

C'est cette « culture » acquise par leur participation à l'association environnementale, mais aussi le fait qu'ils n'avaient pas de projet précis en participant au groupe des Volontaires, qui a fait d'eux les « généralistes de la bande », contrairement à d'autres membres qui avaient des intérêts très ciblés :

[E11-75] Michel : *« On était les généralistes de la bande parce que nous voilà on avait un petit peu creusé pas mal de sujets, bon moi je suis resté intéressé par tout ce qui touche aux économies d'énergie dans le bâtiment, ces choses là, donc à force de, on finit par avoir un petit fond de culture de base quand même et donc dès qu'on a un petit peu abordé ce sujet là, oui j'avais parfois des adresses à donner, des conseils à apporter quoi mais voilà, sans avoir non plus d'expertise mais parce qu'à force de rencontrer des gens, d'écouter des conférences, de bouquiner un petit peu sur certains sujets, donc voilà on se forge un peu une culture. »*

Leur concernement suit ainsi une sorte de « pente naturelle » qui les amène à intégrer des petites choses, des petites astuces, et tenter d'améliorer en continu. Leur participation au groupe y a contribué, mais le « terrain » était déjà préparé :

[E11-76] Enquêteur : *Et depuis votre engagement dans le groupe de Volontaires, il y a des choses qui ont changé dans le quotidien ?*

[E11-77] Michel S : *« Pas de, je pense, grandes idées mais de petits trucs à droite et à gauche, on pourrait appeler ça des astuces, de petits trucs quoi. Et puis de quoi aller plus loin dans notre démarche quoi, on l'aurait peut être fait aussi sans forcément passer par le groupe j'en sais rien parce que quelque part voilà, on commence à un moment donné et puis petit à petit on explore un peu plus loin, on essaye d'être cohérent avec notre démarche. Donc, il y a des choses dont on sait pertinemment qu'il serait bien de les faire, on les fait pas forcément encore aujourd'hui, de temps en temps à force d'inclure des marges de progrès ».*

[...]

[E11-75] Fabienne S : *La consommation peut être, on est, on devient de plus en plus attentif à ce qu'on mange, ce qu'on consomme, on fait partie d'une Amap pour de la viande par exemple, on cherche un maraicher qui vend directement des fruits et légumes, quand on achète quelque chose on fait un peu gaffe par rapport à la manière dont c'est emballé, d'où ça vient, ce que ça contient, on n'a pas d'écran plat dernier cri, voilà on a essayé un peu de faire attention à tout ça*

Leur prochaine étape serait l'amélioration de leur habitat (isolation, finitions), mais ils veulent prendre leur temps, d'autres projets les occupent au moment de l'entretien (notamment un voyage pour lequel ils réfléchissent au transport le plus adapté).

Entretien 12 : Pierre S., marié, la soixantaine, professeur du secondaire à la retraite, de même que son épouse. 3 enfants mariés. Démissionnaire (au bout d'un an environ).

Il s'est installé dans la ville où il vit il y a 30 ans, dans les années 1970.

Leur intérêt pour l'écologie est très ancien :

Pierre : Si je peux faire une parenthèse, la fibre écologique... Nous on a la fibre écologique depuis qu'on s'est marié, donc depuis les années 70. Moi je suis né à Strasbourg, donc plutôt en ville. Mon épouse est née à Woerth qui est plutôt campagne. Mon premier poste d'enseignement c'était Niederbronn, je ne connaissais pas du tout la région. J'y suis resté pendant 4 ans. Après je suis arrivé au collège à [nom de ville] et on a acheté la maison.

L'entrée dans le concernement est antérieure à la participation au groupe. Il y a une vingtaine d'année, ils avaient déjà fait des choix correspondant à ce qui à l'époque était « le moins polluant » (et adapté à leurs moyens) en matière de chauffage de leur maison. Deux ans avant leur participation au groupe, ils ont investi dans des panneaux solaires pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire.

Pierre : La chaudière on l'a changé parce qu'on avait une consommation... Pour polluer moins, pour consommer moins aussi, et on a mis les panneaux solaires en attendant et ça fait deux ou trois ans. Alors on s'est demandé ce que ce groupe de gaz de serre allait nous apprendre en plus ? Et bien au final : rien.

Pourtant au départ, il a été très appliqué (lui aussi « bon élève »), il a réalisé plusieurs bilans carbone bien qu'il trouvait le logiciel assez rébarbatif. Il était curieux d'identifier ses possibilités de progression, qu'on lui indique des pistes d'amélioration. Il observait ses courbes et voulait agir dessus. La seule qui n'était « pas bonne », c'était les transports.

En effet, depuis qu'ils sont retraités, ils voyagent régulièrement, et prennent l'avion, ce qui avait une forte incidence sur ses bilans au poste transport.

Pour « améliorer sa courbe », il a décidé de faire du covoiturage, lorsqu'il est allé voir sa fille installée dans le sud-ouest. Sa première expérience a été concluante.

Il n'a pas poursuivi l'engagement dans le groupe car tout ce que préconisait l'association, ils le faisaient déjà depuis longtemps. Y compris en matière d'alimentation, pour lui il avait « déjà tout bon » dans ce domaine :

Pierre : On nous a dit il faut manger moins de viande : on réduit autant que possible. Il faut manger écolo, il faut faire du jardin : on fait ça aussi. En fait, ça nous a rien appris, donc on s'est dit si c'est pour faire des réunions qui nous concernent pas, des histoires de paysans et machins... Ça fait trente ans qu'on a fait ça, hein !

En effet, il a été à l'origine d'une expérience d'achats groupés dans son village (fromages, légumes, etc., une Amap avant l'heure !). Il décrit ses engagements dans les années 1970, contre le nucléaire, pour la non violence, mais se dit « sympathisant » et « pas militant ». Il n'aime pas être enrôlé, et se demande si finalement, il n'est pas assez radical, car dans toutes les occasions il a besoin d'exprimer une certaine distance.

Entretien 13 : Camille S., 35-40 ans, employée commerciale, mariée, 3 enfants. Son mari est ouvrier dans une entreprise automobile en Allemagne. **Démissionnaire.**

Pour Camille S., « le compostage c'est le début de tout ». C'est le jardinage et le compost qui ont été le moteur d'autres transformations dans ses pratiques, et notamment à partir du compost, elle n'a cessé de perfectionner ses techniques de tri des déchets.

Enquêteur : Par rapport à votre intérêt écologique, comme vous l'avez dit, comment vous avez été amené à vous intéresser à la problématique du changement climatique ou de l'environnement ?

Camille S. : En fait c'est quand on s'est installé ici, on voulait faire un potager et après on s'est penché sur la question du compostage, et de fil en aiguille, ce sont des choses qui sont venues, tu as assisté à une réunion, tu entends ci- après tu te dis oui, ah tiens, on pourrait faire ça, et puis tu vas à une autre réunion, où ils parlent d'autre chose .

Là encore, l'intérêt pour le changement climatique n'est pas direct. Avec les déchets, elle semble s'être vraiment prise au jeu, tous les « petits trucs », les petits gestes qui peuvent lui permettre de peaufiner son tri l'intéressent :

CS : Voilà, c'est tout une démarche qui se met en place. Où tu te dis il faut moins polluer, il faut... L'origine exacte, je ne saurais même pas vous le dire mais je me rappelle qu'au début, on mettait par ex pour parler compostage, on mettait tous nos déchets ménagers à la poubelle puis quand on parle de compostage, tu réduis, Et puis après tu te dis, mais attend il y a encore des choses que l'on peut réduire, qu'on peut trier. Je vous donne l'exemple des boîtes de conserves, nous avant, on jetait tout à la poubelle. Une fois, mon mari va à la déchetterie, il voit quelqu'un qui jette les boîtes de conserve à la ferraille, parce qu'en fait, on savait pas que ça se faisait, je parle de ça, il y a quatre ou cinq ans. Et donc il s'est dit ben tiens, lui il le fait, on va le faire aussi. Et depuis, je vais même plus loin que les boîtes de conserves, les capsules, tout ce qui est métallique, on le met de côté dans le garage et de temps en temps, on va à la déchetterie. Ce genre de chose qu'on a vu chez d'autres gens, on se dit ah ben tiens, on va aussi le faire.

Son entrée dans le groupe a été motivée par sa volonté de trouver d'autres domaines dans lesquels approfondir ou intensifier ses pratiques écologiques. Sa participation à OC s'inscrit dans un ensemble de participation à d'autres associations, débats, rencontres dans ce sens.

Elle assure à présent des cours de compostage pour ses voisins, dans sa commune. Tout son intérêt est parti, aussi, de son installation dans sa maison. Une maison individuelle avec un jardin était son rêve, et vivre dans le vert de la campagne encourage davantage à se préoccuper d'environnement que le béton des villes [même avis que Marianne, E5, ou Alice et Charles, E7].

Par ailleurs, étant donné que son mari travaille en Allemagne, il parcourt quotidiennement de grandes distances, aussi s'est-il associé avec 8 autres collègues pour former une association de covoiturage ; plus que des motivations écologiques, ce sont des critères économiques qui guident ce choix.

Entretien 14 : René S., marié, la soixantaine, ancien officier de gendarmerie, 3 enfants adultes. Volontaires ayant terminé le programme des deux ans.

Difficile d'imaginer une démarche plus complète en matière d'habitat écologique que celle adoptée par René S. et son épouse. Leur maison est un prototype de la maison écologique : orientation par rapport aux vents et au soleil, isolation, panneaux solaires, bacs récupérateurs d'eau, chauffage au bois très

économique, mais aussi choix des matériaux sains pour l'environnement et pour la santé humaine, préoccupation par rapport aux ondes et aux courants telluriques : en près de deux heures, René S. nous fait faire le tour d'une maison où chaque détail est pensé en rapport avec l'environnement ou la santé et le bien-être. Fort de cette démarche écologique, René S. a rejoint un groupe de volontaires qu'il a accompagné jusqu'au bout.

Enquêteur : et tout ça, ça fait partie des choses que vous avez apprises par vous-même et vous avez demandé à l'architecte [de les mettre en œuvre] ?

RS : oui, ben je m'y suis toujours un peu intéressé, et puis j'ai dit, ben le jour où on construira, bon on commençait déjà à parler quand même un peu, du climat, tout ça, ben j'ai dit, on va construire, on va essayer de respecter quand même un peu.

René a été en poste à Berlin pendant six ans ; si avant ce séjour il était déjà sensible aux économies d'énergie et au gaspillage, son séjour en Allemagne a été déterminant et l'a « beaucoup conforté ». Il y a observé non seulement des pratiques (les Berlinoises ont adopté plus tôt le tri des déchets) mais aussi des solutions techniques qu'il a retenues pour son habitation. Il semble avoir longuement réfléchi à toutes les solutions optimales en matière d'économie d'énergie avant de les appliquées dans sa maison. Il cultive également un potager qui produit une bonne partie de l'alimentation familiale ; son jus de pommes, comme celui de la majorité des personnes rencontrées dans cette enquête, est fait maison.

René participe à de nombreuses autres associations, certaines en rapport avec l'environnement, d'autres davantage humanistes, d'autres encore en rapport avec son ancienne activité professionnelle. Comme deux de ses enfants ont choisi des carrières en rapport avec l'environnement, ses sources d'information et de sensibilisation sont aujourd'hui multiples.

Entretien 15 : Franck T., marié, 65-70 ans, retraité, ancien agent forestier. Des enfants mariées. Démissionnaire.

Franck a toujours voulu avoir une activité en extérieur et en rapport avec la nature. Déçu dans ses rêves d'entrer au cadre noir de Saumur comme cavalier, il s'est reconverti à la vie civile au sein de l'ONF. Cette activité lui a permis de conserver un emploi en rapport avec la nature.

Enquêteur :- J'aimerais passer à votre engagement dans le groupe de VPC ... donc, depuis quand vous vous intéressez à cette problématique ?

Franck : J'étais à l'ONF, donc il faut pas oublier que c'est un terrain en pleine nature, que j'ai toujours évité ... bon en forêt on n'utilise pas beaucoup de produit phytosanitaire ... (...) Et je faisais partie de ceux qui en utilisaient le moins ... je préférais utiliser des moyens mécaniques ... donc j'étais déjà un peu concerné...

Franck T. estime que ce goût de la nature et le souci de l'environnement, il le doit à la pratique du potager, qui est ancrée dans l'histoire familiale.

Et puis, bon j'avais des jardins mais mes grands parents avaient déjà des jardins... et en ayant un jardin on est déjà un peu plus concerné parce que ... on peut faire du compost, on cultive son jardin de la meilleure manière sans trop traiter ... alors c'est ça qui m'a emmené un petit peu à ça...

Enfin, compte tenu de cette sensibilité antérieure, lorsqu'il a fait construire sa maison en 2002, il a opté pour des techniques qui lui permettaient d'économiser l'énergie.

Et puis j'étais concerné dans le sens que en construisant j'ai fait installer une géothermie ... je voulais faire installer des panneaux solaire et je voulais faire pas mal de choses dans ce sens là quoi ... et j'ai fait installer aussi du biomur parce que je ne voulais pas utiliser tous ces produits modernes que sont le polystyrène et toutes ces saloperies là entre guillemets. Donc moi là j'ai une maison où j'ai que de la brique et de la laine de verre. »

La construction de sa maison et l'installation de sa géothermie l'ont amené à se renseigner par différents biais, en fréquentant des salons, par des réseaux de relations ou la consultation de sites.

Dans son mode de concernement, Franck T. se montre très intéressé par les technologies « vertes » et en même temps critique. Mais ce qu'il critique, c'est moins la technologie elle-même que le fait qu'elle n'est pas accessible à tous.

« Je dirais que le bio et l'écologie des fois c'est un truc pour gogo quoi ... on nous prend pour des cons ... on essaye de nous vendre des trucs sachant fort bien que... attention un investissement dans le photovoltaïque c'est quand même 20 ans ... mon voisin me disait moi j'y pensais pour chauffer l'eau chaude hein, mettre des panneaux solaires ... mais il a dit attends j'ai 70 ans, il me dit qu'est que je vais en tirer ... bon à la limite ça peut être une plus-value pour ta maison ...(...) Faire des investissements quand on est avancé en âge, c'est pas... (...).

Lui-même regrette de ne pas avoir eu les moyens d'installer des panneaux photovoltaïques au moment de la construction de sa maison. De même son fils aurait souhaité installer la géothermie chez lui, mais le coût était trop élevé pour lui.

Son implication dans les volontaires était motivée par le désir d'identifier ce qu'il pouvait améliorer [idem E3, E6], « arrêter de polluer à fond les gamelles et voir où faire des efforts ».

Tout en étant critique de la démarche proposée par l'association (nous y reviendrons dans le point suivant), il évoque quelques domaines dans lesquels il a poursuivi ses efforts, et ceux pour lesquels il refuse le changement (la voiture, la consommation de viande).

Entretien 16 – Suzanne W., en couple, 35-40 ans, secrétaire de direction, son concubin est double actif, agriculteur et employé dans une usine.

Suzanne W est sans doute la plus urbaine de tous les enquêtés. Elle a grandi et toujours vécu à Strasbourg ou dans la CUS, et elle n'est venue s'installer dans la région du Parc qu'en raison de sa rencontre avec son mari, qui est agriculteur près de Niederbronn. Après avoir vécu un temps à la campagne, où ils ont eu semble-t-il une mauvaise expérience, elle a trouvé comme meilleur compromis d'emménager à Haguenau. Du fait de son habitat urbain, elle ne manifeste pas les mêmes dispositions au changement (elle est la seule des volontaires à envisager de renoncer à sa voiture) ni les mêmes réticences. En matière de déplacement, suite à son retour en milieu urbain et en cohérence avec son

engagement dans le groupe, Suzanne recourt à la marche à pieds et aux transports en commun pour se rendre à son travail à Strasbourg. Seul son mari a conservée une voiture pour pouvoir se rendre à son exploitation. Lui étant agriculteur double actif et en recherche d'alternatives pour sa ferme et elle étant par son expérience urbaine plus déconnectée du milieu agricole ou du jardinage, ils ont été les volontaires les plus intéressés par la présentation du fonctionnement d'une Amap.

Pour Suzanne, retourner en ville lui permet de développer ses pratiques écologiques.

LG : Qu'est-ce qui vous plaît, en fait, ici ?

SW : Ce qui me plaît ? Ce côté là, justement ! Redécouvrir un peu les choses à pieds, sans forcément prendre la voiture pour faire dix mètres. C'est une redécouverte, un petit peu, de choses un peu plus « de base », je trouve. Je veux dire, je ne vais quasiment plus au supermarché, ça aussi ce sont d'autres habitudes de vie... Il y a le marché des producteurs, là en saison, entre avril et novembre, à deux pas. On est dans une AMAP possible pour les produits laitiers, on est en train d'en monter une nous même pour les colis de viande (...).

Suzanne estime avoir eu une éducation qui la sensibilisait un peu, au départ, aux questions d'environnement,

LG : (...) enfin pourquoi vous vous êtes intéressé à cette question du changement climatique, comment vous en êtes venus à vous préoccuper de cette question ?

SW : Je pense que c'était depuis toujours un petit peu ancré, au sein de la famille. Je sais qu'on traitait tout le temps, ça a été toujours un petit peu euh... une préoccupation familiale. Mon père avait son commerce en Allemagne, donc c'était un petit peu ça, ce côté allemand pour la nature, trier avant l'heure, etc. (Rires) J'ai un petit peu été baigné dans ça.

Mais c'est principalement après son entrée dans le groupe qu'elle a développé une réflexion et des questionnements par rapport à ses pratiques.

JD: Et avant de lire cet article, vous étiez déjà engagée dans des AMAP, des choses comme ça ?

SW : Non, non, tous s'est fait pendant...

C'est aussi à partir de sa participation au groupe qu'elle est « devenue curieuse », et s'est mise à rechercher davantage d'information sur des sujets en rapport avec l'écologie.

LG : Ça devient compliqué ! Mais pour vous, Objectif Climat, ça reste votre source d'information principale ou vous allez chercher l'information ailleurs ?

SW : Non, après, je suis devenue plus curieuse, et je fais des recherches sur le net aussi. Mais je veux dire, c'est quand même à partir de là que... qu'après... qu'on fait plus... que je pars plus à la recherche d'informations aussi, parce que j'ai peut-être un petit détail qui est venu à mes oreilles, et je cherche à approfondir. Après c'est comme tout, je ne fais pas que ça non plus. Il faut se prendre le temps, mais ça m'aide un petit peu par rapport à ça.

Toutefois, elle n'est pas entrée dans le groupe des Volontaires parce qu'elle était plus spécifiquement intéressée par le problème du changement climatique, son intérêt était plus global.

LG : Enfin je ne sais pas, on peut se préoccuper de l'environnement, de la nature, de plein de choses, enfin il y a plusieurs façons de se préoccuper de l'environnement, on peut être plus engagé auprès de la protection de la nature, des animaux, enfin différent des milieux, je ne sais pas. Pourquoi le climat ?

SW : Je ne sais pas si c'est spécifiquement le climat, comment je suis arrivée à ça... Je pense que c'est une notion générale, ce n'est pas spécifiquement le climat... Et là, comme dis, quand j'étais tombé sur cet article dans le DN concernant ces réunions, je m'étais dis « tiens, pourquoi pas. » Ça m'avait un petit peu intéressé, attisé ma curiosité, je me suis dis « ouais, pourquoi pas », j'étais disponible... On se laisse porter, on regarde, (rire) et puis on peut toujours arrêter à n'importe quel moment si ça ne convient pas.

Ce qui est en définitive la situation commune de pratiquement tous les enquêtés.

Résultats / Synthèse

Le premier élément marquant dans les témoignages des Volontaires, c'est l'orientation généraliste du concernement. Nous avons pris un peu trop vite comme une évidence que les personnes impliquées dans les groupes de Volontaires ou qui ont assisté aux réunions d'Objectif Climat, étaient des personnes qui se sentaient particulièrement concernées par le problème du changement climatique. Or, la plupart nous ont déclaré que leur intérêt était bien plus général. **Pour les enquêtés, la question climatique est « noyée » dans un ensemble « environnement », mais ne constitue pas une entrée spécifique.**

De plus, leur participation au groupe n'a pas fondamentalement changé leur conception. Cela peut s'expliquer par le fait que les actions proposées ne se démarquent pas des recommandations habituelles, ou des « bonnes pratiques » que connaissent ou mettent déjà en œuvre tous ceux qui ont une « fibre écologique ». De fait, un certain nombre d'enquêtés ont expliqué qu'ils avaient participé aux réunions d'Objectif climat parce que cela leur paraissait en affinité, voire « logique », compte tenu de leurs engagements antérieurs. Mais comme ils mettaient déjà en œuvre la plupart des solutions proposées, ils n'avaient pas le sentiment que le changement climatique amenait à une réorganisation profonde des pratiques ou des prescriptions. En dehors du problème des transports, ils ne voient pas la différence qu'il pourrait y avoir entre une « éthique climatique » et une « éthique écologique ».

Par ailleurs, pour la majorité des enquêtés, on peut identifier un domaine, une question, qui constitue un « point d'entrée » dans le concernement, soit parce que c'est à partir de cette pratique que l'enquêté a cherché à mettre en cohérence le reste de ses pratiques quotidiennes, soit parce que c'est un domaine qui l'amène à une conception particulière de l'environnement, voire à des prises de positions. C'est par exemple le cas de deux enquêtés qui sont très investis dans la défense des vergers anciens. Pour l'une (Marianne) ces vergers font partie de cette « nature-paysage » qu'elle a découvert en s'installant dans la localité, et qu'elle souhaite contribuer à conserver. Pour l'autre (Louis), c'est une sorte de « filtre » au travers duquel il évalue les politiques d'aménagement dans le Parc, et qui le rend très critique à l'égard des agriculteurs qui d'après lui ne se soucient pas de la conservation de ce patrimoine.

Il n'y a que deux enquêtés (Marguerite B. (E2) et Michel et Fabienne S (E11)) pour lesquels le profil est relativement indéterminé, c'est-à-dire que l'on ne peut pas identifier un domaine particulier qui focalise

leur attention. On peut observer que ce sont également parmi les enquêtés ceux qui sont les plus engagés dans la vie politique ou les associations environnementales.

Nous allons préciser à présent quel est ce « point d'entrée » particulier dans le concernement pour les différents enquêtés.

Le potager

Le domaine le plus fréquemment mentionné dans les entretiens est sans aucun doute le potager. Sur les seize entretiens analysés, seules deux personnes ne possèdent pas de potager (Suzanne (E16) qui vit en milieu urbain et Simon et Sophie R. (E10) qui ont des activités professionnelles trop prenantes) ! Pour deux d'entre eux, le potager est au centre de leur vie quotidienne, c'est l'élément qui organise le reste de leurs pratiques, ils en tirent une fierté (Jean, E6 : « je fais 200 kg de patates par an ! ») et de la reconnaissance car on les sollicite pour leurs savoirs (Louis et Séverine, E9).

Pour cinq autres, le potager tient une place qui n'est peut-être pas aussi centrale mais qui demeure très importante ; en particulier, ils sont huit enquêtés sur les seize analysés qui estiment que la pratique du potager par leurs parents a été un facteur fondamental de leur éducation et leur sensibilisation à la nature et l'environnement. Tous ne reproduisent pas la « tradition » familiale, Marianne (E5) par exemple l'a longtemps rejeté jusqu'au jour où elle a eu une maison à elle, avec un jardin. Cyril (E8) lui y trouve à la fois un moyen de renouer avec ses origines familiales ouvrières, tout en se distinguant fortement des modes de pratique du potager de ses parents en adoptant les derniers principes de culture biologique.

Pour Pierre (E12) en revanche, la pratique du potager n'est « ni un loisir ni une passion, c'est nécessité pour avoir des produits de qualité ». La pratique du potager est de fait relativement liée à la recherche d'une alimentation « saine » parce que produite sans produits chimiques. Mais c'est aussi pour certains (Marianne (E5), Jean (E6) entre autres) un moyen de se réapproprier des savoirs et des savoir-faire, et s'assurer une certaine autonomie vis-à-vis des industriels et de la consommation de masse.

Tableau 2 : La place du potager dans le système des pratiques des enquêtés

POTAGER	Central	E6. Jean L. E9. Louis et Séverine P.
	Très important	E5. Marianne F. E8. Cyril L. E13. Camille S. E14. René S. E15. Franck T.
	Pratique mais pas central	E1. Anaïs B. E2. Marguerite B. E3. Alain & Sandrine F. E4. Caroline & Stéphane F. E7. Alice & Charles E11. Michel & Fabienne S. E12. Pierre S.
	Ne pratique pas	E16. Suzanne W. E10. Simon & Sophie

La construction ou rénovation écologiques des habitations

Le second domaine qui focalise l'attention d'un certain nombre d'enquêtés est la construction ou la rénovation écologique des habitations. Ils sont cinq à y accorder une importance toute particulière, voire absolument centrale pour deux d'entre eux. Mais la façon dont ce domaine s'inscrit dans le parcours, les pratiques ou le « concernement » de chacun est assez variable.

Pour René S. (E14) par exemple, comme nous l'avons mentionné, sa maison est l'aboutissement d'un parcours de vie et d'une volonté de combiner dans son habitat toutes ses connaissances en techniques alternatives, voire à l'avant-garde sur le rapport à la santé (comme la prise en compte des ondes). Sa maison sert en quelque sorte de « vitrine » pour d'autres personnes intéressées par la construction écologique, Volontaires pour le climat ou même les élèves de l'architecte qui l'a bâtie.

Cyril L. (E8), lui, n'a pas fait construire. Il a fait le choix de rénover une maison ancienne et a fait d'importantes recherches sur le sujet, notamment sur les techniques et les matériaux d'isolation, dont il s'est fait l'un de ses domaines de compétence privilégié (avec le potager biodynamique) en matière écologique. Il ne cède pas à la tendance dominante dans le milieu écologique pour une technique ou un matériau, il fait ses propres calculs.

Franck T. (E15) lui aussi a fait construire sa maison. Elle n'est pas basse consommation comme celle de René, mais il a tout de même eu recours aux technologies actuelles des énergies renouvelables (géothermie). Il tient cependant un discours critique sur celles-ci, empreint du désir d'accéder et de la frustration d'un coût trop élevé pour lui. Il rejoint la critique de Jean L. (E6), qui fustige les artisans qui du jour au lendemain (selon lui), dès lors que le gouvernement a mis en place des aides pour les énergies renouvelables, ont augmenté leurs prix. Mais ces technologies peuvent être aussi perçues

comme une sorte de « *consommation ostentatoire* » dans le domaine de l'environnement, où celui qui les possède s'enorgueillit moins pour les économies d'énergies qu'elles lui font réaliser que pour la satisfaction d'incarner le modèle du bon citoyen écologique, ou parce que c'est « ce qui se fait de mieux » à un moment donné, sur ce marché. Un phénomène qu'Alain F. (E3) a assez subtilement perçu, ce qui le conduit à être assez prudent dans ses projets de rénovation.

Pour Pierre S. (E12) ou Marguerite B. (E2), l'amélioration de l'isolation ou des systèmes de chauffage plus performants sont aussi des façons de marquer leur concernement écologique, puisque ce n'est pas simplement le bénéfice économique qui est attendu, mais aussi un bénéfice plus invisible, plus difficile à évaluer, pour « la planète ».

L'accession à la propriété est un facteur déclenchant une série de réflexions qui peut conduire à des choix qui auront un impact sur les autres pratiques du quotidien : la mobilité, l'alimentation (par la pratique du potager), la consommation d'énergie, etc. Ceux qui ont l'habitat comme « point d'entrée » principal dans le concernement climatique ou écologique, sont majoritairement des personnes qui avaient un projet de construction, notamment au moment du passage à la retraite. Ils ont en général fait le choix d'une maison isolée et n'ont pas pris en considération les déplacements que la localisation générerait. Seul Cyril (E8) a fait le choix d'un village et d'une maison ancienne, en prenant en considération que sa rénovation entraînerait une dépense énergétique moindre que la construction d'une neuve.

Pour certains enfin (E9, E1 ou E16) ces questions d'habitat ne les intéressent pas du tout, soit parce qu'ils ne sont pas propriétaires (E1 et E16) soit parce qu'ils ne disposent pas des moyens financiers suffisants et que ces investissements leur semblent inutiles compte tenu de leur âge.

Le tri des déchets

Le tri des déchets est une pratique extrêmement intéressante. C'est la pratique la plus répandue parmi la population française, et celle qui a connu la meilleure progression. D'après une enquête nationale, 71% des Français trient leurs papiers en 2010 (ils étaient 30% en 1998), 69% les papiers journaux (contre 37% en 1998), et 76% le verre (contre 65%) (Credoc, 2010).

Or, ce que l'on observe à travers le cas de certains enquêtés, c'est que cette pratique qui peut paraître très banale, ou trop « basique », est en réalité un point d'entrée dans la problématique écologique : ***les personnes se sont « prises au jeu »***, et ont commencé à raffiner de plus en plus leur tri (c'est le cas de Camille S. (E13), notamment). D'autres questionnent de plus en plus l'utilisation des suremballages dans le commerce (Sandrine F. (E3), Suzanne W. (E16)). C'est une tendance que l'on retrouve également au niveau national.

Le tri des déchets renvoie donc à deux réalités : d'une part la pratique elle-même que certains « raffinent » et qui les conduit à mettre en place du compostage, puis un potager, puis à réfléchir à l'alimentation locale par exemple. Et d'autre part, cela amène à questionner la société de consommation, à devenir un consommateur plus averti et plus critique. C'est le cas pour Anaïs B. (E1), qui a traduit cette préoccupation pour les déchets par une suppression des couches culottes de son bébé, par exemple ; Alain et Sandrine F. (E3), quant à eux, tout en se déclarant très concernés par les déchets, avouent ne rien avoir changé fondamentalement à leurs pratiques de consommation, mis à part le rejet des suremballages.

Certains ont commencé le tri pendant l'enfance et cette habitude a constitué une forme de socialisation familiale à la problématique environnementale (c'est le cas de Suzanne W., E16), d'autres ont commencé d'abord par le compostage, puis on ensuite amélioré leur système de tri des autres déchets (Camille S., E13). Le cas de Camille est intéressant, car son investissement dans la pratique du compostage l'a amenée ensuite à donner des cours dans son quartier puis sa commune, à la demande de la mairie. C'est pour elle une source de reconnaissance et un mode de diffusion d'une « bonne pratique ».

Le concernement et sa « carrière »

Le néologisme de « concernement » peut paraître quelque peu prétentieux ou jargonnant. J'ai néanmoins choisi ce terme parce qu'il répond le plus directement à la question de « comment, quand, par quels moyens ou quelles circonstances, une personne peut-elle se sentir *concernée* par la problématique climatique ou plus largement environnementale ? »

J'aurais pu parler de « préoccupation » pour la nature ou l'environnement, mais dans les entretiens, les enquêtés m'ont justement reprise sur l'emploi de ce terme. Pour eux, il ne s'agissait pas d'une « préoccupation » au sens où ils ne le voyaient pas comme une inquiétude. L'inquiétude, la préoccupation, ne conduirait pas à une action réfléchie et coordonnée. Or, c'est davantage dans ces termes qu'ils envisageaient la façon dont ils abordaient, par leurs choix de vie et leurs pratiques quotidiennes, la question climatique.

Ce concernement suit-il une « carrière », c'est-à-dire peut-on repérer des modalités d'entrée et d'évolution de celui-ci au cours du temps, ou en fonction d'événements personnels, familiaux, professionnels ou collectifs ?

Le cas du tri des déchets montre assez clairement l'existence d'évolutions significatives dans le concernement pour l'environnement. Camille S. (E13) et Anaïs B. (E1) illustrent un cheminement qui va du raffinement d'une pratique vers des enjeux plus généraux, vers l'édification d'une nouvelle

philosophie de vie (pour Anaïs). Pour Stéphane et Caroline F., on peut considérer que c'est l'économie de l'eau qui a joué ce même rôle de « fil conducteur ».

Tous ne franchissent pas toutes ces étapes de l'intensification d'une même pratique et de la contagion à de nouveaux domaines. Alain F. (E3), par exemple, reconnaît qu'ils pourraient aller plus loin dans leurs pratiques. Il perçoit le paradoxe devant lequel ils sont placés : accumuler des petits gestes qui ne changent qu'à la marge, ou tenter des transformations plus conséquentes. Mais les voies d'accès à cette deuxième solution lui semblent encore trop floues ou incertaines.

Le déménagement est souvent une occasion de remettre en cause ses pratiques ou de faire des choix qui permettent de mettre davantage en cohésion sa « fibre écologique » et ses pratiques. C'est le cas de Suzanne (E16) qui depuis son installation à Haguenau peut emprunter les transports en commun ou faire ses courses au marché des producteurs. Dans le cas d'Anaïs (E1), son emménagement en Alsace depuis un département de l'ouest de la France l'a amenée à former de nouveaux réseaux sociaux et amicaux ; du fait de ses intérêts pour l'écologie, la consommation « bio » (qui inclut l'allaitement) ou une philosophie de vie alternative l'a amenée à côtoyer davantage de personnes partageant ces mêmes sensibilités et opinions, ce qui l'a sans doute aidée à changer plus en profondeur.

On pourrait tirer de ces entretiens un parcours idéaltypique, qui contiendrait grosso modo les étapes suivantes :

- Au cours de l'enfance, la personne a été sensibilisée à l'environnement ou la relation avec la nature par la pratique du potager (la moitié de nos enquêtés), ou par le tri des déchets, ou l'économie d'eau ;

- Dans la jeunesse, il peut y avoir une volonté de chercher sa propre voie qui amène à laisser en suspend ces apprentissages ; pour certains, la socialisation aux questions de la nature ne commencent qu'avec les études, les rencontres, les lectures ;

- L'arrivée des enfants et/ou de l'installation dans sa maison est pour les jeunes adultes rencontrés un moment-clé de mise en place d'un nouveau système de pratiques ; c'est là qu'ils mettent en place leur propre tri ou potager, l'un amenant à l'autre, notamment par l'intermédiaire du compostage.

- Après l'installation et l'adoption de pratiques écologiques, on peut observer des logiques d'intensification (le perfectionnement continu de la pratique privilégiée, comme le tri ou l'économie d'eau) et de contagion (inclure d'autres pratiques écologiques dans son système de pratiques), à l'exemple de Camille S. (E13) qui est passée du jardinage et compostage à une réflexion plus générale de sa consommation, puis sur les économies d'électricité et de chauffage, puis l'économie de l'eau. La motivation n'est pas essentiellement financière. La contribution personnelle aux problèmes

d'environnement passe avant le calcul de la rentabilité du moment qu'elle puisse se réaliser à terme (par exemple pour les récupérateurs d'eau ou les systèmes de chauffage performants).

- Pour les (jeunes) retraités, c'est l'installation dans la nouvelle maison qui peut être la marque d'une nouvelle vie, où ils mettent en œuvre tout ce qu'ils ont envisagé comme éléments essentiels à ce qu'ils se représentent comme une vie écologique. Pour certains (les moins fortunés) cela peut se limiter au potager et un lieu d'où ils peuvent observer la nature, pour d'autres ce sera très centré sur les techniques qui permettent d'économiser l'énergie. De la même façon que certains se « prennent au jeu » du tri des déchets, d'autres peuvent se prendre au jeu de l'économie d'énergie ;

- Le concernement rend attentif aux débats dans les médias, amène à des recherches et des questionnements, ils ont participé à des débats organisés localement (stammtisch, café bavard, etc.) ; ceux qui sont déjà sensibilisés sont d'autant plus réceptifs aux campagnes de sensibilisation ; les plus dynamiques sont demandeurs de nouveaux conseils, nouvelles visions, nouvelles perspectives ;

- Ils peuvent progressivement se distancier des modes de vie caractéristique de la société de consommation, devenir plus critiques, et s'approcher du modèle idéal du style de vie écologique, fondé sur les principes de sobriété ou limitation de certaines consommations, de recyclage et récupération, de partage et d'échange.

- L'engagement associatif ou politique, ou ce que l'on appelle « l'action collective », n'est pas une suite logique des étapes qui précèdent ; en effet, celles-ci restent organisée par un rapport de l'individu à soi-même et au monde, sans médiation, qui s'illustre particulièrement par le refus de se considérer comme militant. L'engagement associatif ou politique apparaît plutôt comme une alternative, une bifurcation dans cette logique.

Cette tentative de modélisation est très liée aux cas que nous avons observés ; il est évident qu'elle nécessiterait d'être confrontée à d'autres cas, notamment issus du milieu urbain, car en ce qui concerne les modalités d'intensification et d'extension des pratiques (passer de l'amélioration de l'habitat à la pratique du compost et du potager), le milieu rural présente un certain nombre d'avantages et de facilités.

2) Les relations au groupe et au dispositif d'accompagnement

Bien que nous n'ayons pas pu effectuer les observations directes sur la dynamique des groupes (notamment pour creuser la question du rapport au savoir et les échanges dans le groupe), nous avons

tout de même recueilli dans les entretiens un certain nombre d'éléments qui contribuent à expliquer les défections.

Les ambivalences du Bilan Carbone

Le Bilan Carbone suscite des réactions très paradoxales. D'un côté, l'objectif de mesure séduit et les enquêtés sont intéressés par la perspective d'évaluer leurs productions personnelles de gaz à effet de serre.

[E3-435] Sandrine F. : Déjà moi en fait, je ne savais pas qu'on pouvait calculer ça à la base, et effectivement en calculant, comptant et en voyant un petit peu comme tu disais avant, en terme de logement, de chauffage, en général c'était énorme, de voiture, sur la voiture etc., on pouvait jouer sur l'influence de son bilan en faisant attention à tout ça, (...)

[E3-436] LG : Donc au fait ce n'était pas votre objectif ?

[E3-437] Alain F. : Bon moi ce qui était intéressant là dedans, c'était déjà d'essayer de comprendre comment ça marche un bilan carbone, globalement pour un ménage lambda, quel était le niveau à peu près, la fourchette quoi, de rejet, et puis de se rendre compte effectivement qu'est-ce que ça représente là dedans (...) Après l'idée c'était quand même d'essayer, alors on n'est pas allé jusqu'au bout de la démarche, mais l'idée c'était quand même de voir quel est l'énergie qu'il faut mettre sur quel secteur pour avoir un effet quoi.

Mais d'un autre côté, ce calculateur rebute. Les enquêtés sont tout à fait favorables à l'idée de « faire un point zéro » (Alain F., E3), c'est-à-dire avoir un repère dans le temps de leur niveau de consommation et le comparer avec une mesure ultérieure. Néanmoins, le travail de renseignement des formulaires est jugé beaucoup trop fastidieux.

[E3-105] Alain : la démarche était de faire un point zéro et puis au fur et à mesure dans le temps de voir sur quel sujet on peut s'améliorer,

[E3-106] Sandrine : voir comment on pouvait réduire cet impact carbone.

[E3-107] Alain : Nous on a lâché pas spécialement parce qu'on n'adhérait pas à l'idée, qu'on n'adhérait plus à l'idée, parce qu'on s'y retrouvait plus, c'est plus parce qu'après, effectivement moi j'étais régulièrement en déplacement à un projet qui m'amenait à passer beaucoup de temps par semaine à Paris, et du coup on n'a plus été suffisamment assidu aux réunions, puis à partir d'un moment on décroche...

L'utilisation de l'outil sur l'ordinateur, d'abord, a posé problème à un certains enquêtés parmi les moins rodés à l'informatique (Marianne, E5) ou même parmi ceux qui le maîtrisent raisonnablement (comme Pierre S., E12). Quand ils pensaient avoir transmis les Bilans, ils ne l'étaient pas ou bien ils n'étaient pas complets, de plus l'outil a changé d'interface en cours de route. Ces enquêtés présentent leur expérience en se présentant d'abord comme des « bons élèves » qui ont essayé de faire de leur mieux et de répondre à ce qui leur était demandé. Mais le changement d'outil et les difficultés persistantes ont eu raison de leur application.

[E5-8] Enquêteur : c'est l'ordinateur alors ?

[E5-9] MF : Ahh ! me mettre là-dessus ! et puis mettre le truc du bidule du machin, et les, les ma... (elle coupe net) ! j'ai vite perdu pieds ! Je l'ai signalé à plusieurs reprises. J'ai essayé. J'en ai fait deux je crois. A chaque fois ils me disaient que c'était pas complet, pour moi c'était complet. (soupir) Ça m'a rendu

tellement dingue que j'ai lâché prise. Et ça c'est mon seul regret ! j'ai lâché prise à cause d'un vulgaire ordinateur et d'un programme informatique !

Mais ce n'est pas simplement l'interface qui est en cause. Il y a surtout un sentiment très partagé de contrainte et de lourdeur des informations à remplir, en particulier pour le poste de l'alimentation ou des déplacements.

[E3-95] Sandrine F : Après ce qui était quand même assez compliqué, c'était ces feuilles, ces dossiers à remplir par rapport au... rien qu'au transport, je veux dire quand mon mari prend l'avion, les...

[E3-96] Enquêteur : Bilans carbone ?

[E3-97] Sandrine : bilans carbone oui c'est ça ! Rien que en transport par rapport à l'avion, quand il part en déplacement il prend l'avion, alors je veux dire c'est vrai que pff moi je vais à pied mais du coup ça ne va pas du tout, quoi !

[E3-98] Enquêtrice : Normalement dans les transports professionnels n'étaient pas pris en compte...

[E3-99] Sandrine : Oui n'étaient pas pris en compte, mais voilà, pff !

[E3-100] Alain : Mais c'est vrai, je crois que c'était un peu lourd.

[E3-101] Sandrine : Par rapport à l'alimentation, je veux dire après mes courses, je réfléchissais à ce que je devais noter, pour moi ça c'était trop complexe, trop compliqué.

Et pour cet autre couple d'enquêtés :

[E11-123] « on a tâché de le faire [le bilan carbone], on a l'impression qu'on n'a pas été super précis et voilà. A mon avis il n'est pas super fiable le nôtre mais bon c'est comme ça. Je pense que c'est peut être aussi ce que a fait que certain ont décroché quoi. Le problème c'est qu'on a beau être motivé, l'exercice est quand même assez difficile et, pas difficile, c'est facile à faire mais il faut y penser à chaque fois que tu manges, à chaque fois que tu consommes quelque chose, il faut le noter, et ça c'est contraignant. Et je pense que c'est peut être là qu'ils ont quelque chose à faire au niveau des volontaires, je ne sais pas quelle formule il faudra trouver, mais trouver un moyen de faciliter, une semaine sachant que chaque semaine tu consommes presque la même chose, une semaine à mon avis c'est trop court, mais voilà il y a sûrement des moyens de faire quelque chose et d'extrapoler ensuite, de faciliter un peu les choses en ce moment là ».

Toutefois, l'aspect rébarbatif du calculateur n'est pas uniquement lié à la quantité et la précision des données à informer. D'autres éléments sont à considérer.

D'abord, les résultats ainsi obtenus n'ont pas été suffisamment **situés**, par rapport à des moyennes nationales et surtout locales ou régionales. Les enquêtés n'avaient pas la possibilité de se situer par rapport aux productions moyennes de gaz à effet de serre des Alsaciens par exemple ou de façon systématique entre membres du groupe.

E11-121 (...) Bon après voilà, c'est des graphes et des courbes [à propos du Bilan Carbone], moi c'était pas ça forcément le plus intéressant parce que finalement quelles sont les valeurs de référence voilà, voir un peu où est qu'on se situe, c'est un peu abstrait, moi je préférerais être humble et sur quoi on peut agir, quels sont nos axes de progrès, voilà, les échanges d'expérience moi je trouve que ce côté-là ».

Or, certains, tout en estimant avoir un style de vie relativement économe en énergie, recherchaient une forme de **confirmation** et de **reconnaissance**. Autrement dit, si le dispositif des volontaires repose sur la mise en valeur de l'exemplarité de certains, il paraît approprié de mobiliser des instruments tels que l'émulation et la gratification. En ce sens, il est délicat de construire des personnages exemplaires sans les distinguer, sans démontrer l'exemplarité par rapport à une moyenne : Cela n'exclut pas

parallèlement de réfléchir avec eux à des possibilités de progression, car aucun volontaire n'a atteint les limites de l'idéal dans tous les domaines.

Ces remarques ont pour but de suggérer des pistes d'animation pour les futurs groupes.

L'effet contre-productif de marges de progression limitées

Ensuite, lorsqu'ils constatent qu'il n'y a pas de grande variation d'un bilan sur l'autre, l'attrait de la mesure perd de son intérêt, il y a délaissement progressif du BC, d'autant que les solutions proposées soit n'apportaient pas des modifications (ils les avaient déjà mises en place), soit les solutions les plus à leur portée (dans le domaine alimentaire notamment) n'avaient qu'un impact marginal sur le Bilan Carbone.

C'est justement ce qu'avaient anticipé certains, comme Marguerite B. (E2) qui n'a pas voulu adhérer au groupe de Volontaire car elle ne voyait pas quelle marge de progression elle pourrait dégager.

Pour reprendre la métaphore de la perte de poids à l'origine du dispositif⁵, ce sont les premiers « kilos » qui sont les plus faciles à perdre. L'absence de perspective de progression a contribué à en décourager certains. Mais ce que les enquêtés ont surtout souligné, c'est qu'ils appliquaient déjà la plupart des prescriptions de l'association pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

[E12-9] Pierre S. : Et en fait, il y a plusieurs arguments qui font qu'on a arrêté. Bon, d'une part parce qu'il n'y avait plus de réunions. Deuxièmement parce que les réunions je les ai trouvées... je vais pas dire hors sujet... Hors sujet parce que ça ne correspondait pas à mes préoccupations. Il y a des gens qui, ils ont fait des réunions sur les AMAP. J'en avais pas besoin : j'ai un jardin, on achète nos produits bio dans les magasins et on essaye de gérer au mieux. Donc je ne voyais pas l'intérêt de faire une réunion sur les AMAP.

[E12-177] Pierre S. (...) Parce que nous dire vous mangez pas bien ou faut pas acheter des fraises d'Espagne, on l'a déjà fait ! Alors comme on a allait changer de chaudière et qu'on a mis des panneaux solaires...

[E7] Alice L : (...) Comme on était partis d'assez loin, Objectif climat moi m'a assez déçue finalement. Parce que beaucoup de choses, dans pratiquement tous les domaines qu'on a entendu, on l'avait déjà fait ou on était en train de le faire. Donc on n'a pas appris grand-chose de neuf.

Le propos d'Alice est un peu sévère. Pierre (E12) qui tient un discours semblable, a tout de même apporté des améliorations à son Bilan. Il manifeste une forte volonté de bien faire, à la manière du bon élève.

[E12-11] (...) bref ! Et ce qui m'aurait intéressé vis à vis de ce que montraient mes courbes parce que les courbes montraient hein, l'alimentation, tout ça c'était bon, mais la seule courbe qui m'importunait c'était le transport. Alors on a été à Rome il y a un mois, quand on prend l'avion... Ça « décolle » ! Ça veut dire que voilà : qu'est-ce qu'on peut faire ? Alors on a changé de chaudière, on a mis des ballons d'eau chaude sanitaire, on a mis des panneaux solaires, on a isolé, on a... On commençait à se dire « que peut-on encore faire ? » Alors on s'est dit « chouette, il y a des gens qui vont pouvoir nous dire comment

⁵ L'idée de mesurer les productions de GES des foyers s'est inspiré d'une initiative du maire de Philadelphie qui voulait lutter contre le surpoids de ses concitoyens et les engager à se peser et maigrir.

on peut encore faire ! » Et en fait ils discutaient de choux fleurs, de paysans et de viande : ça ne nous concernait pas.

Malgré l'expression de cette déception, Pierre reconnaît plus loin que son besoin d'améliorer en continu ses performances vis-à-vis du Bilan carbone a trouvé un moyen d'être satisfait en expérimentant pour la première fois le covoiturage.

[E12-15] PS : Oui, alors voir moins loin on s'est dit qu'on allait chez notre fils à Toulouse, il y a quinze jours, à Pâques. On a fait du covoiturage. Donc on s'est dit « tiens, et ben voilà ! » Notre gendre nous a dit pourquoi on ne ferait pas du covoiturage : effectivement, si ça peut contribuer au bilan carbone, etc. Donc on s'est inscrit sur le site « covoiturage.fr », nous étions donc débutants.

Ce que l'on peut retenir de ces propos, également, c'est que bon nombre d'enquêtés s'attendaient à un conseil plus personnalisé (avec une certaine équivoque sur cette question, comme nous l'évoquons plus loin).

Le Bilan Carbone est également critiquable dans ses modalités de mesure. Il suscite en tout cas de vives réactions de la part de ceux qui estiment que leur pratique est tout à fait écologique, alors qu'elle est « mal notée » par le Bilan carbone. C'est le cas des légumes du potager (beaucoup aurait souhaité que leur autoproduction se traduise plus explicitement dans leur bilan carbone), et plus encore de la viande achetée aux éleveurs locaux.

[E5-5] (...). Alors c'était déjà très contraignant par rapport aux achats, il fallait tout de suite noter ce qu'on avait pris dans les différentes viandes, etc., et il y'avait pas à aucun moment dans ces fiches machins, de mettre les détails. Ben moi mon veau il dure un an ! c'est fait de façon artisanale, dans le respect absolument et de la bête et de l'environnement. Pour le porc pareil.

Enquêteur : Oui et ça, ça le prenait pas en compte.

MF : oui voilà, exactement ! et je disais, mince alors ! je suis écocitoyenne et je suis mal notée ! (...)

Ce qu'exprime ici Marianne (E5), c'est aussi qu'à partir du moment que l'on s'attache aux pratiques du quotidien, c'est dans les détails, « les petites choses » que se trouve la « vérité » (en tout état de cause, ce qui fait sens pour les individus). Aussi, un calculateur qui est à la fois très détaillé et qui ne peut prendre en considération les détails significatifs pour les individus ne peut qu'apparaître ambivalent, paradoxal.

L'équivoque du conseil personnalisé

Il semble que pour un bon nombre de personnes qui ont assisté aux réunions, il y a eu une certaine équivoque quant aux finalités de l'association Objectif Climat. Il est difficile de savoir si le mode de communication est en cause, mais un nombre tout à fait significatif d'enquêtés (et curieusement, surtout les hommes) se sont intéressés aux réunions en pensant y trouver des conseils spécialisés dans le domaine des technologies de construction ou rénovation écologique de l'habitat. C'était des conseils personnalisés et très pointus ou techniques qu'ils recherchaient.

Ainsi, Cyril L., passionné par le sujet de l'écoconstruction comme nous l'avons présenté plus haut, commence par dire qu'il a assisté à ces réunions parce qu'il était à la recherche d'un « audit », et une confirmation de ce qu'il avait pu apprendre par lui-même au cours de ses recherches.

[E8-2] Enquêteur : donc, en fait, enfin, qu'est qui vous y recherchiez quand même dans la démarche de volontaire, si vous sentiez que vous aviez déjà mis en place, euh, quelque chose...

[E8-3] Cyril : ... je cherchais un audit, déjà, des outils d'audit, auxquels j'avais pas franchement réfléchi avant. (...)

[E8-7] Cyril L. : c'était vraiment pour voir si , vraiment , y avait un gros décalage entre les idées qu'on avait, qu'on pouvait faire de la manière de vivre, l'isolation, et ce qu'on pouvait apporter en plus de l'objectif climat.

Pour Pierre S., ce qui l'intéressait, était d'avoir des conseils sur les panneaux solaires :

[E12-46] Enquêteur : Pour résumer, Objectif Climat ne vous a rien apporté, quoi ?

[E12.47] PS : ben, si, mais moi j'attendais des conseils

[E12.48] Enquêteur : Dans quel domaine alors?

[E12.49] PS : Par exemple l'économie d'énergie ! Tout ce qui était panneaux solaires et photovoltaïques.

[E12.50] Enquêteur : Mais c'est des choses vraiment pointues.

[E12.51] PS : Mais c'était la seule chose qui nous manquait sur le toit !

Simon et Sophie R. (E10) cherchaient également des conseils pour la rénovation de leurs appartements, pour réaliser des diagnostics énergétiques.

C'est à partir de leurs propos que l'on se rend compte qu'il y a eu un amalgame, assez largement par les enquêtés mais aussi sans doute au sein d'un public plus large, entre le « bilan carbone » et le « diagnostic énergétique ».

Enquêteur : (...) j'aimerais savoir qu'est-ce que vous êtes venus chercher à Objectif Climat finalement ?

Simon : Ben moi je voulais chercher justement des conseils, donc moi bon j'avais fait venir l'architecte, après bon le truc avec les...les comment ça s'appelle là, le machin qui était venu ?

Sophie : Je sais plus... Diagnostic énergie non ?

Simon : Oui diagnostic énergétique oui ! Le truc bilan carbone, il faut payer 200 euros une connerie comme ça, il était venu un soir, il a regardé tout et il a dit ouf, ouf, d'un air sceptique et il nous a jamais rien envoyé.

Ces personnes sont venues aux réunions avec des attentes totalement décalées par rapport à la démarche d'Objectif Climat, et néanmoins elles ont persisté dans le groupe de Volontaires – même si, a posteriori, elles s'estiment déçues de ne pas y avoir trouvé ces conseils. Sans doute espéraient-elles que des séances y seraient exclusivement consacrées ? Certains, dont l'époux de Marianne (E5), se sont également rendus à ces réunions en pensant y trouver des conseils sur l'isolation ou la rénovation mais n'ont pas souhaité poursuivre – c'est à ce moment là sa femme qui s'est intéressée à cette démarche. Autrement dit, cette démarche inscrite dans le quotidien répugnait à son mari, alors que pour elle, c'était précisément l'intérêt qu'elle y trouvait.

Cette dimension de genre (répartition homme/femme) des intérêts et les attitudes vis-à-vis du quotidien n'est pas très surprenante, elle renvoie à une division sexuelle des tâches qui reste très ancrée. Elle se traduit dans notre enquête de la manière suivante : les femmes sont les gardiennes du quotidien, les hommes s'occupent de la construction !

On ne peut pas réduire cependant la recherche de conseil à cette dimension purement technique. Il y avait aussi chez un certain nombre d'enquêtés des attentes beaucoup plus floues de propositions d'action.

Enquêteur : Et qu'est-ce qui a fait que vous avez assisté aux réunions (d'Objectif Climat) ?

[E15] Franck T. : Bon alors ce qui m'a amené là ... c'était dans la suite de tout ce que je vous ai dit... je me suis dit bon l'Objectif Climat, ça peut nous apporter des idées ... ça peut nous expliquer ce qu'on fait pas de correct ou ce qu'on peut améliorer ... bon voilà ce qui m'a amené quoi et puis c'était de se dire, on peut pas continuer à polluer à fond les gamelles, il faut essayer de faire des efforts ... où est-ce qu'il faut faire des efforts etc. ...

Cela rejoint l'idée « d'audit » de Cyril, qui traduit un certain état d'incertitude de la part de ces personnes ; tout en adoptant une démarche écologique, elles ne sont pas certaines de « bien faire ». Elles sont alors demandeuses de conseils très personnalisés, d'une expertise également qui leur permette de trancher face aux interrogations qu'elles peuvent avoir.

C'est aussi l'attente de Caroline et Stéphane (E4) qui eux n'ont pas pu intégrer un groupe. Cependant, il y a une différence radicale dans la nature de ces « idées » attendues. Caroline, elle, accorde de l'importance à ces « petits gestes », qui sont plus faciles à s'approprier et à mettre en œuvre, étape par étape. Franck T. (E15), lui, est plus critique. Il attend des propositions d'une autre envergure.

[E15] Je suis en train de me dire, moi à mon niveau, il faut que je fasse quelque chose Euh je suis allé sur internet pour les produits d'entretien ... qu'est-ce qu'on peut ... bon ma femme achète des produits verts en général [...] parce que là aussi il y avait fabrication de savon et tout bon ... moi j'ai pas pu y aller parce que j'avais autre chose ... honnêtement fabriquer du savon ... si on se met à fabriquer du savon, machin, truc ... on s'arrête plus quoi, hein !... il faut faire un peu la part des choses ... »

La conciliation des deux, petits-gestes ou gros-investissements, comme des attentes masculines-structurelles et féminines-quotidiennes paraît difficile à atteindre. C'est pourtant tout l'enjeu de la problématique.

La convivialité

Ceux qui étaient assez avancés dans leur démarche ne sont pas tous sortis déçus de leur participation. René S. (E14) recherchait quant à lui dans le groupe une confortation, bien plus qu'un « simple » échange d'idées ; en s'intégrant dans un groupe convaincu par les enjeux climatiques et environnementaux, il s'attendait à se sentir entouré de gens qui partagent pleinement ses conceptions.

Enquêtrice : Alors qu'est-ce que ça vous a apporté votre participation au groupe des VPC ?

[E14] René S. : Bah déjà des rencontres hein, de, de voir des gens ... donc des gens qui ... et **puis de voir que les idées sont un peu partagées quand même ... on sent on est pas tout à fait seul ... il y a quand même des gens qui sont prêts à faire des efforts** ... bah moi quand j'y allais bah je n'ai rien

changé parce que au niveau de la maison, les gens après on discutait, on disait tiens moi je fais ceci, je fais cela, mais souvent et c'est pas pour me vanter, tous les problèmes qu'on abordait on les avait déjà solutionné ici quoi ... donc euh voilà ... et puis les gens ils sont venus aussi hein voir ... mais bon, mais on peut toujours améliorer quoi c'est vrai ...

L'une des principales motivations des volontaires dans leur participation aux groupes était de pouvoir échanger des idées et des bonnes pratiques, de découvrir auprès d'autres ménages ce qu'eux-mêmes avaient expérimenté et voir dans quelle mesure ils pouvaient l'appliquer chez eux.

Les hommes du groupe ont pu échanger sur les avantages comparés des panneaux photovoltaïques ou des techniques d'isolation, mais le coût de certaines installations reste une limite.

Toutefois, un certain nombre d'enquêtés ont regretté que les temps d'échange entre les membres du groupe étaient trop restreints, les discussions étaient orientées par la présentation de l'intervenante ou de l'invité du jour. Cela n'a pas favorisé la mise en place d'une dynamique de groupe autonome, ce que quelqu'un comme Marianne (E5) par exemple, regrette tout particulièrement.

En synthèse, on peut souligner combien ce dispositif apparaît comme ambivalent. D'un côté, il s'adresse au plus grand nombre, et particulièrement ceux qui sont au début de leur questionnement sur le lien entre leurs pratiques quotidiennes et l'impact de celles-ci sur l'environnement et le climat. D'un autre côté, il attire des personnes qui sont déjà relativement sensibilisées, et dont les marges de progression sont réduites. Certaines en sortent déçues (E12, E7, E15), mais d'autres y trouvent des motifs d'intensification ou d'élargissement de leurs pratiques (E3, E16, E13), voire même leur donne une nouvelle cohérence et cohésion (E5). Parmi celles qui se disent déçues, nous avons vu que la source de la déception peut provenir d'un amalgame et d'une confusion sur les objectifs de l'association ; toutefois, en dépit d'une évaluation plutôt négative du dispositif et de l'impression de ne rien avoir changé, des progressions sont possibles (c'est le cas de Pierre, E12). A l'inverse, des participants peuvent avoir une évaluation plutôt positive du dispositif et de leur participation au groupe, mais admettre ne pas avoir réalisé de changement significatif dans leurs pratiques quotidiennes (c'est le cas de Sandrine et Alain F, E3). Le rapport au changement n'a donc pas de lien direct avec l'évaluation que les personnes peuvent avoir du dispositif. C'est ce que nous allons explorer à présent.

3) La modification des pratiques au quotidien

Les recommandations pour devenir plus écologiquement « vertueux » (celles émises par Objectif Climat ou celles que les volontaires peuvent rencontrer par d'autres biais) sont-elles perçues comme formant

un nouveau système intégré de pratiques, ou bien conduisent-elles à des aménagements ou des « bricolages » entre les anciennes et les nouvelles pratiques ? Quelle en est la cohérence, du point de vue des individus ? Quelle est l'intensité ou l'ampleur des changements obtenus ? Et quel est leur potentiel d'exemplarité et donc de diffusion ?

a) Changement des pratiques et vie quotidienne

Changer ses habitudes du quotidien, c'est vouloir s'attaquer à tout un ensemble de petits actes que l'on a mis en place au départ pour nous rendre la vie plus pratique, et qui finissent par former un système.

Dès la fin des années 1970, Jean Baudrillard a avancé une théorie de la société de consommation qui reste éclairante par rapport à notre problématique du changement climatique, notamment sur deux points. Il nous éclaire tout d'abord, sur la signification du quotidien : celui-ci « n'est pas seulement la somme des faits et gestes du quotidien, la dimension de la banalité et de la répétition, c'est **un système d'interprétation** » (Baudrillard, 1970, p.33). La quotidienneté est l'espace intérieur dans lequel l'individu réorganise le monde à son échelle, pour lui donner un sens, mais aussi pour se créer un sentiment de sécurité. Cette appropriation sécurisante de l'environnement se fonde sur *une exclusion* du monde global ou monde réel, social et historique.

D'où un premier problème : changer nos « modes de vie » suppose en quelque sorte « d'infiltrer » les schèmes comportementaux sécurisants et exclusifs de la totalité du monde pour favoriser l'intériorisation de pratiques ou de schèmes comportementaux alternatifs. Cela suppose une phase de déstabilisation des schèmes sécurisants, et l'on peut comprendre les comportements d'évitement ou de résistance comme un besoin de maintenir l'intégrité de cette sphère intérieure sécurisante. Toutefois, la vie sociale est dynamique et ces efforts pour maintenir ce système de pratiques du quotidien sont exposés aux « frottements » produits par nos interactions sociales. L'individu n'est pas tout seul, comme dans un vide social, confronté à la représentation de ce risque global. Par ses interactions entre son environnement social, les types de réseaux sociaux dans lesquels il s'insère, le rapport aux médias et aux institutions qu'il entretient.

Les comportements ou les opinions des individus dépendent des structures dans lesquelles ils s'insèrent (Degenne et Forsé, 1994). Cependant, expliquer les comportements et opinions ne se réduit pas à les rapporter à des catégories simples comme le sexe, l'âge ou la position sociale. L'appartenance à des réseaux est probablement beaucoup plus structurante, à travers les relations concrètes entre individus. Ce sont ces relations qui créent les normes émergentes (et non, pour la

sociologie, des attributs psychologiques des individus), car ces relations pèsent sur les choix et les orientations des individus qu'elles relient. Nous avons adopté l'hypothèse suivante : un individu aura d'autant plus de chances d'adopter un comportement « écologiquement vertueux » que le réseau dans lequel il s'insère constitue un support ou une source d'approbation de celui-ci. A l'inverse, l'individu qui manifeste un intérêt pour les questions écologiques mais qui est faiblement articulé ou en lien avec des réseaux sociaux congruents peut avoir plus de difficultés à traduire en pratique les modifications de comportement. Ceci peut se traduire en termes de « dissonances cognitives », si cette personne se retrouve en porte-à-faux entre ce qu'elle « sait » ou croit connaître et ce qu'elle estime qu'elle « devrait » faire.

C'est pourquoi on peut voir le quotidien comme à la fois un système de pratiques, et comme exprimant une part de l'identité sociale des individus. C'est dans l'espace des pratiques du quotidien que l'on trouve le lien entre les *habitudes* et la notion sociologique d'*habitus*.

L'*habitus* correspond aux manières d'être, de faire et de penser que chacun acquiert au sein de sa famille, et des différents milieux fréquentés (le milieu professionnel, les relations amicales, de voisinage, les réseaux militants ou les associations, etc.). Il renvoie donc aux parts de déterminations sociales dans nos pratiques quotidiennes comme dans nos choix d'existence. L'habitude pour le sens commun est réduite au petit geste routinier et sans importance. Or, une définition à la fois plus large et plus précise de l'habitude nous paraît bien adaptée à l'analyse des pratiques sociales du quotidien. J.C. Kaufmann l'attribue à Aristote et la décrit comme « ce par quoi nous transformons des données issues de l'expérience en dispositions durables, qui structurent les comportements à venir. Elle fonctionne comme une médiation permanente entre extériorité et intériorité, entre société et individu » (Kaufmann, 2008, p. 24). Le concept d'*habitus* est fortement marqué par les élaborations théoriques de P. Bourdieu, qui avait choisi cette désignation pour distinguer l'*habitus* de son alter ego du sens commun, l'habitude. Néanmoins, les deux concepts ont en commun d'échapper dans une large mesure à la conscience, et d'être le produit d'une accumulation ou d'une forme d'accoutumance.

Au fur et à mesure de la répétition, jour après jour, geste après geste aussi microscopiques soient-ils, ces formes d'agir et d'être sont lentement et profondément « incorporées », et finissent par apparaître comme des évidences, grâce auxquelles nous n'avons plus besoin d'y penser. Les habitudes sont ce qui nous économise du temps de pensée sur ce que nous faisons, et l'*habitus* sur qui nous sommes.

Or, l'introduction de nouvelles normes ou nouvelles valeurs, comme la volonté de se rapprocher de l'idéaltype de l'homo écologicus (ou l'écocitoyen modèle), vient gripper cette mécanique du quotidien. Loin d'être anodins et sans importance, tous les micros conflits qui alimentent le dialogue intérieur révèlent au contraire les grilles de lecture de l'existence socialement forgées, entre valeurs déjà

intégrées et valeurs ou comportements concurrents, par exemple entre la jouissance hédoniste que le monde de la consommation ne cesse d'encourager et la représentation d'un comportement écologiquement vertueux qui prône la modération de la consommation voire l'abstinence. La valeur modération elle-même peut être sujette à de multiples interprétations, à des variations chez la même personne, selon les moments et les circonstances, dans le sens du durcissement ou de l'assouplissement.

Ainsi, l'unité du soi et la congruence individuelle, est une illusion, mais une illusion nécessaire.

Partons dans un premier temps du recensement de toutes les pratiques, tous les « petits gestes » que nos enquêtés mettent en œuvre dans les différents domaines.

L'habitat-Energie domestique

Action	Ils le font	Fait partie de leurs références, mais n'appliquent pas	En désaccord par rapport à cette prescription
Installer des panneaux photovoltaïques	E8-Cyril (en projet, pourquoi pas) E12-Pierre ; E14-René; E13-Camille (:83)	E11-Michel & Fabienne (:78); E15-Franck E7- Charles & Alice (doutent)	E6-Jean;
Réalisation d'un bilan énergétique de la maison	E3-Alain (:117); E10-Simon&Sophie ;		
Réalisation de travaux pour isoler son logement	E3-Alain; E8-Cyril; E13-Camille (:83) E7-Charles & Alice	E11-Michel&Fabienne	
Choix des isolants	E6-Jean (:291) ;		<i>E8-Cyril</i>
Investir dans un système de chauffage alternatif (bois, géothermie, etc.)	E2-Marguerite (:63); E3-Alain (:143); E5-Marianne (:56); E14-René; E15-Franck E7- Charles & Alice	E11-Michel&Fabienne	
Réduire les températures de chauffage	E8-Cyril (203)		
Ne pas chauffer toutes les pièces	E9-Louis&Séverine; E2-Marguerite (:78)		
Economiser l'électricité (éteindre les lumières et les appareils lorsqu'ils ne sont pas utilisés)	E13-Camille (:185 ; 189)		
Avoir des multiprises pour éteindre les appareils	E4-Caroline&Stéphane;		
Ne pas laisser son écran de télé en veille	E4-Caroline&Stéphane;		
Choisir des ampoules basse consommation	E4-Caroline ; E8-Cyril (:205); E15-Franck ;		E10-Simon (:302)

Dans le domaine de l'habitat, le fait d'avoir une majorité de propriétaires, qui plus est de maisons particulières, donne des résultats un peu différents des enquêtes que nous avons pu effectuer en milieu urbain, où les possibilités d'investissement sont beaucoup plus contraintes. L'installation de panneaux photovoltaïques est pratiquement une norme acceptée par tous ; quand elle est contestée ou délaissée, c'est davantage en raison du coût ; c'est la raison principale pour laquelle Cyril (E8), Franck (E15) et Michel et Fabienne (E11) ne les ont pas encore installées. Pour Jean par exemple, il est assez

significatif que lorsqu'on lui demande s'il n'est pas possible d'agir au niveau individuel, les investissements dans l'habitation sont la première chose à laquelle il pense. Mais Jean est très critique sur le coût que représentent ces investissements.

Enquêteur : Mais alors vous pensez qu'il est rien possible de faire au niveau individuel ?

E6-217 Jean L : On peut rien faire. Vous mettez du photovoltaïques, vous mettez du solaire et tout ça, bien sûr vous aidez un peu la planète mais à quel prix ?

E6-218 Enquêteur : Ca demande trop d'investissement alors ?

E6-219 Jean L : Oui ça vaut 3 fois moins cher [dans la réalité]. Le chauffage de l'eau sanitaire avec des capteurs. L'Etat a dit on aide les gens qui font poser ça y'a une prime de 50% de déduction d'impôts, de la valeur du produits. Dans le même mois, tous les artisans ont augmenté leurs produits de 50%. Et personne n'a bronché ! Non mais c'est quoi ce bazar ?

Pour des raisons de surcoût, Franck ne l'a pas installé chez lui ; lui aussi dénonce une augmentation des coûts, mais ne met pas en doute leur utilité. Simon (E10), lui, n'a pas réalisé cette installation parce que son toit n'a pas l'exposition au soleil nécessaire. Caroline et Stéphane se sont vu proposer un diagnostic, mais ils s'interrogent sur la viabilité et pensent que l'investissement outrepassent leurs capacités financières. Les aides de l'Etat focalisent particulièrement l'attention sur ce type de mesure.

De même dans le domaine de l'isolation. Franck (E15), Jean (E6) et René (E14), ont fait des choix de renforcement de l'isolation au moment de la construction de leur maison (« biomur »). Tous ceux qui ont fait construire parmi nos enquêtés ont eu une attention particulière sur cette question, même lorsque la construction est plus ancienne (comme Marguerite, E2). Parmi ceux qui habitent des maisons anciennes, Alain (E3) raconte qu'il a fait réaliser un bilan énergétique par l'Ademe, à la suite de sa participation au groupe des Volontaires pour le Climat. Il a pris conscience à ce moment-là de l'importance des émissions de gaz à effet de serre que représente le logement. Il a ensuite fait réaliser des travaux d'isolation dans sa maison. Cyril (E8), lui, n'est pas passé par le diagnostic. Passionné par ces questions, il a effectué des recherches personnelles et il est arrivé à la conclusion que le polystyrène, isolant aujourd'hui selon lui décrié dans « le milieu écolo », devait avoir un bilan carbone qui n'était pas si mauvais puisqu'il peut être produit localement et coûte peu en transport. Il utilise ainsi le Bilan carbone de façon intuitive, pour jauger les préconisations du « milieu écolo » (soit principalement les sites internet qu'il consulte). De son côté, Michel (E11), qui lui aussi se dit passionné par ces questions de construction écologique, a fait des choix paradoxaux. Il a choisi une maison des années 1970, en habitat isolé, où un certain nombre de travaux sont à effectuer, mais il ne semble pas faire une priorité du changement de son chauffage au fioul ou de l'amélioration de l'isolation de sa maison. Il évalue de façon subjective la qualité de l'isolation (sans diagnostic), et estime que pour l'instant, une contrainte budgétaire suffisamment forte ne s'exerce pas en faveur de ces changements, tant que le fioul n'est pas trop cher. On ne peut pas expliquer ce choix par un manque de sensibilisation ou de connaissance des ressources locales de conseil, puisqu'il participe à des discussions locales sur

la mise en place d'un Plan Climat. Et sa participation au groupe des volontaires ne semble pas l'avoir véritablement motivé à avancer sur cette question. Aussi, on peut voir un contraste entre Michel (E11) et Alain (E3), le premier, très intégré dans les réseaux environnementaux, sans doute sensibilisé par Objectif Climat sur le fait que en France, les chaudières des maisons engendrent des émissions de gaz à effet de serre supérieures à celles des voitures (Jancovici, 2011⁶), ne franchit pas le pas, tandis que le second, plus novice sur les questions environnementales a été beaucoup plus sensibilisé à cet argument. Il n'est pas certain que la variable du revenu soit la plus pertinente pour expliquer ces différences. Entre les deux, il y a deux différences : d'abord le niveau de revenu, ensuite le degré d'implication dans les associations. On peut poser l'hypothèse que Michel est resté un peu en dehors de la démarche des Volontaires. Les groupes se sont constitués avec un certain nombre de personnes qui y ont participé pour des raisons qui mêlaient les raisons professionnelles et des motivations personnelles. Michel s'est-il vraiment pris au jeu alors qu'il reconnaissait qu'il s'est intéressé à la démarche d'Objectif Climat pour « voir comment ça marchait » ? Est-ce que son implication dans les associations environnementales, de la même façon que les volontaires qui travaillent dans ce domaine, ne suscite pas une certaine forme de réserve ? De fait, dans l'entretien de Michel et Fabienne, comme dans celui de Marguerite, autre enquêtée fortement engagée, nous avons des discours très généraux, mais une certaine difficulté à redescendre au niveau des pratiques. Cela ne veut pas dire qu'ils en font moins que les autres, mais tous ces petits gestes acquièrent un tel niveau d'évidence qu'ils ne les mentionnent pas. Ce n'est donc sans doute pas un hasard si ceux qui nous ont le plus mentionné des « petits gestes » parmi ce qu'ils peuvent faire dans le domaine de l'habitat, tels que les multiprises pour couper les appareils en veille ou le remplacement des ampoules à incandescence, sont Caroline et Stéphane (E4), qui se disent plus novices ou « moins avancés » (comme le dit Caroline) sur les questions d'environnement.

C'est bien évidemment dans le domaine de l'habitat qu'apparaissent le mieux les inégalités sociales parmi ceux qui ont « la fibre écologique » (pour reprendre l'expression de Pierre, E12). Ces inégalités ne s'expriment pas seulement dans le fait d'être propriétaire ou pas, ou d'avoir les moyens financiers d'investir dans les panneaux solaires, la géothermie ou demain les éoliennes, et ceux qui ne les ont pas. L'inégalité s'exprime aussi (et peut-être surtout) dans les **motivations** que l'on a à faire une chose ou à ne pas la faire. Par exemple, lorsque Louis et Séverine disent qu'ils ne chauffent pas toutes les pièces de leur maison en hiver, la motivation première est économique, car Louis a une toute petite retraite dont ils vivent à tous les deux. De même, le potager est une passion, mais c'est aussi selon l'expression de P. Bourdieu, une « nécessité faite vertu » pour eux. C'est-à-dire que compte tenu de

⁶ http://www.manicore.com/documentation/chauffage_electrique.html

leur niveau de vie, l'apport du potager est indispensable pour qu'ils s'assurent une alimentation variée et de qualité. Il n'en est rien pour Jean (E6) qui est tout autant passionné par son potager, où il cultive en biodynamie, mais qui touche une retraite bien plus confortable. De même Marguerite (E2), explique qu'elle n'allume le chauffage dans certaines pièces que lorsqu'elle a la visite de ses enfants ; mais elle a fait installer un système de « dalle chauffante » qui bien plus sophistiqué que les installations standards.

On pourrait ainsi dresser, en matière d'économie d'énergie, un axe continu entre ceux qui font « de nécessité vertu » et réduisent par la contrainte de leurs revenus, et ceux, à l'opposé, qui ont une sorte de consommation de prestige (voire ostentatoire) de toutes les dernières technologies de chauffage, d'isolation, de construction. Il serait intéressant de pouvoir comparer, au final, les bilans énergétiques de ces sobres par nécessité et de ces sobres grâce à la technologie, qui ont les moyens d'investir pour ne rien diminuer de leur niveau de confort. Les incitations au changement, dans ce domaine, devrait en tenir compte.

Les transports

Action	Ils le font	Fait partie de leurs références, mais n'appliquent pas	En désaccord par rapport à cette prescription
Se passer d'une voiture	E16-Suzanne;		E13-Camille (239 : une jeune mère ne peut pas s'en passer)
Acheter un véhicule hybride	E2-Marguerite (253)		
Faire du covoiturage	E10-Simon R. ; E12-Pierre E13-mari de Camille (53)	E1-Anaïs : le faisait lorsqu'elle était étudiante en Vendée aujourd'hui incompatible avec son activité professionnelle	
Prendre les transports en commun (pour aller à Strasbourg, notamment)	E16-Suzanne (:18); E6-Jean (:74) E7-Alice (:94)	E5-Marianne (:25 = critique, mal organisés localement); (:73= trop chers pour aller à Strasbourg) E8-Cyril	E13-Camille ;
Regrouper ses déplacements pour optimiser l'usage de la voiture	E2-Marguerite ; E9-Louis+Séverine; E5-Marianne;		
La marche pour les courtes distances	E12-Pierre S (165); E13-Camille (240); E14-René ; E16-Suzanne (48)		
Prendre le vélo (électrique éventuellement)	E4-Caroline		E2-Marguerite (82) E5-Marianne
Ne pas prendre l'avion	E1-Anaïs ; E2-Marguerite (« je me suis interdit deux - trois voyages à l'étranger »); E11-Michel et Fabienne (:149)		E12-Pierre (train et voiture trop fatiguant, trop cher par rapport à l'avion, « tant pis pour l'écologie »)
Pour les longs trajets, préférer le train à l'avion ou la voiture		E11-Michel et Fabienne (pas pratique, pas souple, plus cher)	
Choisir un lieu d'habitation mieux desservi (plus urbain!)	E16-Suzanne;		E11-Michel&Françoise

Parmi les habitants du Parc, la voiture apparaît comme indispensable pour la plupart. L'attachement à la voiture se juge d'abord aux réactions lorsqu'on les interroge sur leur utilisation des transports en commun. De fait, si l'attachement à la voiture est souvent justifié par des questions de commodité et d'efficacité, le maillage du réseau des transports leur pose de problèmes, qui pèsent de façon inégale en fonction du lieu de résidence.

Suzanne, qui a déménagé à Haguenau, est la seule qui a renoncé à sa voiture, et prend les transports en commun, mais elle admet que lorsqu'elle habitait Marienthal, c'était inenvisageable. Jean les prend « le plus souvent possible ». Mais pour d'autres, bien que cela fasse partie de leurs références, cela

impliquerait des contraintes trop fortes – le temps de trajet serait doublé ou la fréquence est insuffisante, surtout en dehors des horaires de pointe. Ainsi pour Cyril qui travaille à Strasbourg :

[E8-45] **Cyril** : (...) Après, le transport, c'est vrai que ça a pas changé ma façon de faire, à cause de mes horaires, trop, heu, trop changeants. Je *pourrais* le faire, prendre le vélo et le train, ou laisser ma voiture là-bas, tout ça, mais c'est vrai que ça m'alourdirait énormément mon temps de trajet. »

Aussi, à l'instar de Cyril, la plupart des enquêtés estiment que leur participation au groupe des Volontaires ne les a pas amenés à changer leurs pratiques dans ce domaine. La principale raison avancée est une moindre efficacité des transports en commun : il est plus difficile de se rendre de porte à porte dans un temps raisonnable, surtout à certains horaires, selon les enquêtés.

Enquêteur : Au niveau des transports qu'est-ce que vous avez changé ?

E15-Franck : Bah transport je vois pas trop ce que je peux changer ... si je vais à Strasbourg, c'est un rendez-vous, c'est pour faire des courses ... bon ben ça n'a rien changé, parce que même si il y a le train, il faut savoir qu'en fin d'après-midi le train c'est ... ou alors c'est le car, mais se farcir un car jusqu'à 10h du soir, bonjour ... et puis si on a un rendez-vous et uniquement un rendez-vous c'est un peu compliqué. Donc euh la voiture je vois pas [comment me passer de la voiture]... (...)

Pour les femmes, en particulier celles qui travaillent et doivent conduire les enfants aux différents lieux de garde ou aux écoles, il n'est pas envisageable de se passer de la voiture.

[E13-240] Camille : Le problème est le même, moi j'ai des enfants à déposer à un endroit, donc, après il faut que j'aille vite fait à cet endroit-là, il ne faudrait pas que ça se fait en 62 heures, après le jour où j'ai plus d'enfants... De ce point de vue, la structure familiale dérange. Après pour mes autres courses, je pars en vélo ou à pied.

Les enquêtés réagissent assez fermement contre cette condamnation de l'automobile, sans tenir compte des contraintes qui s'exercent sur eux, tout particulièrement en milieu rural. C'est le cas de Marianne :

[E5-75] Marianne : Mais là je suis pas tout à fait d'accord avec le calcul ! c'est bien facile de prendre tous les aléas, et pis à la base de ça dire que le ticket finalement il coûte par si cher que ça ! et ben non je suis désolée ! euh... dans chaque foyer il y a une voiture. Et pour ma part, je ne peux pas être sans voiture. Je suis à Froeschwiller, il faut que je descende que je remonte, j'ai la phobie du vélo, et marcher ça me prend beaucoup de temps. J'aime beaucoup marcher, ça c'est pas un problème. Mais bon, j'ai plein de sauts de puce à faire et j'ai beau faire l'organisation en me disant bon, ben voilà je vais jusqu'à Haguenau donc je vais faire ça à Woerth ensuite je vais faire à Morsbronn ensuite à Ingwiller, je vais m'arrêter à Haguenau et pis hop, je vais pouvoir passer encore à Brumath et enfin à Strasbourg ! non ! ça n'est pas possible ! (...)

Michel exprime très bien ces contradictions entre cet idéal de l'écocitoyen (se passer de sa voiture) et la réalité des pratiques au quotidien, qui s'exerce particulièrement dans ce milieu rural ou semi-rural :

[E11-89] **Michel** « On aimerait bien faire, tous être exemplaires, être... voilà ! arrêter de culpabiliser, et puis voilà se montrer en exemple, voilà, on aimerait bien ! C'est pas facile, c'est pas simple, il y a d'autres contraintes dont il faut tenir compte, on aimerait bien prendre le bus pour aller au boulot, les lignes de bus on peut les regarder, elles ne sont pas trop géniales pour aller sur Haguenau pour l'instant, puis il faut une heure hein, je veux dire actuellement pour aller au boulot en déposant Fabienne en ville, vingt bonne minute c'est plié. Si on prend le bus il y a plus de trois quart d'heure, et j'arrive pas à être à sept heures et demi à mon boulot, et il faut que je négocie avec mon patron pour que quelqu'un vienne ouvrir le magasin à ma place voilà. C'est pas évident pour l'instant, en attendant on covoiture [entre eux], c'est déjà bien. On prend une voiture pour faire le trajet, c'est déjà ça quoi, après il y a des choses qu'on fait, il y a des choses qu'on ne fait pas, peut être qu'un jour on arrivera à les faire. On ne peut pas demander aux gens d'être exemplaires, voilà parce que, il y a le monde qui nous entoure et il faut faire avec ».

Marianne estime que sa participation à Objectif Climat l'a conduite à réfléchir à ses trajets, mais que les transports ont constitué sa « pierre d'achoppement ». Elle voudrait bien s'approcher de ce modèle idéal qui est construit autour d'une pratique urbaine, où l'on peut plus facilement se passer de voiture, mais c'est irréalisable pour elle.

Malgré tout, en dépit de ce constat d'impuissance, les enquêtés ont envisagé, évalué (adopté et parfois rejeté) divers palliatifs.

Le premier est l'achat d'une voiture hybride. C'est le choix qu'a fait Marguerite (E2), dès la sortie de la première voiture de ce type, elle en a profité pour changer de véhicule. Mais faut-il changer sa vieille voiture qui serait plus polluante pour une neuve plus économe et moins polluante ? Est-ce que le bilan est positif au final ? C'est une question que se posent assez largement les enquêtés, qui aimeraient savoir dans quelle mesure l'ancienneté de leur voiture alourdit leur Bilan Carbone. René, a « une vieille Passat de 23 ans ». Il imagine que ses voisins doivent trouver bien contradictoire qu'un propriétaire de maison tellement exemplaire possède simultanément une voiture aussi vieille. Mais René explique que sa fille cadette, devenue écoconseillère, lui conseille de ne pas la remplacer, car selon elle, la production d'une nouvelle voiture engendrerait une dépense énergétique plus importante que la sur-pollution de la Passat jusqu'à la fin de sa vie. René a la chance d'avoir trouvé un conseil personnalisé qui le sort de ses doutes et interrogations. Ce n'est pas le cas de Camille : cette dernière rapporte qu'elle a une voiture qui a à présent 13 ans et qu'elle songe à la renouveler. Elle est assez perplexe face à l'offre de véhicule actuelle : électrique, hybride, conventionnelle ou économique ?

D'autres solutions sont envisagées par nos enquêtés. S'ils ne peuvent pas se passer de leur voiture, ils essaient de regrouper les déplacements en les optimisant, ou bien ils covoiturent au sein du couple, à l'exemple de Michel dans son propos ci-dessus mais aussi de Marguerite (E2).

Franck, lui, dit avoir adopté une conduite plus souple, ainsi que regroupé ses déplacements. Et selon lui, il a pu obtenir une certaine marge de progression.

Enquêteur : Au niveau des transports qu'est-ce que vous avez changé ?

E15-Franck : (...) alors si en voiture, moi j'essaye de faire des efforts, j'ai changé un peu de conduite, au lieu d'accélérer un peu plus fort j'ai essayé de réduire ma consommation ... bon on y est arrivé... Alors c'est vrai c'est pas des voitures récentes, encore qu'il y en a une qui est de 2005, l'autre est de 1998, donc sont pas hyper récente, mais c'est un coût financier dans tout ça. Bon j'ai essayé de réduire la consommation, et puis, globalement,... Et puis chaque fois que je peux mais c'est assez rare, on est retraité, les déplacements je les fais avec ma femme... bon les déplacements on a essayé aussi de les limiter, dans le sens que d'aller plutôt un coup à Saverne un coup là, on a essayé de regrouper les commissions, ou des trucs comme ça pour pas se déplacer et y retourner le lendemain ou dans l'après-midi, quoi. Bon ça on a essayé de faire. »

Pour les courts trajets, les enquêtés rejettent globalement le **vélo** qui est jugé trop dangereux sur les petites routes de la région (c'est l'avis de Marguerite, Franck et Marianne). Ils privilégient la marche à pieds. Pierre et sa femme, qui se rendent régulièrement à pieds de Reichshoffen à Niederbronn, auraient même été surnommés « les marcheurs » par leurs voisins.

Pour les trajets de longue distance, le dilemme de l'alternative à la voiture se pose pour un certain nombre. L'usage de **l'avion** clive les enquêtés : certains affichent leur engagement écologique en rejetant l'avion, par conviction. C'est le cas d'Anaïs et de son mari (E1), de Marguerite (E2) ou encore de Michel et Fabienne (E11). Pour Pierre en revanche, il n'est pas question de renoncer à l'avion. Il reconnaît que ses voyages sont la seule colonne qui dénote dans son Bilan carbone, mais une fois mis en balance le temps de voyage, la fatigue, l'insécurité et plus encore, *le prix*, l'avion l'emporte, et alors « tant pis pour l'écologie ».

[E12-85] Pierre : L'avion c'est une heure vingt et c'est 183 euros aller retour ! La voiture c'est... non pas dix heures, mais il faut y aller la veille parce que le bateau part à midi, donc prendre un hôtel. Bon, donc il reste le train. C'était Strasbourg Paris et Paris machin, ou alors Strasbourg Vintimille. Bon, j'ai tapé Strasbourg Vintimille et je tombe sur un article d'une dame qui est allé dans le machin, qui s'est faite violée, bon... bon.

E12-88 JD : Mais les gens se font violer partout !

E12-89 Pierre : Oui, mais la brave dame s'est plaint au contrôleur qui est venu, c'est tout juste s'il l'a crue. En plus c'était une avocate, ou quelque chose comme ça. Et en fait, j'ai regardé le prix, le prix [du train] c'était on va dire 200 euros. Donc c'était plus cher que l'avion ! (...) Donc à la limite, mon émission de CO2, euh... Je veux dire la fatigue, voilà ! Ce n'est ni financièrement intéressant, ni... **donc tant pis pour l'écologie en réalité.**

Michel et Fabienne, comme d'autres, font cette même observation. Bien que présenté comme le mode de transport le plus écologique, **le train** est aussi le plus cher. C'est ce qu'ils ont constaté, à leur grand regret, en préparant un voyage en Europe.

E11-149 **Michel** [une fois éliminé l'avion] Il restait voiture, train, bus. Et en étudiant tout ça, on se rend compte qu'au final, on prend la voiture. C'est vrai que la SNCF fait beaucoup de pub pour le train parce qu'on sait très bien que c'est un moyen de transport collectif, c'est bon pour l'environnement, ils militent aussi pour des prix bas, mais c'est pas vrai du tout, il y a quelque part un décalage entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font parce que c'est le moyen de transport qui est de loin parmi les trois le plus cher. En termes de budget c'est le plus coûteux. Et on a été très surpris, on s'est dit ça va être la voiture forcément.

Pierre n'évacue pas si facilement sa contradiction lorsqu'il dit « tant pis pour l'écologie », car plus loin, il explique que cet impact négatif sur son Bilan carbone l'ennuie tout de même un peu. Pour minimiser l'impact de ses déplacements, Pierre a tout de même mis en place une action : il a testé le covoiturage sur un long trajet, et il en est ravi.

Enquêteur : Et le covoiturage, vous le faites depuis combien de temps ? Objectif climat en a été un des moteurs ?

Pierre : Oui, dans la mesure où on était sensible aux pics de transport...

Enquêteur : Le fait de voir la représentation graphique de vos émissions, qu'est-ce que ça vous invite à faire ?

Pierre : C'était le seul point noir, on s'est dit qu'il fallait faire quelque chose. Si nous, le transport représente un gros paquet de carbone, si on amène deux ou trois personnes, ça va lisser un petit peu la courbe.

[E12-176] Pierre : Je pense que si c'est quelque chose de positif, on va l'instituer [le covoiturage] ! Et comme on a une fille à Rouen et un fils à Toulouse, voilà quand on se déplacera, on proposera, et puis après s'il y a quelqu'un qui vient, ben c'est bien mais si y'a personne c'est pas très grave ! on va pas en faire un commerce ! mais je trouvais que l'idée c'est... enfin on connaissait pas mais je trouve ça bien. Si après ça peut aider l'écologie et l'environnement tant mieux !

L'alternative entre les moyens de transport est donc plus fréquemment entre la voiture et le train, l'avion étant plus facilement éliminé pour les voyages en Europe. Mais lorsqu'est mis dans la balance le coût économique d'un côté, et le coût environnemental de l'autre, c'est la voiture qui l'emporte encore.

Enfin, il est des contradictions sans doute plus grandes encore que celles de nos enquêtés qui manifestent leur impossibilité de délaisser leur voiture. C'est celle des hommes politiques qui encouragent les citoyens à être responsables face aux enjeux du changement climatique, mais qui eux-mêmes ne font pas l'effort d'être exemplaires. Marianne blâme les députés de l'Assemblée nationale qui ne se donnent aucune restriction dans leurs voyages, tandis que Pierre dénonce le manque d'exemplarité des politiques locaux.

[E12-59] **Pierre** : On était un peu frustrés, enfin pas frustré mais offusqué puisque notre super maire est venu en 4x4 aux réunions. Alors je l'ai salué, et je lui ai dit « Bon, vous êtes venu en 4x4, vous allez changer de voiture maintenant ? » (Marmonne) Il dit « oui, je sais bien, mais voilà... » Donc il a compris le message que ce n'est pas tout à fait... pas très cohérent

[E12-60] Enquêteur : Pas très cohérent !

[E12-61] Pierre : Oui ! De dire aux gens venez, faites des économies et... je crois bien qu'il a changé de 4x4 mais il en a acheté un plus gros, alors... pff !

Comme dans les autres domaines, l'effort réellement partagé est celui qui est le mieux accepté par tous...

L'alimentation

Action	Ils le font	Fait partie de leurs références, mais n'appliquent pas	En désaccord par rapport à cette prescription
manger moins de viande	E8-Cyril (35); E12-Pierre (37); E13-Camille (247); E15-Franck		E6-Jean; E5- Marianne
Acheter de la viande blanche plutôt que rouge			E5-Marianne [E5-5]
Achats dans circuits courts (à la ferme, paniers, Amap)	E3-Alain-Sandrine (147); E5-Marianne (5 : viande); E11-Michel-Fabienne (39 : Amap porc, maraicher local); E13-Camille (49: viande locale + 107) ; E16-Suzanne (48)		
ne pas manger de fruits exotiques ou hors saison	E6-Jean; E12-Pierre; E16-Suzanne	E8-Cyril (le jour de l'enquête il y avait de l'ananas au menu)	E3-Sandrine E13-Camille;
manger bio	E1-Anaïs ; E7-Alice (98) E12-Pierre (9) ; E13-Camille (105);		E6- Jean
Ne pas fréquenter ou moins fréquenter les grandes surfaces	E2-Marguerite ; E13- Camille E16-Suzanne E12-Pierre		
sauvegarde du patrimoine (vergers, moulins)	E5-Marianne; E9-Louis		
plantes à usage médicinal	E5-Marianne ; E14-épouse de René;		
autoproduction			
le potager	E1-Anaïs, E2-Marguerite E3- Alain & Sandrine E4- Caroline & Stéphane E5- Marianne E6-Jean (46 : autarcie); E8-Cyril, E9- Louis & Séverine E11-Michel & Fabienne E12- Pierre E13-Camille E14-René E15- Franck		
fabrication de jus de fruits issu du verger	E5-Marianne; E2-Marguerite; E6-Jean ? ; E12-Pierre; E14-René ; E8-épouse Cyril		
conserves	E6-Jean; ; E5-Marianne E8-Cyril; E14-René		

• faire soi-même des gâteaux, bonbons, desserts pour éviter les emballages et les produits chimiques fruits desséchés	E13-Camille (49); E8-épouse de Cyril E5-Marianne		
• miel	E6-Jean		

Les changements des modes de vie se reflètent particulièrement dans le domaine alimentaire. L'entrée massive des femmes sur le marché du travail a eu des répercussions très sensibles sur les pratiques culinaires : les types de plats préparés ont eu tendance à se modifier au profit des plats qui demandent moins de temps de préparation et de cuisson. Le temps que les Françaises consacrent à la cuisine a été réduit d'un tiers entre 1974 et 1998. Depuis les années 1960, les enquêtes sur la consommation font état d'une progression continue des consommations de produits de l'agroindustrie, ce qui corrélativement signifie un « recul de la nature » dans la consommation alimentaire des ménages (Herpin et Verger, 2008, p. 52). Face à ce tableau, les pratiques qu'évoquent les enquêtés paraissent dans une certaine mesure en décalage par rapport à ces tendances de fond. A moins que la congruence entre leurs pratiques et les prescriptions écologiques ne signalent un retournement de tendance ?

Toujours est-il que dans ce domaine, nous trouvons un plus grand nombre d'enquêtés qui estime avoir « fait des progrès » par rapport aux prescriptions de l'association. Les sources de ce progrès sont soit dans la transformation des modes d'approvisionnement, soit dans la structure de la consommation elle-même, par la réduction des viandes et l'augmentation des légumes et aliments non préparés.

La réduction de la consommation de viande

La consommation de la viande bovine est un sujet de division des opinions entre les enquêtés. Quelques-uns comme Cyril (E8), Stéphane (E4) ou Simon (E10) adhère complètement à l'idée qu'il est nécessaire de réduire la consommation de viande, en particulier des viandes rouges. Cependant, la principale motivation est avant tout la santé, notamment pour Stéphane et Simon qui ont eu des ennuis de santé qui les ont contraints à diminuer leur consommation de viande avant l'entrée dans le dispositif Volontaires pour le climat. Pour Cyril, il s'agissait plutôt d'une conviction personnelle, qui trouve à travers le dispositif une nouvelle justification qui l'a conduit à réduire encore davantage la consommation de viande de la famille.

Pour d'autres, la réduction pose davantage de problème. Camille adhère à la prescription de consommer moins de viande, mais cette réduction a une limite pour elle :

[E13-286]Enquêteur : Est-ce que vous avez réduit votre consommation de viande ?

[E13-287]Camille : Oui, au maximum, une fois par journée, ça peut vous sembler dérisoire mais, c'est vrai qu'au début, on en consommait quasiment à chaque repas. Le soir jamais, et puis à midi, ça nous arrange, cinq fois par semaine à midi.

Pour Jean (E6) en revanche, pas question de devenir végétarien « *moi, j'adhère pas à ça* », nous dit-il. Pour Marianne (E5) en revanche, le problème n'est pas tant de diminuer la consommation de viande que de consommer de la viande locale, en s'approvisionnant en circuits-courts. Elle conteste vivement le mode de calcul du Bilan carbone qui attribue systématiquement une « mauvaise note » à la consommation de viande, particulièrement bovine (cf. sa citation p. 18). Elle n'admet pas la réduction, en achetant les vaches réformées elle a le sentiment de soutenir un agriculteur et de contribuer à un système cohérent. Elle n'admet pas non plus que l'élevage des volailles émette moins de gaz à effet de serre selon le Bilan carbone, elle n'envisage tout simplement pas que la qualité des produits et la quantité d'émission de GES que leur production nécessite puisse être dissocié. Un « bon produit », élevé localement et en dehors des circuits industriels, est forcément, pour elle comme pour la majorité, un produit « non pollué » et « non polluant », donc faiblement émetteur de GES.

L'adhésion à des circuits courts n'est pas systématiquement perçue comme une marge de progrès dans la démarche de réduction des émissions de GES. Soit parce que le but poursuivi n'est pas lié à la démarche de réduction - par ex. Simon (E10) et Stéphane (E4) qui ont réduit avant tout pour des questions de santé, soit parce que les pratiques d'approvisionnement local étaient déjà anciennes et qu'il n'y avait pas de marge de progression en la matière. C'est le cas de Pierre (E12).

[E12-37] Pierre : On nous a dit il faut manger moins de viande : on réduit autant que possible. Il faut manger écolo, il faut faire du jardin : on fait ça aussi. (...) Ça fait trente ans qu'on a fait ça, hein !

L'adhésion aux circuits courts

Michel (E11) est l'un de ceux qui exprime l'impression d'avoir « progressé » justement par la transformation des modes d'approvisionnement :

E11-127 Michel : « (...) Je pense quand même que si, dans notre consommation depuis deux ans il y a des choses qui ont changé positivement. Personnellement oui, nous je pense qu'on a un petit peu évolué aussi quoi, je pense qu'on était peut être pas les plus mauvais des élèves au départ parce qu'on était déjà conscient de pas mal de chose, on faisait déjà des efforts mais voilà, on a poussé un peu plus loin certaines choses, on s'est certainement un petit peu amélioré ».

E11-128 Enquêteur : Sur quoi vous avez l'impression d'avoir pu améliorer, dans quel domaine ?

E11-129 Michel L'alimentation je dirai, on n'a pas mal modifié nos habitudes, on a adhéré à l'Amap, c'était à mon avis en plein milieu de l'expérience, et je pense que c'était un peu suite à justement cette expérience là.

Alain (E3) s'est aussi intéressé au système des Amap⁷ ; il n'en a pas trouvé à proximité de chez lui, mais a découvert un maraicher qui propose des paniers de saison livrés à domicile.

Pour Suzanne (E16), la découverte de ce partenariat entre consommateur et agriculteur que sont les Amap (présentées lors d'une réunion d'Objectif climat) a été extrêmement stimulante pour elle et pour

⁷ Association pour le maintien de l'agriculture paysanne.

son mari puisque celui-ci, agriculteur double actif, a par la suite expérimenté lui-même la vente directe de viande bovine.

[E16-48] Je veux dire, je ne vais quasiment plus au supermarché, ça aussi ce sont d'autres habitudes de vie... Il y a le marché des producteurs, là en saison, entre avril et novembre, à deux pas. On est dans une AMAP aussi pour les produits laitiers, on est en train d'en monter une nous mêmes pour les colis de viandes.

La réduction de la fréquentation des supermarchés

Comme l'observe justement Marianne, adhérer à une Amap, fréquenter le marché local ou acheter directement auprès des producteurs locaux amène à d'autres habitudes de consommation. L'un des avantages de ces approvisionnements en « circuits-courts » est de permettre de réduire les emballages. C'est ce qu'exprime Camille :

[E13-329] Camille : C'est aussi dans cette idée là que je vais acheter directement chez le producteur parce que, outre le fait qu'il y ait moins de transport, il y a aussi moins d'emballage. Quand tu vas avec ton panier, tu cherches des œufs, tes légumes, c'est dans ton panier, c'est pas emballé, avec une petite casette.

La participation au groupe permet de conforter ces pratiques.

Les enquêtés ne cessent pas complètement leur fréquentation des grandes surfaces, mais plusieurs déclarent qu'ils l'ont réduite.

Cette fréquentation réduite est associée à l'adhésion aux différentes formes de circuits-courts, mais aussi à la pratique du potager. Car au-delà de la pratique du potager, un certain nombre expriment une volonté de distance, voire d'autonomie vis-à-vis de la grande distribution et de la consommation de masse. C'est le cas notamment de Jean (E6) et dans une certaine mesure de René (E14).

Franck, lui, fait le lien entre la pratique du potager et la consommation « bio ».

E15- Franck : Euh... on essaie d'acheter autant que faire se peut « bio » dans le sens que ma femme va au marché et elle achète ses légumes au marché, enfin les légumes que je ne produis pas. Là on voit il y a encore des légumes qu'on a mis au congélateur et qu'on consomme encore maintenant. Et puis on évite aussi de consommer des fraises à Noël ou des fruits et légumes hors période, bien évidemment.

La consommation du « bio »

On trouve également associé dans ces pratiques de consommation la préférence pour les magasins bio, que ce soit parce que l'enquêté estime que les produits bio ont plus de goût, comme Alice (E7) :

E7-106 Enquêteur : Et votre intérêt pour l'alimentation bio, ça fait ça date aussi de largement avant Objectif Climat.

E7-107 Alice : Oui, dès que c'est possible, et puis les produits sont meilleurs en goût y a pas photos. On le faisait déjà depuis...ben je veux dire on a été, et ça c'est parce qu'on vient de la campagne, on a été aux produits du jardin, jardin sans phytosanitaire, que ce soit moi ou Christian. Je veux dire ma maman a un jardin,...

Ou que ce soit pour les qualités environnementales qu'ils prêtent aux produits labellisés bio.

Pour Anaïs (E1), consommer bio semble faire partie d'un ensemble de pratiques plus large, liées à l'allaitement.

Manger bio ne fait pas partie des prescriptions de l'association, mais c'est un choix de consommation qui est fréquemment évoqué spontanément par les enquêtés (4 d'entre eux) ; seul Jean (E6) s'insurge contre les prix pratiqués dans les magasins bio, notamment pour la viande, et explique qu'il préfère pour cela privilégier les circuits-courts.

Parmi les consommateurs de bio que nous avons rencontré, aucun ne s'est posé la question du lien entre « bio » et l'impact climatique, alors que c'est un questionnement grandissant au sein de l'ensemble de la population.

Eviter les fruits tropicaux ou hors saison

Si ne pas manger de fruits hors saison est une prescription qui a été adoptée par tous, il n'en va pas de même pour les fruits tropicaux. Camille (E13) s'efforce d'acheter des produits bio pour réduire le transport et les emballages, essaie de cultiver ses légumes dans le même esprit, mais n'envisage pas de se passer de bananes ou d'oranges en hiver.

[E13-108] CS : A Woerth, on a un fermier qui fait de la vente directe. J'achète quasiment tout chez lui. Ou alors je produis moi-même dans mon potager mais ça ne me suffit pas quoi. Après, je peux pas faire des bananes dans mon potager, ça m'étonnerait quoi !

Ces produits font partie intégrante de sa consommation quotidienne (principalement à cause des enfants), et ses propos signifie bien que le type d'engagement du « consommateur responsable » n'est pas à contre-courant ou totalement déconnecté d'une structure globale de l'offre. C'est un peu dans le même esprit que Sandrine réagit⁸.

E3-451 Sandrine: (...) Ou c'est vrai qu'autrefois quand j'achetais un ananas, sur le bilan carbone je ne pensais jamais au transport aérien, voilà mais ça n'a pas forcément, comme vous dites ça n'a pas changé mes habitudes quoi. **C'est vrai que j'essaie quand même de manger des produits locaux de saison quoi, mais j'achète des ananas de temps en temps.**

Autrement dit, savoir n'amène pas systématiquement à changer de pratique. Tant que la contrainte ne s'exerce pas plus clairement par le coût ou par un autre motif qui vient renforcer la « prescription climatique », elle n'envisage pas le changement. C'est ce qu'elle formule de façon encore plus catégorique

E7-104 L : Donc l'alimentation à part ça on a rien changé. On mange des oranges et des bananes en hiver, on les prendra le plus proche possible mais **on va quand même pas se priver de manger des oranges et des bananes en hiver.**

Nous reviendrons sur cette contradiction ou « dissonance cognitive » un peu plus loin.

Elle n'est pas la seule dans cette contradiction. Cyril (E8) adhère à l'idée de ne pas consommer des fruits importés qui ont dû être acheminés par avion, engendrant des dépenses importantes de

⁸ Dans le Bilan carbone les émissions de gaz à effet de serre d'un ananas importé par avion et d'un autre importé par bateau sont comparées.

carburant. Et néanmoins, au repas des enfants qu'il donne en même temps qu'il répond à l'enquêteur, il y a de l'ananas en dessert. Ce cas n'illustre pas simplement une distance entre ce que les gens disent et ce qu'ils font. Il exprime beaucoup plus un problème sociologique, résultant d'un décalage entre la norme à laquelle l'individu adhère et son application. Ce décalage peut être temporaire, et par adéquation successive, il peut être réduit. Les conditions de cette réduction du décalage proviennent autant de l'environnement social que des dispositions de la personne elle-même. Elles évoquent les limites d'un engagement strictement individuel.

Le potager

Comme nous l'avons mentionné, le potager est non seulement une pratique très répandue parmi les enquêtés, mais c'est aussi une pratique qui est investie d'un fort sens symbolique, expliquant l'origine du concernement et la relation à la nature que les enquêtés ont développé. Le potager synthétise plusieurs préoccupations des enquêtés : le désir d'avoir une alimentation saine, prendre soin de sa santé en cultivant sans pesticide, mais aussi prendre soin de la terre, qui donne les produits nourriciers, et encore s'assurer une autonomie vis-à-vis du marché en produisant soi-même et en se réappropriant des savoir-faire.

E15- Franck : « Ah ben je jardine, j'ai un jardin, je fais du compost, j'essaie de faire du bio. Je fais du bio dans le sens que j'utilise pas de produits phytosanitaire. C'est des fois compliqué parce que je fais des purins d'ortie, des purins de prêle, mais c'est pas toujours évident.

Soulignons encore une fois l'effet d'entraînement de la pratique du potager :

[E13-131] Camille : oui quand on s'est installé ici, on voulait faire un potager et après on s'est penché sur la question du compostage, et de fil en aiguille, ce sont des choses qui sont venues, tu as assisté à une réunion, tu entends ci- après tu te dis oui, ah tiens, on pourrait faire ça, et puis tu vas à une autre réunion, où ils parlent d'autre chose.

Un bon nombre de enquêtés possèdent également leur vergers et font leur propre jus de pommes aux visiteurs (dont les enquêteurs !).

Cette autoproduction par le potager, comme dans une certaine mesure l'adhésion à une Amap, entraînent toute une série de pratiques associées de transformation des produits. Très loin de la tendance générale consistant à acheter des produits tout fait, ces enquêtés redéveloppent des savoir-faire (les conserves), suscitent leur créativité (les recettes des confitures et des desserts), et tirent une certaine fierté de ce qu'ils font par eux-mêmes. Ces pratiques d'autoproduction se veulent en rupture avec le marché de la grande distribution et de l'agroalimentaire, elles visent à se procurer des produits jugés plus sains. Ainsi, l'épouse de Cyril (E8), comme Marianne (E5) ou encore Camille (E13), fabriquent pâtes de fruits, bonbons et fruits séchés pour éviter les colorants et par la même occasion les allergies potentielles (E8), et éduquer leurs enfants à un autre rapport au goût, jugé plus sain et plus

naturel (E5), ou encore pour éviter les emballages (E13). Ainsi, ces pratiques sont-elles également le support d'apprentissage – du goût, de la valeur des produits, de savoir-faire en rupture avec le monde marchand – auprès des enfants.

La consommation

Action	Ils le font	Fait partie de leurs références, mais n'appliquent pas	En désaccord par rapport à cette prescription
limitation de la consommation en général (hors alimentaire)	E1-Anaïs		
n'avoir qu'un seul poste de télé par foyer	E1-Anaïs		
Ne pas renouveler ses appareils tant qu'ils fonctionnent : télé (pas d'écran plat dernier cri !), téléphone portable, ordinateur, etc.	E11-Michel&Fabienne (75); E13-Camille (95); E4-Caroline; E6-Marianne		
Recycler, récupérer, donner Acheter d'occasion	E3-Alain&Sandrine [E3-207]; E5-Marianne [E5-54] ; E13-Camille (290) E8-Cyril [E8-129]		
Eviter les produits sur-emballés	E11-Michel&Fabienne (75); E13-Camille (49; 288)		
trier/réduire ses déchets	Tous !		
composter	Tous ! sauf E10-Simon et Sophie et E16-Suzanne	E16-Suzanne (vit en ville)	
ne pas céder à la mode, limiter ses achats de vêtements	E13-Camille (95);	E13-Camille (95)	
acheter des vêtements bio ou qui ne sont pas en coton		E11-Fabienne (jean à l'ortie) ; E16-Suzanne (175)	
optimiser l'utilisation du papier (bureau)	E13-Camille (187)		
jouets sans plastiques	E1-Anaïs		
limitation du nombre de jouets à Noël	E1-Anaïs		
couches lavables ou autre système « non industriel »	E1-Anaïs		

Le profil des Volontaires ne diverge pas de la moyenne des Français dans le domaine du tri des déchets, comme nous l'avons évoqué plus haut. Aujourd'hui cette pratique est complètement passée dans les mœurs, et c'est la toute première pratique du quotidien à laquelle les gens associent une

motivation environnementale. Les Volontaires vont cependant un peu plus loin, profitant de leur habitat rural, puisque tous pratiquent également le compostage (sauf Suzanne qui vit en ville et Simon et Sophie auxquels l'enquêteur n'a pas posé la question). Ce dernier leur semble tout aussi « naturel » que de trier les déchets. Pour certains, l'annonce de la mise en place d'un prix différencié selon le volume des poubelles est perçu très positivement, comme une occasion d'être enfin récompensés de leur engagement citoyen.

Une sobriété mesurée

Nos enquêtés ne sont bien entendu pas des « hyper-consommateurs », qui changeraient leurs appareils régulièrement ou consacraient un budget important aux articles à la mode par exemple. Plusieurs d'entre eux refusent de changer leur téléviseur pour un écran plat tant que l'ancien fonctionne, conservent leur ordinateur le plus longtemps possible (voire essaient de le faire réparer ou évoluer) ou bien utilisent un téléphone portable de modèle ancien, quitte à passer pour « hors du coup » - ce qu'évoquent notamment les plaisanteries sur le téléphone comme pièce de musée. Mais on peut observer qu'ils ont néanmoins un téléphone portable, alors que s'ils étaient plus radicaux, ils pourraient refuser tout simplement d'adopter cette nouvelle technologie. Ils ne sont pas « hyper-consommateur », mais ils ne sont pas non plus dans un rapport de « sobriété radicale » (ou d'austérité) à la consommation.

Il y a une volonté de ne pas « sur-consommer », ils critiquent notamment les sur-emballages : Fabienne (E11) n'achète jamais de produits sur-emballés, Camille (E13) fait beaucoup de produits « maisons » pour les éviter, Paul (E12), Anaïs (E1) ou Sandrine (E13) recherchent des produits qui ont le moins d'emballage possible. La participation au groupe des Volontaires a été l'occasion pour eux de renforcer leur sensibilité à ce problème.

[E1-3] Enquêteur : Est-ce que ça vous a apporté quelque chose, est-ce que ça vous a aidé [la participation au groupe des Volontaires pour le Climat] ?

Anaïs : Ça nous a permis de prendre conscience de l'impact de certaines de nos pratiques quotidiennes sur nos consommations. Ça effectivement, ouais. Tout ce qui était ordure ménagères, etc., ouais effectivement, on a bien pris conscience, que y'avait des choses à faire autrement et qu'il fallait plus attention par rapport à tout ce qu'on consommait, par rapport à tout ce était emballage, par rapport aux transports, de la distance entre ce qu'on avait dans notre caddie et la provenance de tout ce qui était là. (...)

Il y a également une volonté des parents d'inculquer aux enfants la limitation de leurs désirs de consommation qui sont sans cesse stimulés par la publicité. C'est devenu un élément de la socialisation des enfants dans la société de consommation : il faut leur apprendre à s'extraire du flux continu des sollicitations et ne pas se laisser porter d'un désir à l'autre sans jamais se satisfaire. Sandrine (E3) incite ainsi ses enfants à réfléchir à leurs « besoins » véritables, en leur rappelant que ces jouets une fois délaissés termineront à la déchetterie.

Une alternative à l' (hyper)consommation réside dans le troc, les échanges, le recyclage et les achats d'occasion. Les parents des jeunes enfants (E1, E3, E8, E13) indiquent qu'ils font du troc de vêtements ou donnent les vêtements usagers des enfants ou les jouets, mais il n'y a que Cyril (E8) pour lequel les achats d'objets et meubles d'occasion constitue une référence⁹.

Pourtant, une opinion assez partagée, y compris parmi ces parents, est qu'en matière de consommation, ils pourraient faire mieux, aller plus loin. Ainsi, Camille, tout en décrivant ses comportements relativement sobre en matière de consommation estime-t-elle qu'elle ne fait « *pas encore assez* » attention dans ce domaine.

[E13-95 : 96] Enquêteur : Dans le domaine de la consommation, les achats de biens, d'équipement, est ce que vous faites des attentions particulières ?

Camille : **Pas encore assez je pense.** Mais j'évite d'acheter par exemple des vêtements parce que c'est juste à la mode, ce genre de chose. Je suis dans une démarche, où on n'achète [que] pour remplacer quelque chose, pas parce qu'on a juste envie, ce genre de chose comme ça. Par exemple une télé, j'achète jamais de la vie un écran plat tant que ma télé fonctionne. Pareil pour le portable, moi j'ai un tout vieux, il a six ans, mais il fonctionne, donc je ne vais pas m'acheter un nouveau portable pour juste le portable dernier cri quoi.

Michel (E11), lui, pense que c'est dans le domaine de la consommation qu'il peut trouver des marges de progrès supplémentaires, mais surtout que ses choix peuvent peser sur les orientations des fabricants et des entreprises.

E11-147 Michel : Et puis je ne sais pas, je pense qu'on va continuer de toute façon à essayer d'améliorer encore notre manière de consommer parce que moi je pense que c'est quand même ça qui peut être porteur de pas mal de progrès. Nos choix de consommation, je pense que le consommateur peut vraiment être prescripteur au niveau des fabricants des industries. Si on boycotte un produit, il ne va plus le fabriquer. Et il y a beaucoup de fabricants qui surfent là-dessus aujourd'hui. On s'en est rendu compte. Ce qui n'était pas forcément le cas il y a sept/huit ans.

Les facteurs limitant des changements dans la consommation

Mais parallèlement pèsent des difficultés à faire évoluer les pratiques de consommation qui tiennent à la fois à des facteurs économiques, et à la fois à des contenus identitaires qui sont associés aux achats, notamment dans le domaine de l'habillement.

Fabienne évoque par exemple les vêtements fabriqués dans une autre fibre que le coton, car les impacts du coton à l'échelle de la planète sont régulièrement dénoncés depuis quelques années. Cependant, le coût des alternatives est encore pour elle prohibitif.

De son côté, Suzanne n'est pas prête à toutes les concessions en matière d'habillement. Le vêtement exprime beaucoup de l'image de soi, et porter des vêtements en coton bio, qui d'après elle sont très

⁹ (du moins, les autres enquêtés ne l'ont pas mentionné).

reconnaissables, ce serait afficher un peu trop haut et fort une identité « d'écolo » dans laquelle elle ne se reconnaît manifestement pas.

[E16-174 : 177] Enquêtrice : Est-ce qu'il y a des moments où vous avez l'impression que c'est difficile, enfin vous parliez de choses sur lesquelles on ne peut pas agir. Qu'est-ce qui vous semble le plus difficile à changer ?

Suzanne : Ce qu'on disait la dernière fois... Par exemple les habits. On parlait justement... du coton bio, ce genre de truc, mais les vêtements c'est quand même un truc, soit ça vous plaît, un achat coup de cœur : ça vous plaît, soit ça vous plaît pas. Moi je ne regarde pas forcément l'étiquette.... Je pense que l'effet de mode ça prend le dessus sur l'origine du produit, s'il est bio ou non, etc. C'est vrai que la mode, regardez les collections bio, on le voit de loin en fait. Après, c'est difficile de... Après, je pense que c'est personnel, chacun a d'autres critères, il y en a pour qui ça ne représenterait aucun problèmes. C'est un petit peu les freins qu'on a de ce côté là aussi. Il y a des choses qui passent en premier plan, et c'est vrai que pour les vêtements, je trouve ça difficile, tout comme les biens de consommation d'électroménager. Bon, maintenant, avec l'étiquette énergétique on peut un petit peu mieux regarder, mais... Ça devient difficile aussi.

La société de consommation réserve encore bien des attraits, et les entreprises de marketing savent à merveille persuader du *plaisir*, qu'il y a à posséder tel objet ou tel bien. Et c'est bien ainsi que les individus l'entendent. Par exemple, c'est en termes de plaisir que Sandrine et Alain (E3) évoquent le choix de la voiture qu'ils viennent d'acquérir.

[E3-174 :183] Sandrine : (...) je veux dire on s'est acheté une voiture pas forcément écolo.

Enquêtrice: Ça n'a pas été un critère pour votre voiture ?

Sandrine : Non, non.

Enquêtrice : Par curiosité qu'est ce qui est le plus important, est ce que finalement c'est le style de la voiture, les fonctionnalités, la consommation ?

Alain : Oh, plus le plaisir de conduire, quoi.

Sandrine : Voilà, je pense que tu bosses assez pour t'autoriser une voiture qui te plaît, quoi.

Elle reconnaît à ce moment-là de l'entretien que finalement, ils n'ont pas changé tant de choses que cela dans leurs habitudes de consommation, en dépit de leur participation au groupe des Volontaires, et en dépit des valeurs qu'elle souhaite transmettre à ses enfants. Autrement dit, ce couple, comme Camille (E13), a eu l'occasion à travers sa participation au groupe de renforcer leur réflexion sur leur mode de consommation et y percevoir des « marges de progrès », mais à condition, comme pour Suzanne (E16), que ces gains en qualité environnementale des produits soient compatibles avec l'image qu'ils ont d'eux-mêmes.

La perplexité des consommateurs face aux informations sur les produits

Pour que la consommation soit un levier d'action plus efficace, encore faudrait-il que les consommateurs puissent s'y retrouver plus facilement. C'est ce qu'exprime Suzanne :

[E16-169] Comment dire ? C'est vrai que ça paraît anodin d'aller faire ces courses et d'acheter ce produit plutôt que celui là, mais en fin de compte ce n'est pas si anodin que ça. Si vous n'avez pas accès à cette information là, vous pouvez vite être complètement entre guillemets « dans l'erreur » alors que, avec une information à laquelle vous avez accès, vous pouvez réorienter votre choix et consommer mieux, et voilà. Et bon, en même temps, avec tout le matraquage publicitaire qu'ils font, c'est difficile de faire parfois la

part des choses, et même quand vous pensez bien acheter, on peut encore entre guillemets « se faire avoir ». Après, s'il faut analyser chaque produit, vous passez quatre semaines à faire vos courses !

Elle rejoint en ce sens les tendances nationales. En effet, les consommateurs sont fréquemment perplexes lorsqu'il s'agit de choisir ou d'éviter des produits irrespectueux de l'environnement. Soit parce que les différents paramètres à prendre en compte entrent en contradiction (c'est typiquement le cas des contradictions entre les produits bio, qui sont vus comme meilleurs pour l'environnement et pour la santé, mais qui ont un impact sur le climat lorsqu'ils viennent de loin) ; soit parce que les informations ne sont pas suffisantes ou ne sont pas appropriées, voire même la communication des entreprises est mise en doute. Au niveau national, ce sont 63% des consommateurs qui expriment leur difficulté à repérer les produits respectueux de l'environnement (Credoc, 2010). Au cours des entretiens, les enquêtés se sont montrés intéressés par les informations que des sites Internet recommandés ou des associations peuvent leur fournir dans ce domaine.

Au cours de cette analyse, nous avons pu relever quelques contradictions ou micro-conflits entre les représentations partagées des comportements écologiquement vertueux et les pratiques. Nous allons à présent revenir sur ce point.

b) Les conflits intégrés dans les rapports quotidiens : facteur de changement ou de blocage ?

Parce que le conflit, même à une échelle microscopique, appelle sa résolution et donc l'action, il me semblait intéressant de savoir comment les gens habituellement réagissent à ces différents types de micro-conflits. Dans quelle mesure ces tensions, contradictions ou dissonances qui surgissent dans la vie quotidienne et qui apparaissent au cours des entretiens sont-elles sources de changement ?

Le terme de « dissonance cognitive » est issu de la psychologie sociale (Festinger, 1957) ; il désigne les contradictions entre des croyances ou différents éléments du savoir et le comportement d'une personne. Les individus se trouvent alors pris dans des tensions générées par ces contradictions et tentent de réduire celles-ci par des justifications diverses. D'une part parce que les individus ont besoin de trouver une cohérence personnelle (une cohésion interne), et d'autre part ils éprouvent le besoin de se montrer sous la face qui leur convient le mieux, ou qui permet d'obtenir l'approbation des membres de leur communauté.

Lorsque les sociologues utilisent la notion de dissonance cognitive, ils le font en marquant une distance critique vis-à-vis des travaux de Festinger auquel il est reproché de ne s'être focalisé que sur la part consciente (la mentalisation) du conflit intérieur (Kaufmann, 2008). Or, ni la part des émotions ni la part de la socialisation ne

doivent être négligées. Pour la sociologie, les dissonances cognitives ne peuvent être comprises en dehors des contextes sociaux qui ont contribué à les produire.

Dans l'interaction d'entretien, un inconscient se dévoile, d'un coup les contradictions se révèlent et donnent lieu à des discours de justification qui sont très révélateurs du système de normes et de valeurs adopté. Mais ce sont également des systèmes de normes associées à son identité d' « écologiste » ou de « sensibilisé à l'environnement » ou d'écocitoyen, quelle que soit la dénomination avec laquelle il se sent le plus en affinité. On ne peut ignorer le fait que le cadre de l'entretien oriente les réponses ; on enregistre d'ailleurs des propos où l'enquêté se décrit lui-même dans la peau du bon élève qui essaie de faire de son mieux dans le domaine de l'écologie, sur lequel on l'interroge. Néanmoins, l'identité ne se réduit pas à une seule dimension, outre celle mise en avant par l'orientation de l'entretien, il y a aussi l'identité du professionnel, du père ou de la mère, ou du statut social, entre autre. L'homme est infiniment pluriel, et cette pluralité n'a rien de consensuel (Kaufmann, op. cit.). Les multiples conflits doivent trouver une résolution au nom de la nécessité de cohérence interne que tous les individus éprouvent.

Face aux injonctions au changement des styles de vie, nous avons vu que certains individus se sentent plus particulièrement interpellés, veulent exercer leur responsabilité. Ils adhèrent à certaines normes de comportement, mais ne les mettent pas toujours en pratique. Ce sont de ces écarts ou décalages entre le savoir ou les croyances d'un côté, et les pratiques de l'autre, que résultent les « dissonances cognitives ».

Elles apparaissent principalement dans trois contextes :

- L'activité réflexive et les affirmations subjectives d'une personne la mettent en contradiction avec ses « habitudes » - autrement dit, ce qu'elle aspire à être est en décalage avec sa façon d'être et de vivre. Cette dissonance est ressentie par la personne elle-même, comme une difficulté à changer ses habitudes. (dissonance intra-personnelle, contradiction) ;
- Lorsque la personne se sent en décalage avec son entourage, qu'apparaissent des petites tensions, des frictions ou de simples décalages sans qu'il y ait volonté de rompre. Cela peut être avec les parents, au sein du couple, avec l'entourage professionnel ou même le voisinage (dissonance interpersonnelle, tension) ;
- Le troisième type de dissonance peut être appelé « social ». Il peut prendre différentes formes, mais globalement, il met l'accent sur le poids des contraintes structurelles, ou reportent sur les institutions, « les autres », l'exclusivité des changements à opérer. Le

changement « pour soi » apparaît inenvisageable tant que l'objet ou le contexte n'aura pas évolué¹⁰ (= contestation).

Deux interprétations de ces conflits existent :

- La première, basée sur le travail des identités, insiste sur le fait que la dissonance crée un inconfort intérieur, elle amène à une prise de conscience voire une révélation, et conduit à une forme d'adaptation progressive. Cette théorie met l'accent sur le changement.

- La seconde met l'accent sur la justification et les discours. La dissonance produit un décalage que la personne résout non par le changement de comportement mais par un discours de justification.

Les deux approches ne sont pas incompatibles, comme nous allons le constater.

Le premier constat est que dans les entretiens, **les décalages entre ce que les individus ont appris et ce qu'ils mettent en pratique sont souvent extrêmement « furtifs », et surtout très vite résolus.**

Par exemple Camille, à propos de la consommation de viande.

Enquêteur : Est-ce que vous avez réduits votre consommation de viande ?

Camille : Oui, **au maximum, une fois par journée**, ça peut vous sembler dérisoire mais, c'est vrai qu'au début, on en consommait quasiment à chaque repas. Le soir jamais, et puis à midi, ça nous arrange, cinq fois par semaine à midi.

Lorsqu'elle dit que « ça peut sembler dérisoire », elle exprime elle-même la présence d'une dissonance. Le modèle idéal proposé par l'association est celui du végétarien, or elle se sent assez éloignée de celui-ci. Elle exprime ainsi son décalage entre ce qu'elle a appris à travers son implication dans le groupe de Volontaires, et sa pratique antérieure. Mais pour elle, cette dissonance est résolue, évacuée. Elle a réduit « au maximum », à une fois par jour. Autrement dit, elle n'envisage pas d'aller plus loin, du moins pour le moment, et au niveau intrapersonnel, il n'y a plus de conflit parce **qu'elle a agit**, elle a changé sa pratique antérieure pour s'approcher du modèle idéal, d'une façon qui lui semble suffisante. Ce changement ne semble pas constituer un effort, son mari s'y est adapté sans problème. La nouvelle pratique est rentrée, « normalisée » à présent dans leur système de pratiques.

Ou encore le cas du choix de la voiture d'Alain et Sandrine.

Le couple a bien intégré que le modèle de l'écocitoyen qui limitait l'usage de la voiture. Alain prend même son vélo pour aller travailler lorsqu'il le peut, en été. Mais au moment de changer de voiture, les critères écologiques sont passés à la trappe. Dans l'entretien, le moment où le choix de la voiture est évoqué arrive vraiment comme une contradiction avec ce qui précède. En effet, Sandrine évoquait ses

¹⁰ C'est le cas des militants ou ceux qui sont engagés politiquement, y compris parmi ceux que nous avons rencontré. Ce type de dissonance est plus favorable à l'action collective.

efforts pour faire comprendre aux enfants la différence entre des achats répondant une pulsion et ceux qui correspondent à un réel besoin. Et tout d'un coup, elle se rend compte que le choix de leur voiture répondait plutôt au plaisir qu'à la raison. Il est fréquent de lire ou d'entendre que les prescriptions de consommation écologique conduisent à une forme de culpabilisation des consommateurs. Or, lorsqu'on observe la façon dont elle résout la contradiction, il ne semble pas que la culpabilité ait pesé d'un quelconque poids. Tout le monde n'est pas disposé à effectuer des changements dans ses pratiques et comportements de façon égale dans tous les postes de consommation ou de production de GES. Selon les cas, on peut dégager des logiques d'action privilégiée. Dans le cas de ce couple, la logique d'action privilégiée est celle de la prestance ou du confort. Or, selon les domaines, la logique d'action du confort peut s'appliquer ou pas. Dans le domaine de l'habitat, il est possible de mettre en place des actions qui permettent d'augmenter l'efficacité énergétique en même temps que le confort. En revanche, dans le domaine des transports, cette logique du confort entre fréquemment en contradiction avec les recommandations d'usage des transports en commun ou des transports doux. C'est ce qu'exprimait Cyril dans les propos que nous avons évoqué plus haut¹¹. Le choix de Sandrine et Alain est complexifié par le fait que l'option pour la voiture n'est pas uniquement dictée par le confort, mais par la logique de la prestance. C'est aussi la logique privilégiée par Suzanne pour le choix des vêtements.

Il semble difficile d'arriver à faire dominer uniquement la logique de la sobriété écologique dans tous les domaines, d'autres logiques sont exprimées et se combinent à la première.

Si les choix des consommateurs peuvent orienter les stratégies commerciales et de productions des entreprises, ces dernières pourraient également réorienter leur marketing pour faire en sorte que les produits les plus vertueux soient également les plus recherchés. Ce débat est bien entendu complexe et nous n'avons pas le loisir de le développer dans ce rapport. Mais il nous paraît important de souligner la coexistence de ces différentes logiques d'action (logique de la prestance / logique du confort / logique de la sobriété écologique / logique du calcul économique) pour réfléchir à des moyens de les combiner ou de les faire converger.

Un autre cas de « décalage » nous paraît intéressant à aborder. Il s'agit d'un cas de décalage non pas intrapersonnel, mais avec l'entourage. Il peut être un exemple éclairant sur la question de l'exemplarité, même s'il faudrait envisager également des contre-exemples.

¹¹ Pour mémoire : [E8-45] **Cyril** : (...) Après, le transport, c'est vrai que ça n'a pas changé ma façon de faire, à cause de mes horaires, trop, heu, trop changeants. Je **pourrais** le faire, prendre le vélo et le train, ou laisser ma voiture là-bas, tout ça, mais c'est vrai que ça m'alourdirait énormément mon temps de trajet. »

Le cas de Cyril

Le choix du lieu d'habitation (dans un milieu semi-rural) reflète sa volonté de renouer avec son expérience d'enfant, dont sa mobilité sociale ascendante semblait a priori l'éloigner. En effet, il est issu d'un milieu ouvrier et enfant, il vivait avec sa famille dans une ville moyenne du nord-est, dans laquelle ses parents avaient un jardin ouvrier. « Ils ont toujours fait un potager. J'ai toujours vu ma mère faire des bocaux de légumes, des pots de confiture, des choses comme ça. (...) » Mais il reconnaît lui-même que si ses parents le faisaient pour des raisons avant tout économique, pour lui, la signification du potager a changé, elle est avant tout écologique. Et d'ailleurs s'il fait un potager, il est loin de le faire comme le faisait ses parents : il « paille au carton » et utilise différentes techniques inspirée de la permaculture. Aussi, on peut considérer son potager comme quelque chose qui donne de la cohésion à sa trajectoire sociale qui avait pu créer un décalage avec son milieu d'origine, mais aussi fonctionne comme un liant entre la mémoire des pratiques de son enfance et ses convictions écologistes de l'âge adulte.

D'ailleurs, si cela recrée de la cohérence pour lui, cela n'en suscite pas moins des sortes de décalage avec son entourage. Ses pratiques de permaculture n'ont pas manqué de susciter à la fois moquerie et perplexité, en particulier chez son beau-père. Mais avec le temps et résultats à l'appui, ce dernier aurait même commencé à copier son gendre !

Ce cas montre que les « décalages » peuvent dans un premier temps créer des espèces de tension, mais que dans un second temps, il peut en résulter des changements dans l'entourage.

Quelques pistes et réflexions en guise de conclusion

En résumé, ceux qui ont participé au dispositif estime y avoir trouvé une confortation de leurs tendances, ou un support pour perfectionner leurs pratiques. Mais ils jugent eux-mêmes leurs « progrès » en termes d'économie de gaz à effet de serre comme relativement modestes.

L'aveu de la modestie des changements plonge souvent les enquêtés dans des discours de justification qui sont révélateurs des contradictions et tensions dans lesquelles ils se trouvent. Ces tensions ressenties et exprimées par des détours par les enquêtés sembleraient confirmer la thèse selon laquelle *« les points de vue peuvent s'adopter tandis qu'on échappe au poids des situations, aux épreuves de la réalité et aux conditions d'une décision concrète, alors que les actes ont généralement*

*lieu sous pression et sont déterminés par ce qu'exigent les situations » (H. Welzer, 2009, p. 27). **Les discours de justification ne traduiraient-ils rien d'autre que l'émergence d'une norme qui resterait fictive, abstraite, tant qu'il n'y aurait pas une urgence plus matérialisée ?***

Une interprétation un peu rapide de cette thèse semble aller dans le sens des économistes qui estiment que seul le « signal prix » est en mesure de faire percevoir le caractère plus concret de l'urgence. Il me semble que c'est réducteur. D'abord parce que cela consiste à déposséder les personnes (citoyens ou consommateurs) de leur capacité d'analyser en commun et de contribuer à l'élaboration de solutions concrètes. Ensuite parce que comme l'explique très bien H. Welzer, il est impératif de comprendre d'abord que le comportement n'est pas réglé exclusivement sur les conditions objectives des situations dans lesquelles ils se trouvent, mais plutôt tiré de la perception et de l'interprétation qu'ils en ont. *« C'est seulement à partir de l'interprétation qu'est tirée une conclusion, d'où à son tour procédera l'action. C'est pourquoi même des actes qui, de l'extérieur, paraissent complètement irrationnels, contre-productifs ou absurdes peuvent apparaître à celui qui les commet comme extrêmement sensés, et même lorsqu'il se nuit à lui-même. »* (op. cit., p. 29). L'étonnante capacité qu'ont les hommes à justifier leurs choix et leurs comportements peut laisser penser qu'elle serait contraire à l'action, au changement. Or, les enquêtés nous ont montré que leurs discours de justification ne sont pas produits exclusivement dans des situations où ils n'ont opéré aucun changement, mais dans des contextes où les changements ne sont pas à la hauteur du modèle qu'ils ont intégré et qu'ils ne se sont pas en mesure d'atteindre.

Une partie des raisons pour lesquelles ils ne sont pas en mesure d'atteindre ce modèle idéal du citoyen et consommateur écologiquement vertueux (en bref, « l'écocitoyen ») se situe en dehors de leur choix et de leur pouvoir d'action. Non pas qu'ils ne pourraient pas améliorer encore leurs pratiques à leur niveau, mais premièrement, il faut tenir compte des imbrications complexes des logiques d'action au niveau individuel et des ménages et deuxièmement, les changements doivent s'envisager de façon plus collective.

On perçoit bien chez les enquêtés une volonté de socialiser leurs pratiques écologiques, en effectuant des recherches dont ils font bénéficier leurs collègues et amis, mais aussi et surtout, en participant à des réunions, des débats (écocafés, stammtisch, etc.) sur ces sujets.

Vertus et limites des « petits gestes »

Les « petits gestes » ou « écogestes » ne peuvent pas tout résoudre. Il y a un moment où les changements doivent intervenir à un niveau plus collectif, avec la contribution des pouvoirs publics. Par exemple, il a été calculé que « si on orientait tous les achats de véhicule vers les véhicules sobres du

catalogue des constructeurs, on gagnerait immédiatement 20% dans les émissions » (de Boissieu, 2006).

Ces petits gestes ont pourtant des vertus qu'il ne faut absolument pas négliger. Comme cela ressort très clairement de l'enquête, ils sont des instruments de la construction du concernement. Ils jouent un rôle pédagogique (notamment le tri des déchets, le compostage, le potager), et peuvent favoriser des trajectoires d'intensification (perfectionnement, raffinement d'une même pratique, par exemple le tri des déchets) ou de contagion (du compostage au potager, du potager à l'alimentation, de l'alimentation à la remise en cause des modes de consommation ou à l'habitat, etc.). Il faudrait trouver des moyens d'encourager ces effets de contagion – peut-être en commençant par valoriser ces pratiques, et particulièrement le potager, compte tenu de son importance pour ces habitants du rural, et mettre mieux en évidence son lien avec la problématique du changement climatique.

L'idée de mesurer, d'évaluer ses émissions et de se situer par rapport aux autres séduit. Mais il faudrait que cette comparaison soit plus lisible et plus pertinente, et qu'elle permette de valoriser les « bonnes pratiques ».

La mise au point d'outils qui permette « d'objectiver » les émissions dans les pratiques quotidiennes est un enjeu essentiel pour les années à venir. Il existe différentes approches de ces calculs, on peut en distinguer principalement deux : comme une balance qui « accuse » le poids, ou comme un radar qui mesure la vitesse, certains calculs se présentent davantage sous la forme d'une « sanction » ; d'autres ont une forme plus incitative, et plus anticipatrice. Il s'agit de déterminer les émissions évitées grâce aux « bonnes pratiques ». Le fait que le Bilan Carbone personnel, sous sa forme actuelle, ne permette pas de valoriser les bonnes pratiques est une source de rejet par les habitants.

Il y a une certaine attente de la part des citoyens-consommateurs pour des outils qui permettent de clarifier les multiples messages qui se chevauchent ou se contredisent sur les qualités environnementales et sociales des produits et des choix de consommation qu'ils font. C'est ce qu'exprimait Camille en craignant d'être « complètement dans l'erreur », mais ses propos ne faisaient que refléter qu'un scepticisme beaucoup plus répandu, comme le montrent les enquêtes réalisées pour l'Ademe (Credoc, op. cit.). Néanmoins, ces outils présentent certains risques, notamment celui de réduire à des critères trop étroits les modes d'appréciation des orientations des productions (par exemple, comment considérer les risques et l'incertitude sur le devenir de certaines technologies ?) ; en outre, plus ils sont spécialisés, plus il est difficile de prendre en compte le caractère systémique des pratiques.

La question des calculateurs n'est pas simple, comme on peut le voir avec le cas des transports, pour lesquels il existe l'écocalcateur qui donne les équivalents en émissions selon les différents modes de déplacements choisis. Or, le train est le plus souvent négligé au profit de la voiture ou de l'avion.

Interpréter ce choix en termes de « freins » au changement ou de « résistances » des citoyens peut être très réducteur. D'une part, au-delà des aspects de confort et de flexibilité, il y a une question de surcoût que les consommateurs refusent d'assumer – et même si ce coût évacue certains éléments, ce qui compte c'est l'évaluation subjective qu'en font les personnes. Le cas des transports est particulièrement illustratif de la nécessité d'approches complexes, qui associent l'ensemble des acteurs, citoyens-consommateurs, entreprises et pouvoirs publics, et qu'il y ait un véritable partage des efforts et des contributions. La question de l'accessibilité devrait être mise au centre de cette réflexion, dans la mesure où la mobilité est devenue non seulement un élément central des styles de vie, mais aussi un facteur potentiel de discrimination (cf. l'ouvrage E. Le Breton au titre évocateur, « Bouger pour s'en sortir », 2005). La question de la participation des citoyens et des collectivités locales à la définition et au contrôle des orientations dans le domaine des transports est un sujet d'actualité avec l'annonce de la réorganisation massive des lignes de la SNCF. La remise en cause de la mobilité en tant que « paradigme » dominant ne semble pas pouvoir s'effectuer par des aménagements par les individus mais implique des changements beaucoup plus globaux.

Malgré tout, l'une des vertus des « petits gestes », c'est leur caractère *concret* et accessible. Plusieurs enquêtés (surtout les femmes) ont insisté sur cet aspect. Pour elles, les motivations (ou « déclenchement) de l'action ne proviennent pas d'une réflexion abstraite « théorique » qu'elles auraient ensuite traduit dans leurs pratiques. Le cheminement a été plutôt inverse : c'est par une pratique, par le quotidien, qu'elles en sont venues à s'interroger, à s'intéresser à des problématiques plus larges. A partir de là, elles (ou ils) ont participé à des réunions sur ces sujets (café bavards stammtisch, etc.), dans le but d'identifier des nouvelles voies pour leur implication. D'une certaine façon, sans cette pratique inscrite dans leur quotidien, sans une dimension concrète de leur expérience, les discours informatifs sur le changement climatique n'auraient pas eu le même écho. Il y a une relation dialectique entre cette conscience pratique et une conscience réflexive, entre le vécu quotidien et l'intérêt intellectuel pour la problématique.

Mais l'accumulation des « petits gestes » a aussi des limites. D'abord, même s'ils favorisent des changements progressifs et par pallier, on peut douter qu'ils soient en mesure de conduire à des changements suffisamment rapides et à la hauteur des défis que pose le réchauffement climatique. Ensuite, une autre limite est l'effet de saturation de cette logique d'accumulation de petits gestes. A un moment donné, on ne peut plus se contenter seulement de ces petites choses – c'est ce qui explique le désarroi de certains enquêtés lorsqu'ils découvrent qu'ils ont déjà fait le tour de toutes les petites choses qu'ils peuvent appliquer, comme autant de « trucs et astuces ». Les intermédiaires (association, structures de conseil), se retrouvent vite démunis devant ce besoin de renouvellement permanent, qui de plus suit

une logique extrêmement personnelle et qui supposerait un conseil « sur-mesure », que tous ces intermédiaires ne sont pas nécessairement en capacité de fournir.

Au-delà des « trucs et astuces » (changer ses ampoules, économiser l'eau par divers moyens, éteindre les appareils en veille, marcher plus souvent, etc, etc.), il y a les investissements dans son habitat... pour ceux qui le peuvent. Isoler sa maison, changer ses fenêtres, puis installer des panneaux solaires, ou une pompe à chaleur ou la géothermie, etc... En définitive, la logique est la même que pour les petits gestes, et elle finit par s'épuiser aussi, comme l'illustre l'attitude quelque peu défaitiste de Pierre (voir fiche E12), qui avait déjà changé sa chaudière, « pour polluer moins » il a fait installer des panneaux solaires, puis réduit sa consommation de viande, il pratiquait déjà le jardin potager...et il se demandait ce que l'association pourrait bien lui apporter, et ce qu'il pourrait bien encore changer et améliorer. Cette aspiration au changement ne peut pas être satisfaite sans dépasser le cadre strictement individuel d'action. Or, le cas de Pierre est tout à fait intéressant car parallèlement à son aspiration au changement, son attitude vis-à-vis de l'engagement et de l'action collective est tout à fait représentative d'une tendance contemporaine. Lorsque les consommateurs ne parviennent pas à se faire entendre par la stratégie de la défection (ne plus acheter un produit), il leur reste celle de l'expression par l'action collective, tel que l'a montré Albert Hirschman. Or, bon nombre de ces personnes se ne reconnaissent pas comme des militants et n'envisagent que leur implication personnelle puisse déboucher sur des formes d'action collective. L'engagement distancié interroge ainsi les voies de diffusion de changements plus massifs. Il est évident que le changement, en l'occurrence, ne concerne plus autant Pierre que tous les autres, qui n'ont pas pu franchir encore ces étapes.

3ème PARTIE : Comparaison avec un groupe témoin issu des questionnaires

L'enquête par questionnaire a été réalisée à Neuwiller-les-Saverne, Niederbronn-les-bains et Reichshoffen entre le 28 avril et le 9 mai 2011¹².

La domiciliation des personnes enquêtées dans les communes du Parc (ou alentours) est la suivante :

Commune	
Bischwiller	1
Dambach	1
Dossenheim sur Zinsel	1
Froeschwiller	1
Gumbrechtshoffen	2
Gundershoffen	3
Kutzenhausen	1
Langensoultzbach	1
Lembach	1
Lichtenberg	1
Niederbronn	7
Oberbronn	3
Pfaffenhoffen	1
Reichshoffen	11
Total	35

La répartition par âge de la population de l'enquête est relativement équilibrée ; la prépondérance des personnes entre 40 et 49 ans est intéressante car elle correspond à la classe d'âge que les enquêtes nationales identifient comme étant plus sensibilisée à l'environnement (Bigot et Hoibian, 2010, p. 20). Il y avait 21 femmes et 13 hommes¹³. Cela permet de mieux comparer avec le groupe des Volontaires.

Tableau 3 : répartition dans les classes d'âge des enquêtés par questionnaire

âge	
20 à 29 ans	4
30 à 39 ans	9
40 à 49 ans	11
50 à 59 ans	4
plus de 60	6
Sans réponse	1
Total	35

¹² Compte tenu du faible effectif, les nombres expriment les effectifs et non des pourcentages.

¹³ Le total est plus souvent de 34 car une personne a refusé de répondre jusqu'au bout.

La répartition dans les Professions et catégories sociales accuse une prépondérance des inactifs (9 personnes), ce qui s'explique par les horaires en journée pendant lesquels les étudiants ont réalisé les questionnaires, hormis un weekend. Outre ce poids des inactifs, le reste se répartit de façon assez équilibrée au sein des PCS, avec une présence assez marquée des professions intermédiaires.

Distribution de la population de l'enquête dans les Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS)

Agriculteurs exploitants	0
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	3
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6
Professions Intermédiaires	7
Employés	5
Ouvriers	1
Retraités	5
femme au foyer	3
étudiant	1
sans emploi	2
sans réponse	2

Structure du questionnaire

Le questionnaire commençait par interroger les enquêtés sur leur sensibilité à l'environnement et plus particulièrement au changement climatique. Cette sensibilité était évaluée également du point de vue de la connaissance ou de l'attention portée aux controverses. Puis le questionnaire abordait les quatre grandes rubriques du Bilan Carbone : l'habitat, les habitudes et choix dans le domaine des déplacements quotidiens ou longue distance, les choix de consommation dans le domaine alimentaire et dans le domaine de la consommation de biens.

I. La sensibilité environnementale du groupe témoin

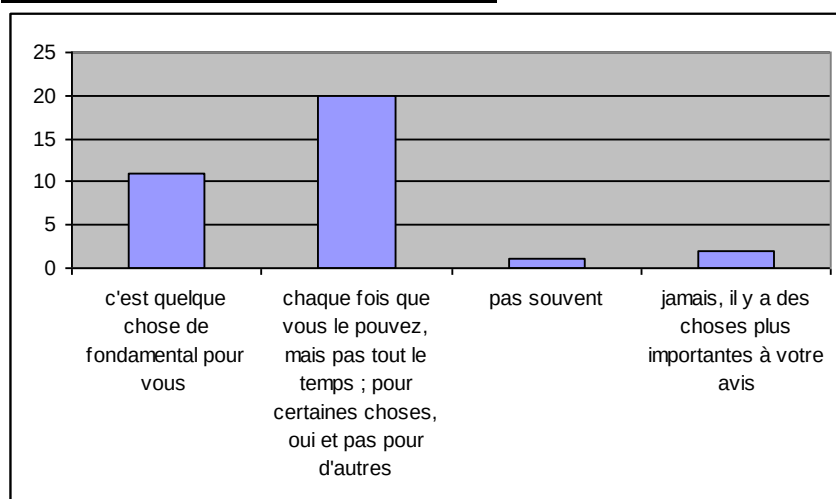
La majorité déclare se soucier de l'environnement, les personnes qui déclarent ne jamais ou très rarement s'en préoccuper sont tout à fait minoritaires. Cela peut signifier que dans une relation de face à face, la norme sociale étant aujourd'hui une sensibilité à l'environnement, il est difficile d'affirmer ne pas s'en préoccuper et une telle réponse peut contenir un brin de provocation. Cependant, le questionnaire permettait d'exprimer une position nuancée : celle qui consiste à **affirmer sa**

préoccupation pour l'environnement mais de façon intermittente, ou en fonction des circonstances. Et l'on constate que c'est la réponse privilégiée par plus de la moitié des enquêtés.

1.1 Avez-vous l'impression que vous vous souciez de l'environnement dans votre vie quotidienne ? (choisir une réponse)

Sensibilité à l'environnement	
c'est quelque chose de fondamental pour vous	11
chaque fois que vous le pouvez, mais pas tout le temps ; pour certaines choses, oui et pas pour d'autres	20
pas souvent	1
jamais, il y a des choses plus importantes à votre avis	2
sans réponse	1
Total	35

Graphique 1 : Sensibilité à l'environnement



La question suivante permet d'évaluer comment cette sensibilité est traduite dans la pratique, en posant une question ouverte qui amène des réponses spontanées. Les réponses multiples ont été comptabilisées séparément.

On constate ainsi que le tri des déchets est la première des pratiques intégrées par les habitants du Parc, comme en général par les Français. En effet, au niveau national, 59% des personnes interrogées estiment que c'est à travers le tri des déchets qu'elles ont un moyen concret de contribuer à la protection de l'environnement (Bigot et Hoibian, op. cit., p. 50).

Dans le cas des habitants du Parc, le tri des déchets est cité par 20 personnes, en seconde position arrive le contrôle ou la réduction de la consommation d'eau – ce qui corrobore là encore les statistiques nationales. Certaines formulations sont plus floues, comme la lutte contre la pollution, car on ne sait pas à quelle pratique cela fait référence. En revanche, le compostage arrive ex-æquo avec la réduction de la consommation d'énergie (ou électricité), ce qui signale tout de même que l'on a affaire à une

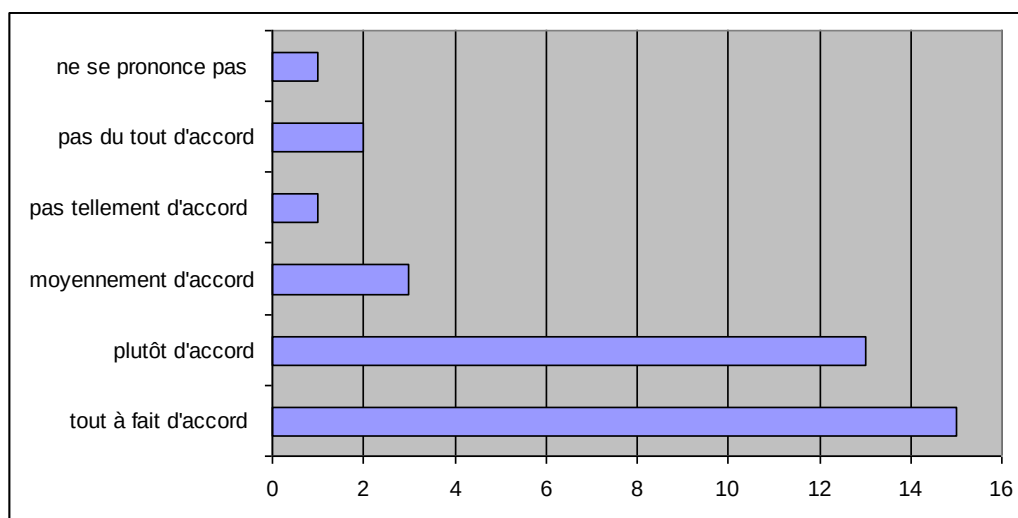
population qui dispose d'un habitat qui permet de type de pratique. **Mais plus intéressant encore, est le fait que cette hiérarchie correspond grosso modo à celle des Volontaires.** En tout cas pour ce qui concerne le tri des déchets. Le compostage est plus fortement mentionné par les volontaires, qui l'associent non seulement au tri des déchets, mais aussi au recyclage et à la pratique de l'autoproduction d'aliments par le potager, qu'ils perçoivent très largement comme une pratique extrêmement bénéfique pour la lutte contre le réchauffement climatique.

1.2 Quelles sont les choses auxquelles vous faites spontanément ou systématiquement attention ?

tri des déchets	20
consommation d'eau	5
pollution	5
compostage	4
réduction de la consommation d'énergie	4
achat de proximité	1
produit naturel pour le jardinage	1
propreté	1
recyclage	1
respect de la nature	1
santé	1
véhicule "écologique"	1
chasse au gaspillage	1
un peu tout	1
transports en communs	1
alimentation	1
sans réponse	4

Les personnes enquêtées ne mettent pas en doute l'origine anthropique ou la réalité du phénomène du changement climatique, puisque 26 personnes sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec la proposition selon laquelle « le changement climatique est un problème avéré par les scientifiques, qui provient de l'activité humaine ». Ils sont également une majorité à penser que le changement climatique aura une incidence sur leur vie quotidienne dans un futur proche.

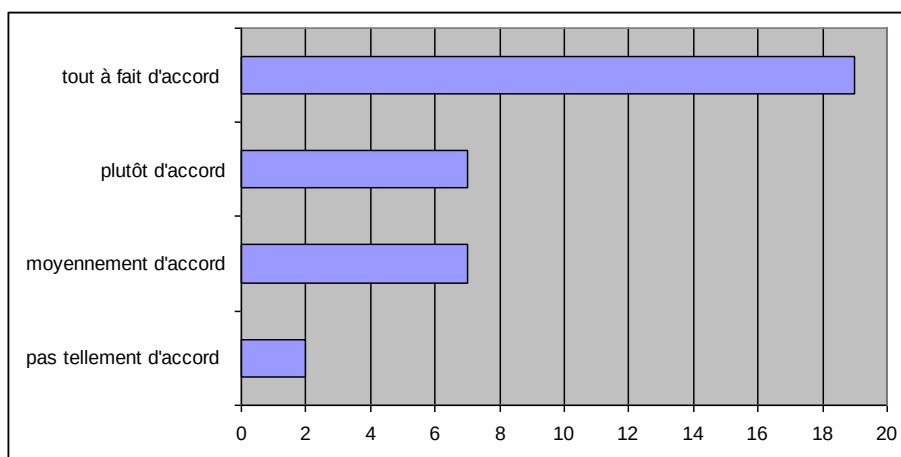
Le changement climatique aura des répercussions sur notre vie quotidienne



Ce qui est très intéressant, c'est que **les personnes interrogées sont très partagées quant à la capacité de la science et des technologies de trouver des solutions** : 7 sont tout à fait d'accord contre 11 moyennement d'accord et 7 pas tellement ou pas du tout d'accord. **L'idée que la solution à la crise climatique passe par un changement des modes de vie fait son chemin dans l'esprit du public.** Ceci est confirmé par la question suivante : 17 sont tout à fait d'accord et 10 sont plutôt d'accord avec la proposition selon laquelle *« il n'y aura pas d'adaptation possible sans changer les modes de vie des pays occidentaux »*.

Ce qui est très intéressant, c'est que **loin d'entraîner un sentiment de fatalité et l'inaction, une grande majorité des enquêtés estiment que les ménages et les individus peuvent agir pour réduire les effets du changement climatique.**

Les ménages et les individus peuvent agir pour réduire les effets du changement climatique



Dans le même temps, ils estiment également, dans les mêmes proportions, que c'est aussi aux politiques de prendre leurs responsabilités. Ils ne rejettent pas sur les politiques l'entière responsabilité de l'action, mais ils reconnaissent que leur action sera insuffisante s'ils ne sont pas accompagnés par des orientations politiques favorables. Ce résultat est d'autant plus intéressant que dans l'enquête nationale du Credoc à laquelle nous nous

sommes référés, les enquêtés avaient, eux, le sentiment de ne pas pouvoir agir personnellement sur la lutte contre le changement climatique, alors même qu'il s'agissait de leur première préoccupation parmi les problèmes environnementaux. Ces Français désignaient le tri des déchets comme le seul domaine où il leur paraissait possible de contribuer à la protection de l'environnement, trier ses déchets apparaissant comme la principale action concrète et à la portée des ménages. Mais les auteurs du rapport soulignent avec justesse que le tri des déchets est précisément le premier poste de dépense nationale lié à la protection de l'environnement, devant la gestion des eaux usées (une fois que sont additionnées les dépenses à tous les niveaux, des particuliers, des entreprises, des collectivités, de l'Etat). Ces investissements tout à fait conséquents ont permis que soit mis en place tout un réseau de collecte de proximité qui simplifie largement la tâche des citoyens. Ainsi, « le nombre de déchetteries a été multiplié par 6 entre 1990 et 2008, si bien que la quasi-totalité du territoire est actuellement couverte. Et lorsqu'on ajoute aux déchetteries les services de collecte sélective en porte à porte auprès des ménages, ce sont aujourd'hui 99% des habitants qui disposent, dans leur commune, d'au moins un moyen de trier leurs déchets. »

Un tel constat tend à réduire le mérite de nos concitoyens ! Néanmoins, nous pouvons observer avec l'exemple des Volontaires, comment la question du tri des déchets peut amener à faire évoluer d'autres pratiques, puisque pour certains, elle a clairement fonctionné comme un déclencheur. Nous n'avons pas posé directement cette question à notre groupe témoin, mais nous pourrions mettre leur sensibilité environnementale à l'épreuve de leurs pratiques dans la suite du questionnaire.

II. L'habitat

A la différence des habitants des grandes agglomérations comme Strasbourg, la majorité des enquêtés vivent en habitat individuel (maison). La taille des logements est en moyenne plus grande que dans les villes, puisque 11 d'entre eux ont un logement de plus de 150 m².

La majorité est également propriétaire du logement, ce qui donne plus de liberté, a priori, dans les choix d'aménagement et d'investissement (mis à part la contrainte budgétaire).

De fait, on constate que parmi ces habitants, plusieurs ont investi dans des solutions modernes de chauffage : 7 ont une chaudière à gaz moderne (à condensation) et 6 ont un système de chauffage au bois économique. Mais parallèlement, 11 se chauffent toujours au fioul, 13 ménages contre 20 ont effectué des travaux d'isolation, seulement 6 envisagent d'en effectuer à l'avenir. Autrement dit, une majorité se conforme à son logement tel qu'il est, soit pour des raisons budgétaires, soit parce qu'ils n'en perçoivent pas une utilité ou rentabilité immédiate.

Par ailleurs, la taille plus grande des logements laisse supposer des dépenses énergétiques plus importantes pour chauffer les logements, par rapport à la moyenne des habitants urbains.

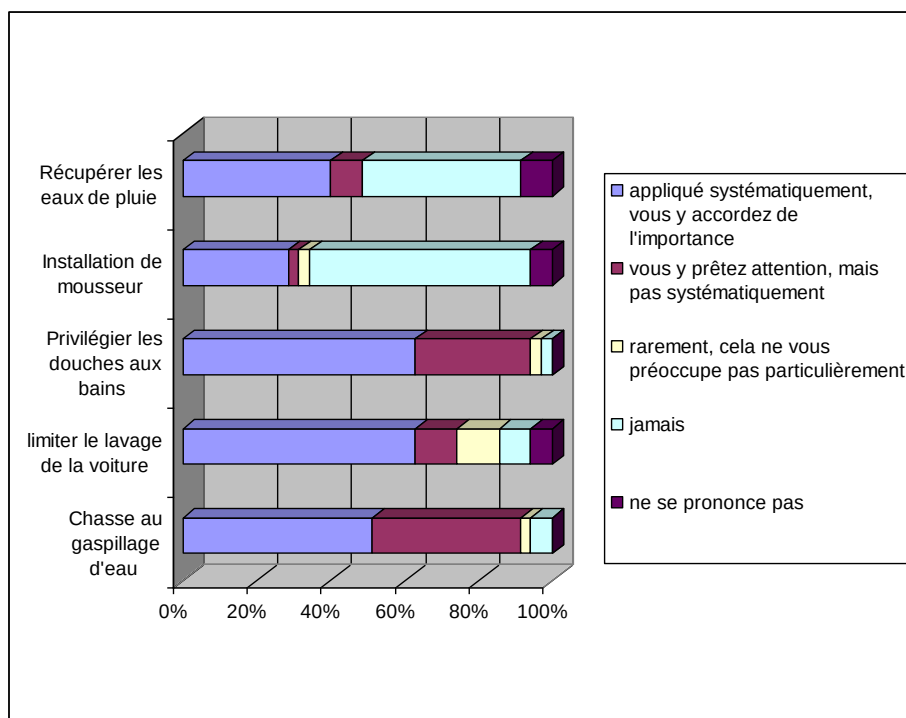
En matière de consommation d'eau, on sait par les enquêtes nationales que les économies ont progressé, et que celles-ci ne sont plus principalement liées à une volonté d'alléger la facture, mais que les motivations écologiques sont plus présentes aujourd'hui. Cependant, nous avons voulu savoir plus précisément quelles étaient les gestes ou les habitudes que mettaient en pratique ces habitants lorsqu'ils cherchent à économiser l'eau. Nous avons pour cela listé un certain nombre de recommandations qui sont faites par des acteurs intervenant dans la sensibilisation à l'environnement (associations environnementales, associations de consommateurs, Ademe) et nous les avons soumises aux habitants.

Pratiques en matière d'économie d'eau

	Chasse au gaspillage d'eau	limiter le lavage de la voiture	Privilégier les douches aux bains	Installation de mousseur	Récupérer les eaux de pluie
appliqué systématiquement, vous y accordez de l'importance	18	22	22	10	14
vous y prêtez attention, mais pas systématiquement	14	4	11	1	3
rarement, cela ne vous préoccupe pas particulièrement	1	4	1	1	0
jamais	2	3	1	21	15
ne se prononce pas	0	2	0	2	3
Total	35	35	35	35	35

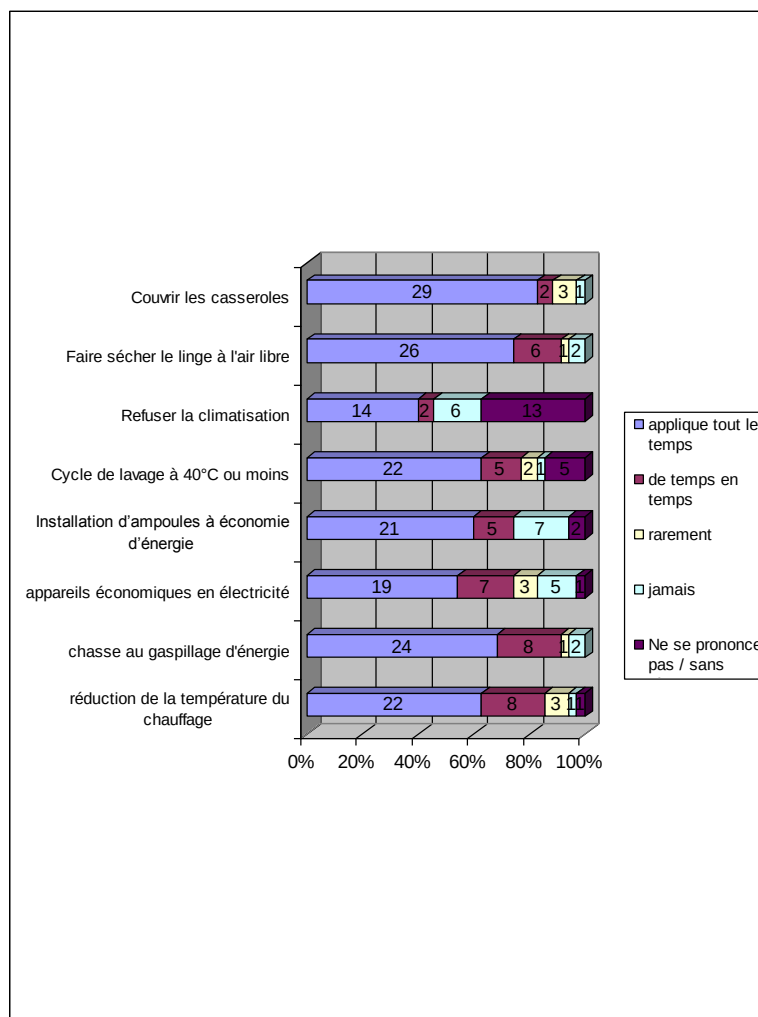
On peut distinguer ici deux conditions : celle qui nécessite une installation technique, le recours à un ustensile (le bac récupérateur d'eau ou le mousseur pour les robinets), et celle qui n'engage que la pratique. Dans le premier cas, les mousseurs ou économiseurs d'eau qui s'adaptent sur les robinets sont très peu adoptés par les habitants rencontrés, tandis que les bacs récupérateurs d'eau de pluie sont plus répandus. Trois personnes déclarent en outre récupérer de temps en temps l'eau domestique pour des usages divers, comme arroser les plantes. Pour ce qui concerne les pratiques, la répartition est plus diverse. Si la majorité déclare préférer les douches pour économiser l'eau, les adeptes du bain se disent sensibles aux arguments écologiques mais refusent d'y céder complètement et d'abandonner les bains. La chasse au gaspillage quant à elle relève d'une attention constante que tous ne sont pas disposés à mettre en œuvre, si bien que 14 n'y prête pas une attention systématique contre 18 pour qui c'est totalement intégré dans leur quotidien. Enfin, réduire les lavages de la voiture est adopté par la majorité (22), bien 7 habitants ne se préoccupent pas de l'économie d'eau dans ce domaine (3 jamais et 4 rarement – mais on ne sait pas si c'est parce qu'ils lavent rarement leur voiture ou même parce qu'ils n'en ont pas).

Graphique : pratiques en matière d'économie de l'eau



En matière d'économie d'énergie, les habitants rencontrés sont majoritairement soucieux de limiter leur usage de l'électricité. Faire sécher son linge à l'air libre pour éviter le sèche-linge, couvrir ses casseroles pour économiser l'électricité pendant la cuisson, faire la chasse au gaspillage ou changer ses ampoules reçoivent une forte adhésion. Par contre, refuser la climatisation suscite une certaine réticence, manifestée par le fait de ne pas se prononcer. Le lavage du linge à une moindre température suscite également des non réponses, mais comme il s'agit surtout d'hommes, on peut supposer qu'ils ne répondent pas parce que ce ne sont pas eux, mais leurs épouses, qui s'occupent du linge.

Graphique : pratiques en matière d'économie d'électricité



La réticence à ne pas utiliser la climatisation trouve son pendant dans les températures moyennes adoptées dans les logements. Si 9 se déclarent très vertueux en adoptant une température de 19 à 18°C (la température recommandée par la loi est de 19°C), en revanche 12 adoptent des températures supérieures à 20°C, voire même 25 et 27°C pour deux d'entre eux.

En d'autres termes, nos habitants se déclarent sensibles à l'environnement et à la question du changement climatique, mais lorsque les pratiques « vertueuses », recommandées, touchent au sentiment de confort, se manifestent immédiatement des réticences.

En matière de consommation, dans le choix des appareils ménagers notamment, le premier critère qu'ils prennent en considération est celui de la fonctionnalité, puis vient le critère du prix, et seulement en troisième position les qualités écologiques rapportées par l'étiquette info-énergie.

III. Les transports

Dans le domaine des transports, notamment les voyages de loisirs, on constate un fort attachement à la voiture.

Une seule personne a déclaré ne pas posséder de voiture ; la majorité a une, voire deux voitures.

nombre de voitures dans le foyer	0	1
	1	16
	2	15
	3	2
Nombre de répondants		33

La mobilité apparaît comme un élément central des modes de vie actuels. Ainsi, au cours des deux dernières années, 22 personnes sur les 35 ont réalisé au moins 1 voyage de plus de 2000 km. Parmi ces 22 habitants, 13 ont réalisé un deuxième trajet et 2 personnes sur les 35 ont réalisé 3 trajets de plus de 2000 km.

Nous avons demandé aux enquêtés quel a été le moyen de transport privilégié pour ces déplacements. La voiture est arrivée largement en tête des réponses pour les moyennes distances (+ de 500 km), tandis que pour les plus longs trajets, l'avion est plus fréquemment cité – bien que sur 18 trajets de plus de 2000 km, la voiture est citée 8 fois contre 9 pour l'avion. Le train n'est cité qu'une seule fois, et la compensation carbone pour les trajets en avion est quasi inexistante, puisque seulement 2 personnes déclarent avoir contribué à celle-ci.

Les raisons données pour justifier le choix de la voiture portent sur la praticité ou simplicité (pas de réservation, pas d'horaires) qui donne une plus grande autonomie (on s'arrête quand on veut) ; mais il y a aussi des critères économiques, car le trajet en voiture revient en général moins cher pour une famille par rapport au train ou l'avion. De plus, lorsqu'il y a des enfants petits, les parents ont tendance à trouver plus pratique de transporter le matériel et les bagages en voiture plutôt qu'être encombrés dans un train.

L'avion est perçu comme étant moins fatigant et plus rapide. Le train finalement ne recueille que peu d'adhésion, parce qu'il est contraignant, n'a pas suffisamment de desserte, ou ne permet pas de réaliser certains trajets dans un temps compétitif par rapport à la voiture, ou bien revient plus cher par rapport au nombre de personnes qui voyagent.

Le choix d'une nouvelle voiture

Nous avons demandé quels seraient les critères privilégiés au moment de l'achat d'une nouvelle voiture.

Achat d'un véhicule moins polluant ?	
non	4
oui	9
Total	13

Sur les 13 qui ont répondu, 9 envisageraient d'acheter un véhicule moins polluant, mais 4 ne se préoccupent pas de cet aspect pour l'achat d'une voiture.

Sans surprise, le prix d'achat arrive en première position des critères (13 personnes le mettent en premier choix), suivi de la consommation de carburant (10 personnes en deuxième choix).

IV. L'alimentation

Dans le domaine de l'alimentation, les habitants rencontrés ont des pratiques sensiblement différentes de celles des Volontaires pour le Climat. Tout d'abord, aucune des 34 personnes de ce groupe ne se procure ses légumes par l'intermédiaire des paniers de maraîcher, et seulement trois s'approvisionnent directement à la ferme. En matière de circuits-courts, seul le marché connaît un meilleur score, avec 19 personnes le fréquentant de façon régulière. Pour la majorité d'entre eux (28), la grande surface est le lieu principal d'approvisionnement. Ils sont très peu nombreux à fréquenter les moyennes surfaces dans leur quartier ou sur leur trajet, et ils ne sont que 6 à fréquenter les magasins bio (alors que cette fréquentation est plus fréquente parmi les Volontaires).

	Marché hebdomadaire	Abonnement à un type de panier de légumes ou fruits	Hypermarché ou grande surface	Moyennes surfaces dans votre quartier ou sur votre trajet	Magasin bio	Produit de la ferme
non	15	34	6	24	28	30
oui	19	0	28	9	6	3
Total	34	34	34	33	34	33

Quels sont les produits bio que vous consommez ?

Comme les enquêtes nationales le montrent, la consommation des produits bio se diffuse au sein de la population. Il n'y a que 6 personnes qui fréquentent les magasins spécialisés dans le bio, mais elles sont 19 à acheter régulièrement des produits bio.

Nombre de produits produits biologiques	
non	15
oui	19
Total	34

Quels sont les produits bio que vous achetez, et lesquels ?

Les types de produits les plus consommés sont les fruits et légumes (17 personnes), suivis à égalité des viandes-poissons et des laitages (11 personnes). 10 personnes achètent des œufs bio et un peu moins (7) des produits d'épicerie ou des farines et céréales.

		Parmi les consommateurs de bio					
Consommation de produits bio	Total des enquêtés	fruits et légumes	viandes, poisson	laitages	œufs	huile, sucre, épicerie	farines, céréales
oui	19	17	11	11	10	7	7
non	15	2	8	8	9	12	12
Total	34	19	19	19	19	19	19

Non seulement le bio se diffuse dans l'ensemble de la société mais il s'étend à de nouveaux produits ; le bio devient un élément de la consommation courante, car sur les 19 personnes qui achètent du bio, 5 achètent tous leurs produits dans cette catégorie, tandis que la majorité en achètent entre deux (fruits et légumes + viandes = 4 personnes) et quatre produits bio (aux autres produits s'ajoutent alors les laitages ou les œufs).

Nombre produits bio acheté	Nb de pers.
1	1
2	4
3	3
4	3
5	2
6	1
7	5
Total	19

Les principales motivations de l'achat des produits bio sont la santé (5) ; lorsqu'ils se préoccupent de l'environnement c'est également en lien avec la santé, à travers la recherche d'aliments « sans pesticides » (concerne 5 réponses). Le goût arrive ensuite avec 3 réponses.

En matière de consommation de viande, on peut constater que le groupe témoin a un comportement qui est représentatif de celui observé au niveau national, où la viande est consommée le plus souvent au repas principal. Ainsi, la grosse majorité ne consomme de la viande qu'à un repas ou plusieurs fois par semaine. On peut toutefois se demander si la consommation de viande n'est pas sous-estimée (par exemple, la consommation de jambon et charcuterie a pu être omise).

Consommation de viande	
à tous les repas	3
un repas sur deux	14
plusieurs fois par semaine	14
occasionnellement ou rarement	3
Total	34

Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient disposés à manger moins de viande sachant qu'elle a un impact négatif sur le climat, nous avons autant de personnes qui se déclarent prêtes à réduire que de personnes qui n'envisageraient aucun changement. Les alternatives proposées, consommer local ou acheter de la viande bio remportent respectivement 6 et 5 voix. Le choix de la consommation de viande bio signale une difficulté à isoler la problématique climatique dans l'ensemble des problèmes environnementaux. Ils sont autant (5 personnes) à choisir de privilégier les viandes blanches, mais nous ne savons pas s'ils ont une connaissance du lien entre le type de viande et les émissions de GES.

Si la viande, par son mode de production, a un impact sur le climat, envisageriez-vous de :

réduire la consommation de viande	9
ne rien changer	9
consommer local	6
acheter de la viande bio	5
privilégier les viandes blanches sur les viandes rouges	5
Total	34

La consommation des produits hors saison est plus « clivante », soit les personnes (au nombre de 13) les consomment régulièrement (et ne se posent pas de question sur l'impact sur le climat), soit elles n'en consomment qu'exceptionnellement ou jamais (14 au total).

Au cours des mois d'octobre à mai, consommez-vous des produits hors saison tels que : fruits rouges, tomate, poivron, aubergines, courgettes, oranges ?

Consommation de produits hors saison	
une fois par semaine ou plus	13
une à deux fois par mois au moins	2
plusieurs fois au cours de l'hiver	5
exceptionnellement	10
jamais	4
Total	34

Pour les fruits tropicaux, nous avons vu que parmi le groupe des Volontaires, il y avait déjà des résistances pour ne pas abandonner cette consommation. Les bananes sont devenues des fruits de consommation courante, largement associée à l'alimentation des enfants, et peu de personnes seraient disposées à y renoncer. Ainsi, 21 personnes consomment très régulièrement des fruits tropicaux, et une minorité (9) s'en passe.

Consommez-vous des fruits et légumes tropicaux (banane, ananas, mangue, avocat...)?

Consommation de fruits et légumes tropicaux	
plusieurs fois par jour	3
une fois par semaine ou plus	13
une à deux fois par mois au moins	5
au moins une fois par trimestre	3
exceptionnellement	6
jamais	3
Total	33

Si l'abstinence de cette consommation ne s'inscrit pas spontanément dans les mœurs, lorsqu'on pose la question, les attitudes sont beaucoup plus éclatées. Ce qui laisse envisager un décalage entre ce qu'on pense et ce que l'on fait. Ainsi, dans les motivations des 9 personnes qui ne consomment qu'exceptionnellement ou jamais de fruits tropicaux, une le fait par conviction écologique, 8 plutôt pour des motivations économiques (trop cher). Mais parmi ceux qui en consomment occasionnellement ou régulièrement, 6 envisagent de s'en passer par souci de l'impact écologique et 6 autres estiment avoir déjà fait des efforts dans ce sens en réduisant leur consommation de ce produit. Ils sont encore 8 à penser ne rien changer du tout.

Seriez-vous disposé à réduire votre consommation de fruits tropicaux (ananas, bananes, mangues, avocats, etc.) et de produits hors saison par souci de l'impact écologique ?

Réduction de la consommation de fruits tropicaux et de produits hors saison par soucis de l'impact écologique	
vous n'en consommez quasi jamais par souci d'écologie	1
vous n'en consommez jamais pour d'autres raisons	8
éventuellement, vous y avez déjà songé	6
oui, vous avez déjà diminué votre consommation de fruits tropicaux	6
non, tant qu'il y a ces marchandises disponibles, vous les achèterez	5
ça vous paraît totalement inutile	3
autre	3
Total	32

V. Consommation courante

Les enquêtés disent ne pas consacrer un budget important (moins de 500 euros par an) aux dépenses dans le domaine des technologies de la communication, mais il est assez difficile de vérifier, et il est possible que ces dépenses soient systématiquement sous-évaluées, de même que pour les dépenses vestimentaires. Les enquêtés se disent relativement sobres ou modestes dans leurs dépenses vestimentaires, puisque 20 déclarent dépenser moins de 1000 euros par an.

Classes de dépenses pour l'habillement

dépenses (en Euros)	nb de réponses
150-500	11
501-1000	9
1001-1500	1
plus de 1500	7
sans rép.	7
Total	35

Mais ce qui est plus intéressant, c'est d'observer quels sont les critères qui comptent pour ces enquêtés dans leurs choix de consommation.

Quels sont les critères que vous prenez en considération dans le choix de vos achats (vêtements, chaussures) dans l'ordre ?

Critère 1		Critère 2		Critère 3	
la qualité	15	le prix	9	le style	8
le prix	10	la qualité	8	le prix	4
le style	8	le style	7	la provenance	4
la provenance	1	la résistance	6	la résistance	4
		la provenance	1	la qualité	2
				le caractère écologique	1
Total	34	Total	31	Total	23

On constate dans le tableau ci-dessus que l'environnement n'est pratiquement pas susceptible d'influencer les choix dans ce domaine. Cette attitude tranche avec celle des Volontaires, qui au moins s'interrogeaient et remettaient en cause les achats de vêtements à base de coton. Le premier critère avancé est la qualité, puis apparaît le prix, puis le style.

Tri des déchets

En ce qui concerne le tri des déchets, sans surprise il est pratiqué par tous au moins pour le verre et le cartons, et par la majorité pour les autres types de déchets. Ils sont également plus de la moitié à pratiquer le compostage associé à la pratique du jardinage.

Vous triez les déchets ?

Tri	verre, carton	déchets verts	ampoules, bouchons, piles	encombrants à la déchetterie
oui	33	26	28	29
non		8	6	5
Total	33	34	34	34

Pratiquez-vous le compostage de vos déchets verts ?

Compostage	
non	15
oui	19
Total	34

Est-ce que vous jardinez ?

Est-ce que vous jardinez	
non	16
oui	18
Total	34

Il existe un lien (logique) entre ceux qui jardinent et ceux qui compostent. Cependant, le nombre de ceux qui trient les déchets verts est plus grand que celui de ceux qui jardinent.

Déplacements de loisirs :

Dans le domaine des départs en vacances – susceptibles de générer des émissions de gaz à effet de serre en raison des déplacements – la majorité du groupe témoin ne part qu'une seule fois dans l'année. En revanche, ils sont 13 à partir plus de deux à trois fois dans l'année.

À quel rythme partez-vous en vacances (week-end compris) ?

Vacances	
plus de trois fois par an	6
deux-trois fois par an	7
une fois par an	16
jamais	4
Total	33

En règle générale, les personnes du groupe témoin ne considèrent pas l'écologie comme orientant leurs comportements, l'économie intervient en premier lieu, puis éventuellement le confort. Là encore, ce groupe tranche par rapport au groupe des Volontaires.

Qu'est-ce qui compte ou pèse le plus dans vos choix : l'économie, l'écologie ou le confort ou autre ?

	Économie	L'écologie	Le confort
non	9	25	17
oui	25	9	17
Total	34	34	34

Si l'écologie ne fait pas partie de leurs références pour leurs choix au quotidien, il est intéressant d'observer quel est le domaine qu'ils identifient comme étant le plus « problématique » du point de vue environnemental. On constate ainsi qu'il s'agit majoritairement du transport, loin devant l'alimentation.

En matière d'écologie, quel est le domaine qui suscite le plus votre réflexion ou attention entre : le transport, le logement, l'alimentation et la consommation ?

Choix 1	
transport	18
alimentation	7
logement	4
consommation	2
Total	31

En complément, lorsqu'on leur demande « Si vous deviez renoncer à quelque chose pour réduire votre bilan carbone/empreinte écologique, sur quoi porterait votre choix ? », il est très intéressant de constater qu'en dépit de l'attachement à la voiture, c'est ce qui serait le plus volontiers abandonné, puisque 11 réponses sur les 20 qui ont répondu à cette question qu'ils seraient disposés à changer de moyen de

transport – avec quelques résistances tout de même, car trois d’entre eux déclarant qu’ils achèteraient une voiture électrique ou rouleraient moins (et donc ne renonceraient pas à leur voiture). Ils ne sont finalement que deux enquêtés à n’envisager de ne rien changer du tout. Il est significatif que même à travers les résistances, ce soit la voiture qui soit spontanément citée, comme si tous étaient à peu près persuadés que c’est celle-ci qui pose un problème majeur du point de vue du réchauffement climatique.

Enfin, dernière question que nous avons retenue, nous avons voulu savoir si les enquêtés du groupe témoin cherchaient à s’informer sur le changement climatique et quel type de presse ils consultent : ce sont majoritairement des lecteurs des Dernières Nouvelles d’Alsace. Mais en matière de changement climatique, il est assez significatif de constater que la majorité ne s’intéresse pas particulièrement au sujet (18 réponses), contre 13 qui se disent plus curieux. Il y a donc là de fortes marges de progression pour la sensibilisation.

Est-ce que vous cherchez à vous informer sur le changement climatique ?

Information sur le changement climatique	
non	18
oui	13
Total	31

En conclusion

Nous avons vu que les enquêtés du groupe des Volontaires avaient une relation paradoxale au changement climatique, puisque celui-ci ne constitue pas pour la plupart d’entre eux le thème central de leur concernement, mais qu’il s’agissait pour eux plutôt de mettre en œuvre une « éthique environnementale » qui recoupe les recommandations d’adaptation des modes de vie face au changement climatique.

Parmi les enquêtés du groupe témoin, nous retrouvons quelques pratiques communes, telles que l’importance du tri des déchets, la perception comme problématique de l’usage de la voiture ou encore

4ème PARTIE : Le secteur de Bitche

	<u>Pays de Bitche</u>	
	<u>nb</u>	<u>%</u>
Ensemble	6503	100
Agriculteurs exploitants	137	2,1
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	409	6,3
Cadres et professions intellectuelles sup.	443	6,8
Professions intermédiaires	1193	18,3
Employés	2570	39,5
Ouvriers	1751	26,9
autres personnes sans activité professionnelle	1590	17,8

Bitche est un secteur un peu à part par rapport aux autres secteurs du Parc : situé en région Lorraine, et nous avons eu l'occasion de sentir lors de la réunion organisée en septembre par Objectif Climat pour tenter (une nouvelle fois) de constituer un groupe, que les habitants rendent perceptible la frontière entre les deux régions, par le langage (le vocabulaire, les petites observations moqueuses) ou d'autres formes de mise à distance.

Comme nous l'avons évoqué, Objectif Climat n'est pas parvenu à rassembler un nombre suffisant de personnes pour constituer un troisième groupe de volontaires dans cette partie du Parc.

L'une des premières questions que l'on peut se poser est celle de savoir si cette difficulté de démarrage est due à la façon dont est perçue la question du changement climatique localement. On peut formuler deux hypothèses :

- l'hypothèse d'une moindre sensibilité locale à la question du changement climatique par rapport à d'autres questions ou enjeux sociaux locaux
- et celle d'un 'effet d'appartenance au lieu' : l'association Objectif Climat n'ayant pas d'inscription locale, elle ne parvient pas à mobiliser.

Nous n'avons malheureusement pas eu la possibilité d'approfondir suffisamment l'enquête sur ce volet pour pouvoir étayer ou non ces hypothèses. Rappelons que l'ensemble de l'enquête s'est déroulée sur à peine 9 mois.

A ces premières hypothèses, nous pouvons cependant en ajouter une autre : celle d'une confusion entre réchauffement climatique et pollution. Il s'agirait alors d'une confirmation de la première (moindre sensibilité), que cette confusion contribuerait à expliquer.

Les quelques habitants que nous avons rencontré ont insisté sur la qualité des paysages et de la vie locales. Ce n'était pas formulé explicitement et probablement si on les avait interrogés directement sur leur connaissance du phénomène du réchauffement climatique, auraient-ils su faire la part des choses. Cependant, le problème leur apparaissait lointain, comme ne les concernant pas au premier chef. Comme si la forêt qui les entoure tenait à distance ces problèmes de pollution. Le réchauffement climatique était perçu essentiellement comme un problème *urbain*, associé sinon à la pollution de l'air, du moins aux îlots de chaleur. Et si tant est qu'il touchât le Pays de Bitche, la nature environnante leur permettrait de n'en subir que modérément les effets.

Ce sentiment diffus que le problème ne les concernait pas directement est probablement alimenté par la distance et l'enclavement de la région.

Ce sentiment d'éloignement (enclavement et protection) peut avoir conduit à privilégier la concentration des forces associatives et les expressions des intérêts collectifs dans les domaines économiques et sociaux.

De plus, localement, nous n'avons pas trouvé de relais institutionnel (hors de l'adjoint au maire chargé de l'environnement) qui serait porteur des problématiques environnementales et les défendrait.

Le fait que l'adjoint au maire ait autant de visibilité dans ce domaine par son dynamisme peut aussi susciter des rejets de tous ceux qui souhaitent une approche a-politique des problématiques environnementales, comme de ceux qui lui sont hostiles pour d'autres raisons, parce qu'ils font partie des opposants politiques locaux.

Enfin, nous avons probablement pâti d'un contexte défavorable en raison des très vives polémiques qui entourent le changement de la tarification de l'enlèvement des ordures ménagères. Ce sujet était très sensible, il y a eu nous a-t-on rapporté, une action en justice d'habitants de Bitche contre la communauté de commune. Or, comme nous avons vu que le tri des déchets était la première pratique concrète à laquelle pensait les Français pour agir à leur échelle face au réchauffement climatique, est-ce que ceci n'a pas conduit dans ce contexte à un renversement total des attitudes, et est-ce que le conflit autour de la tarification n'a pas fait en sorte que le tri des déchets a « contaminé » la question du changement climatique, conduisant à un rejet massif des habitants ?

Ceci constitue de nouvelles questions qui pourraient représenter un point de départ concret pour une nouvelle phase d'enquête à mettre en œuvre en 2012.

Bibliographie

BAUDRILLARD, J., 1970. La société de consommation, Gallimard/idées.

BIGOT R. et HOIBIAN S., Les Français avancent à grands pas sur la longue route écologique, CREDOC, Cahier de recherche no. 272, décembre 2010.

BOISSIEU Christian de (dir.), Rapport du groupe de travail « Division par quatre des émissions de gaz à effet de serre de la France à l'horizon 2050 », FRANCE. Ministère de l'industrie; FRANCE. Ministère de l'écologie et du développement durable, aout 2006. téléchargeable sur <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000757/index.shtml>

DEGENNE A. et FORSE M., 1994, Les réseaux sociaux, Armand Colin, coll. Sociologie.

DOBRÉ, M., 2002. L'écologie au quotidien. Eléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire, L'Harmattan.

FESTINGER, 1957. L., 2009. *A theory of cognitive dissonance*, Stanford University Press.

GRANCHAMP FLORENTINO L. et RUDOLF F., 2009. « Calculer pour sauver le climat ? » in M. Dobré et S. Juan (dir.), *Consommer autrement : la réforme écologique des modes de vie*, L'harmattan, p. 187-198.

GRANCHAMP FLORENTINO L. et RUDOLF F., 2008. "La réception du changement climatique : de la sensibilisation à la transformation des pratiques. Expérimentations d'une association de quartier strasbourgeoise", In : Philippe Hamman (dir.) *Penser le développement durable urbain : regards croisés*, L'Harmattan, Logiques sociales, p. 193-218.

HABERMAS, J., 1988. *Théorie de l'agir communicationnel*, T 1&2, Fayard.

KAUFMANN, J.C., 2008. *Quand "Je" est un autre. Pourquoi et comment ça change en nous*, Hachette littératures.

KAUFMANN, J.C., 2007. *Ego : Pour une sociologie de l'individu*, Paris, Hachette littérature.

LE BRETON, E., *Bouger pour s'en sortir*, Armand Colin, 2005.

THEVENOT, L., *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, Ed. La Découverte, 2006.